



## GUINÉE

Juillet 2015

### DEMANDES DE DÉCAISSEMENT AU TITRE DE LA FACILITÉ DE CRÉDIT RAPIDE ET DE MODIFICATION DE CRITÈRES DE RÉALISATION AU TITRE DE LA FACILITÉ ÉLARGIE DE CRÉDIT — RAPPORT DES SERVICES DU FMI; COMMUNIQUÉ DE PRESSE; ET DÉCLARATION DE L'ADMINISTRATEUR POUR LA GUINÉE

Dans le cadre des demandes de décaissement au titre de la facilité de crédit rapide et de modification de critères de réalisation au titre de la facilité élargie de crédit, les documents ci-après ont été publiés et sont inclus dans le présent dossier :

- Le **rapport des services du FMI** préparé par une équipe des services du FMI pour être soumis à l'examen du Conseil d'administration le 26 septembre 2014. Le rapport a été préparé à la suite des entretiens qui ont pris fin le 6 septembre 2014 avec les autorités guinéennes sur l'évolution de la situation économique et les politiques qui sous-tendent l'accord avec le FMI au titre de la facilité élargie de crédit. La rédaction du rapport des services du FMI, qui repose sur les informations disponibles au moment de ces entretiens, a été achevée le 19 septembre 2014.
- Une **annexe d'information** préparée par le FMI.
- Un **communiqué de presse** comprenant une déclaration de la présidence du Conseil d'administration.
- Une **déclaration de l'Administrateur** pour la Guinée.

Les documents énumérés ci-après ont été ou seront publiés séparément.

Lettre d'intention adressée par les autorités guinéennes au FMI\*  
Supplément au Protocole d'accord technique\*

\*Figurent aussi dans le rapport des services du FMI

La politique de publication concernant les rapports des services du FMI et d'autres documents autorise la suppression d'informations délicates.

Ces documents peuvent être obtenus sur demande à l'adresse suivante :

International Monetary Fund • Publication Services  
PO Box 92780 • Washington, D.C. 20090  
Téléphone : (202) 623-7430 • Télécopieur : (202) 623-7201  
Courriel : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org) Internet : <http://www.imf.org>  
Prix : 18,00 dollars l'exemplaire imprimé

**Fonds monétaire international**  
**Washington, D.C.**



# GUINÉE

## DEMANDES DE DÉCAISSEMENT AU TITRE DE LA FACILITÉ RAPIDE DE CRÉDIT ET DE MODIFICATION DE CRITÈRES DE RÉALISATION AU TITRE DE LA FACILITÉ ÉLARGIE DE CRÉDIT

19 septembre 2014

### RÉSUMÉ ANALYTIQUE

**La Guinée souffre d'une épidémie d'Ebola, qui est devenue une crise humanitaire dont l'impact économique est significatif.** Les estimations préliminaires indiquent qu'en 2014, la croissance économique subira un impact négatif et sera nettement inférieure. Les recettes de l'État sont très insuffisantes et la riposte à l'épidémie d'Ebola entraîne de nouveaux besoins cruciaux de dépenses. Le taux de change a commencé à se déprécier. Les autorités entendent resserrer la politique monétaire pour faire face au choc temporaire de la balance des paiements.

**Les résultats dans le cadre du programme appuyé par la FEC restent satisfaisants.** Les données préliminaires indiquent que tous les critères de réalisation du programme pour la fin de juin 2014 ont été respectés. De nouveaux progrès ont aussi été réalisés dans le domaine des réformes structurelles.

**Les autorités ont sollicité une assistance financière supplémentaire du FMI afin de satisfaire d'urgents besoins budgétaires et de balance des paiements qui n'avaient pas été prévus au moment de la récente revue du programme.** Pour le moment, cette assistance ne peut être fournie sous la forme d'une augmentation de l'accès dans le cadre de l'accord au titre de la FEC car une revue portant sur les données les plus récemment disponibles n'est pas encore achevée en raison de retards dans la mise en œuvre du programme imputables aux élections parlementaires de 2013. Les autorités ont demandé un décaissement au titre de la Facilité de crédit rapide (FCR) car le besoin urgent de balance des paiements se caractérise par un déficit de financement qui, s'il n'est pas comblé, se traduirait par des troubles économiques immédiats et graves. Qui plus est, les difficultés de balance des paiements de la Guinée sont causées principalement par un choc exogène soudain et non pas par un retrait du soutien financier des donateurs, et ces besoins de balance des paiements devraient être satisfaits d'ici un an sans requérir d'ajustements majeurs de la politique économique. Ces politiques restent guidées par les objectifs du programme appuyé par la FEC.

**Les services du FMI appuient la demande des autorités en vue d'un décaissement au titre de la FCR équivalant à 25 % de la quote-part (26,775 millions de DTS).** Ils appuient également la demande des autorités d'une modification des objectifs indicatifs de la fin de septembre et des critères de réalisation de la fin de décembre 2014 dans le cadre de l'accord au titre de la FCE, y compris des ajusteurs du programme.

Approuvé par  
**Abebe Aemro Selassie**  
et **Masato Miyazaki**

Une équipe du FMI composée de MM. Snoek (Chef de mission), Sulemane, Charry Velasquez, Wane, Zhdankin (tous du Département Afrique), Dicks-Mireaux (Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation — SPR) et Mooney (FIN), ont tenu des discussions avec la délégation guinéenne dirigée par M. Dicko, Secrétaire général du Ministère de l'économie et des finances à Washington du 27 août au 6 septembre 2014. Ces discussions ont été complétées par des vidéoconférences avec le Ministre de l'économie et des finances, M. Diaré, le Ministre de l'énergie et de l'hydraulique, M. Thiam, le Ministre de la planification, M. Traoré, le Ministre délégué au budget, M. Condé, le Gouverneur de la banque centrale, M. Nabé et d'autres représentants de l'État les 2 et 5 septembre.

## TABLE DES MATIERES

|   |           |
|---|-----------|
| <b>CONTEXTE ET ÉVOLUTION RÉCENTE</b>  | <b>4</b>  |
| <b>IMPACT DE L'ÉPIDÉMIE D'EBOLA SUR LES PERSPECTIVES DE 2014 À MOYEN TERME</b>                  | <b>7</b>  |
| <b>RIPOSTE À L'ÉPIDÉMIE DE LA MALADIE À VIRUS EBOLA</b>   | <b>8</b>  |
| <b>SOUTIEN DU FMI</b>   | <b>10</b> |
| <b>QUESTIONS DU PROGRAMME DANS LE CADRE DE L'ACCORD AU TITRE DE LA FEC</b>                      | <b>11</b> |
| <b>ÉVALUATION DES SERVICES DU FMI</b>   | <b>11</b> |
| <b>ENCADRÉ</b>  |           |
| 1. L'épidémie d'Ébola : sa propagation et son impact  | 5         |
| <b>GRAPHIQUE</b>  |           |
| 1. Évolution récente, 2012–14   | 6         |
| <b>TABLEAUX</b>   |           |
| 1. Principaux indicateurs économiques et financiers, 2008–15                                    | 13        |
| 2a. Opérations budgétaires de l'administration centrale, 2012–15 (milliards de francs guinéens) | 14        |
| 2b. Opérations budgétaires de l'administration centrale, 2012–15 (pourcentage du PIB)           | 15        |
| 3a. Comptes de la banque centrale et des banques créatrices de monnaie, 2009–14                 | 16        |
| 3b. Situation monétaire, 2009–14  | 17        |
| 4. Balance des paiements, 2008–15   | 18        |
| 5. Critères de réalisation et objectifs indicatifs, FEC 2013–14                                 | 19        |
| 6. Besoins et sources de financement extérieur, 2012–15   | 20        |

|  |    |
|--|----|
| 7. Indicateurs de la capacité à rembourser le FMI, 2014–15 _____ | 21 |
| 8. Matrice d'évaluation des risques _____                        | 22 |

**PIÈCES JOINTES**

|   |    |
|---|----|
| I. Lettre d'intention _____   | 23 |
| II. Supplément au Protocole d'accord technique du programme appuyé par la FEC _____     | 31 |
| III. Actualisation de l'analyse de viabilité de la dette des pays à faible revenu _____ | 33 |

## CONTEXTE ET ÉVOLUTION RÉCENTE

**1. L'épidémie d'Ebola en Guinée s'est nettement intensifiée depuis juillet.** Elle a semblé se stabiliser en mai/juin, mais le nombre de cas nouveaux s'est ultérieurement envolé, notamment depuis la fin de juillet (Encadré 1). Parallèlement, la maladie est aussi apparue au Sierra Leone et au Libéria qui ont souffert d'une augmentation encore plus prononcée du nombre de cas. Le noyau central de l'épidémie reste la région frontalière du sud-est de la Guinée, du nord-est de la Sierra Leone et du nord-est du Libéria, mais la maladie s'est étendue aux capitales des trois pays et à d'autres provinces. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il faudra peut-être 6 à 9 mois pour maîtriser l'épidémie, sous réserve que des mesures internationales fermes soient prises immédiatement.

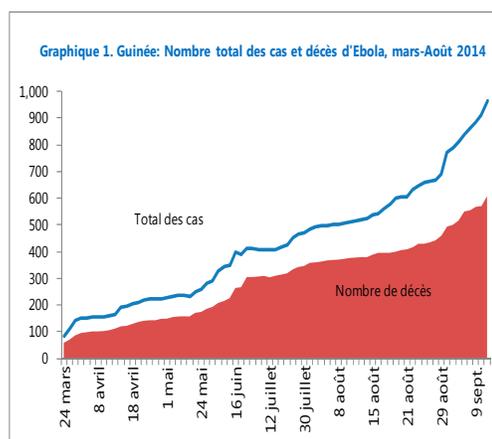
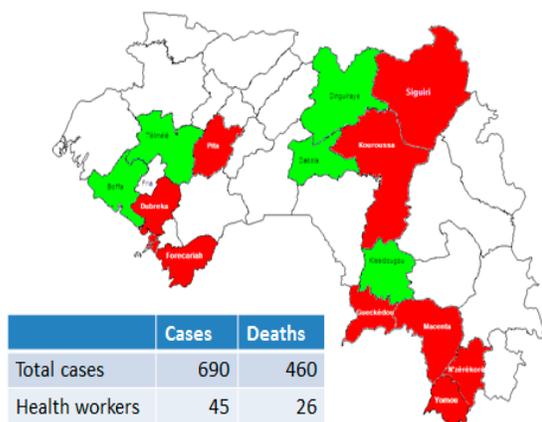
**2. Les perspectives économiques à court terme de la Guinée se sont nettement détériorées en raison de l'aggravation de l'épidémie d'Ebola (Encadré 1 et Graphique 1).** Le commerce et les services ont subi le gros de l'impact car ils ont été sérieusement touchés par la suspension des vols internationaux, la fermeture des frontières et les retards pris par les projets qui font intervenir les travailleurs étrangers et les voyageurs d'affaires. En outre, la production agricole dans les principales régions de l'épidémie et la production artisanale d'or ont été touchées, ce qui aura une incidence sur les exportations. Pour autant, la production minière reste normale bien que les préparatifs de nouveaux projets miniers risquent d'être retardés. À la fin de juillet, l'inflation s'établissait à 9,7 % (en glissement annuel), un niveau environ similaire à celui de juin. Les réserves internationales se sont maintenues à un niveau satisfaisant, mais le taux de change du marché s'est déprécié de plus de 2 % en août, ce qui semble être imputable à une baisse de l'offre de devises des exportateurs d'or artisanal et d'une demande croissante, éventuellement parce que les devises sont privilégiées pour se préserver des incertitudes croissantes.

**3. Les résultats dans le cadre du programme appuyé par la FEC sont restés satisfaisants.** Les données préliminaires indiquent que tous les critères de réalisation pour la fin de juin 2014 ont été respectés. Il semble que les mesures destinées à améliorer la mise en œuvre des réformes structurelles commencent à porter leurs fruits : le comité de haut niveau responsable du suivi de la mise en œuvre des réformes a récemment examiné le projet de loi sur les entreprises publiques et l'a soumis au gouvernement pour approbation (repère structurel du programme pour la fin de septembre).

### Encadré 1. Guinée : L'épidémie d'Ébola : sa propagation et son impact

L'épidémie de la maladie à virus Ébola (MVE) continue de s'étendre géographiquement, à la fois dans les villes à forte densité démographique et dans les zones rurales où les populations font en priorité appel aux guérisseurs traditionnels. Après une augmentation régulière des nouvelles infections, une vague beaucoup plus agressive de nouveaux cas a débuté à la fin d'août. Au 11 septembre, 909 cas et 571 décès ont été déclarés, comparés à 690 cas et 460 décès le 29 août (voir carte plus loin). La maladie touche essentiellement les personnes en âge de travailler et les femmes (55 %).

#### Guinée — Répartition géographique et nombre de cas et de décès dus au virus Ébola, mars-septembre 2014

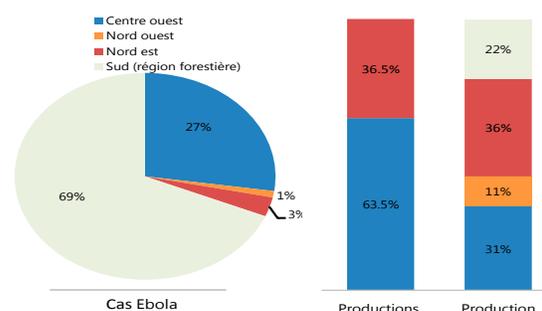


L'épidémie d'Ébola a un impact socio-économique majeur sur la Guinée et sur sa population pour les raisons suivantes :

- Les services de santé sont surchargés ce qui compromet leur capacité à traiter et prévenir les infections.
- Des pénuries alimentaires apparaissent dans les régions qui sont les plus gravement touchées.
- Les restrictions imposées aux déplacements bouleversent une partie du commerce transfrontalier et le mouvement des biens ; les importations maritimes sont aussi susceptibles d'être touchées.
- La peur de l'infection et les incertitudes croissantes incitent les investisseurs étrangers à se retirer du pays.
- La pauvreté devrait augmenter, notamment dans les groupes vulnérables qui comptent sur le secteur informel pour l'emploi, tels que les habitants des zones rurales qui abandonnent les zones et les terres agricoles touchées et les travailleurs temporaires de l'industrie des services.

Toutefois, les régions les plus productives n'ont jusqu'à présent été que peu touchées. La partie septentrionale du pays, qui produit 47 % de la production agricole et 37 % des exportations de bauxite et d'or, n'est que marginalement touchée par l'épidémie, avec seulement 4 % des cas. La région des forêts, épicerie de l'épidémie, à la frontière du Libéria et du Sierra Leone, représente moins de 22 % de la production agricole et il n'y a aucune production minière dans cette région.

Distribution par région des cas Ebola, activités minière et agricole (Pourcentage du total)

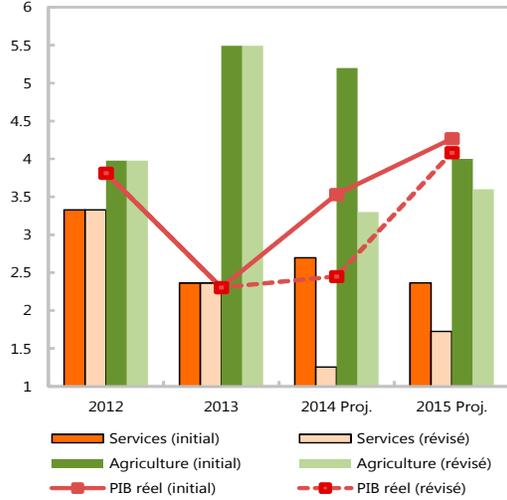


Sources: Autorités guinéennes; et estimations des services du FMI.

### Graphique 1. Guinée: Évolution récente, 2012-14

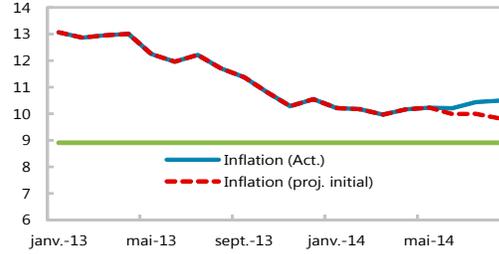
La croissance, notamment dans les services et l'agriculture a été frappée par la flambée d'Ebola

**Croissance du PIB et des services**  
(Pourcentage de variation)



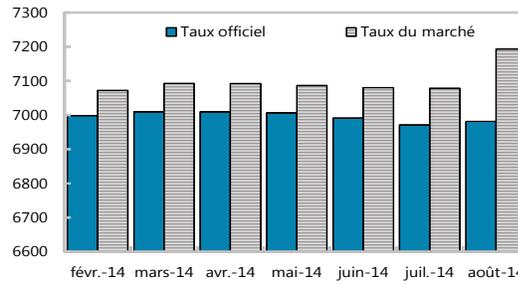
Il ressort d'observations récentes que la tendance d'inflation s'écarte des objectifs de fin d'année.

**Inflation, fin de période**  
(Pourcentage de variation en glissement annuel)



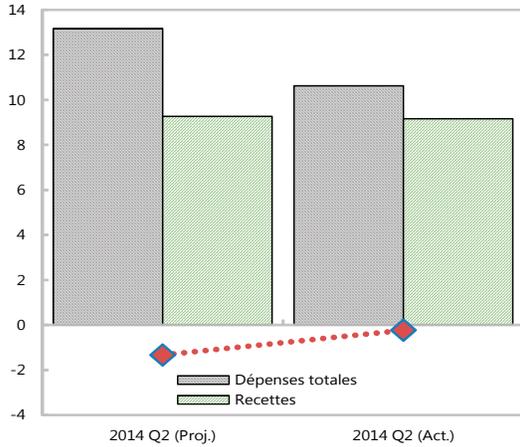
Le taux de change du marché s'est déprécié en raison des incertitudes grandissantes et des sorties de capitaux

**Taux de change officiel et du marché**  
(FG/Dollar E.U.)



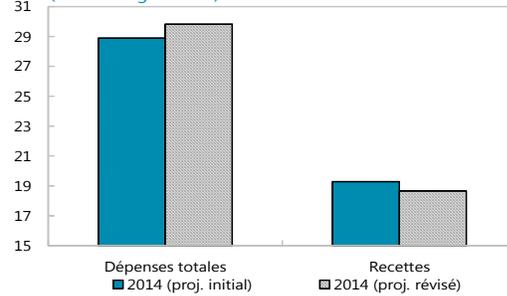
En dépit d'une baisse des recettes, la discipline a été maintenue dans l'exécution budgétaire

**Résultats budgétaires**  
(Pourcentage du PIB)



Les dépenses devraient être supérieures et les recettes inférieures en raison de la flambée d'Ebola.

**Résultats budgétaires**  
(Pourcentage du PIB)



Sources: Autorités guinéennes; et estimations des services du FMI.

## IMPACT DE L'ÉPIDÉMIE D'EBOLA SUR LES PERSPECTIVES DE 2014 ET À MOYEN TERME

**4. L'impact de l'épidémie du virus Ebola sur la croissance devrait, d'après les projections, être significatif mais temporaire (Tableaux 1–4).** L'évaluation de l'impact économique de l'épidémie est compliquée par l'absence d'indicateurs économiques récents exhaustifs et par les incertitudes qui entourent la durée et la propagation éventuelle de l'épidémie. Les données disponibles indiquent une baisse de la production et de l'activité dans de nombreuses régions en 2014 par rapport à la même période en 2013. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aide les autorités avec une étude sur l'impact éventuel sur l'agriculture, mais il est estimé qu'au minimum la production sera compromise dans les régions les plus touchées de l'épidémie ; pour autant, on suppose que la production minière se poursuivra normalement. Sur cette base, la croissance du PIB réel de 2014 devrait, d'après les projections, atteindre 2,4 % comparé aux 4,5 % projetés au début de l'année<sup>1</sup>. Si l'on suppose que l'épidémie sera maîtrisée au cours du premier trimestre de 2015, la croissance devrait, d'après les projections, rebondir à 4,1 % l'année prochaine (0,2 point de pourcentage en-dessous des projections au moment de la 4<sup>ème</sup> revue de l'accord au titre de la FEC). En raison des bouleversements dans le commerce international et de la baisse de la production agricole, l'inflation à la fin de 2014 devrait, d'après les projections, atteindre 9,4 %, soit un point de pourcentage de plus que l'objectif du programme, mais elle devrait reprendre sa tendance à la baisse en 2015. Les indicateurs de pauvreté devraient s'aggraver en 2014–15 car l'épidémie d'Ébola touche le plus gravement les pauvres.

**5. Le déficit du compte extérieur courant devrait se creuser et les sorties de capitaux privés augmenter.** D'après les projections, le compte courant devrait se dégrader de 1,2 % du PIB sous l'effet de la baisse des exportations agricoles en raison des restrictions imposées au commerce transfrontalier, de la baisse de la production et de l'accroissement des importations de produits alimentaires. En outre, les exportations d'or artisanal et les entrées liées aux travailleurs expatriés devraient, d'après les projections, être inférieures alors qu'il semblerait que les sorties de capitaux sont en hausse. Par conséquent, le maintien de l'objectif initial pour les réserves internationales dans le cadre du programme au titre de la FEC se traduirait par un déficit de financement extérieur de 129 millions de dollars.

**6. En dépit du sérieux impact de l'épidémie d'Ebola, les perspectives économiques à moyen terme de la Guinée restent bonnes.** Bien que l'ampleur et la propagation de l'épidémie actuelle soient sans précédent, un solide effort international pour aider les trois principaux pays touchés est en cours de mobilisation et devrait permettre de maîtriser l'épidémie en Guinée au début de 2015. Toutefois, deux élections — municipales et présidentielles — et les troubles qui

<sup>1</sup> La croissance a été révisée à la baisse à 3,5 % au milieu de 2014 en raison des pénuries continues d'électricité et des retards dans les réformes structurelles, ce qui s'est ajouté à l'impact négatif de l'épidémie d'Ebola estimée alors à 0,3 % (EBS/14/94, 21 juillet 2014).

pourraient leur être associés — pourraient entraîner certains risques baissiers pour les perspectives en 2015. Plus positivement, suite à la récente approbation du cadre d'investissement, les travaux du grand projet de minerai de fer de Simandou et de son infrastructure devraient débuter au cours de la seconde moitié de 2015, tandis que plusieurs autres nouveaux projets miniers en cours de préparation pourraient aussi commencer à avoir un impact.

## RIPOSTE À L'ÉPIDÉMIE DE LA MALADIE À VIRUS EBOLA

**7. La Guinée intensifie ses efforts pour enrayer l'épidémie d'Ebola en coopération étroite avec les partenaires extérieurs (Lettre d'intention, paragraphe 5).** Les autorités ont déclaré l'état d'urgence sanitaire le 13 août et renforcé les contrôles sur les mouvements à l'entrée et à la sortie des circonscriptions les plus gravement touchées. La coordination des autorités avec les partenaires extérieurs qui tentent de stopper l'épidémie — les agences des Nations Unies et les ONG spécialisées, telles que Médecins sans frontières et la Croix-Rouge internationale — a été revue sous la présidence du Premier ministre et le plan de riposte d'urgence a été nettement renforcé ; les coûts de ce plan sont temporairement estimés à 85 millions de dollars (1,3 % du PIB). Les autorités ajustent également les politiques macroéconomiques, retardent le relâchement prévu de la politique monétaire et assouplissent les objectifs budgétaires afin de protéger le budget d'investissement public<sup>2</sup>. Si le financement extérieur était inférieur aux projections des autorités, celles-ci entendent réduire leurs objectifs de réserves internationales et intervenir temporairement sur le marché des changes, conformément à l'objectif révisé des réserves, afin d'appuyer le taux de change pour éviter toute pression sur les prix intérieurs des produits importés.

### Politique budgétaire

**8. Les autorités entendent laisser le déficit budgétaire se creuser pour tenir compte de l'impact de la crise du virus Ebola, sans pour autant relâcher l'effort d'investissement public<sup>3</sup>.** Par rapport au budget révisé de 2014 abordé au moment de la 4<sup>ème</sup> revue dans le cadre de l'accord au titre de la FEC, les recettes devraient, d'après les projections, être inférieures de 0,7 % du PIB (révisé), ce qui est principalement imputable à l'épidémie du virus Ebola. Les coûts du plan de riposte du gouvernement sont estimés à 1,3 % du PIB. Les dépenses courantes supplémentaires pour le secteur de l'électricité, de même qu'une légère insuffisance des dons de soutien budgétaire seront compensées par une baisse des dépenses d'investissement. C'est pourquoi, le déficit de base augmentera à 5,5 % du PIB, au lieu des 4 % du PIB (non révisé) dans le cadre du programme appuyé par la FEC.

<sup>2</sup> Les projections supposent que le plan de riposte d'urgence sera décaissé en totalité au cours du dernier trimestre de 2014 et n'aura aucun impact visible sur le budget de 2015. Cette hypothèse sera revue au moment de la mission pour la 5<sup>ème</sup> revue du programme appuyé par la FEC provisoirement prévue pour la fin de 2014/le début de 2015.

<sup>3</sup> Les autorités entendent soumettre un budget révisé à l'Assemblée nationale en septembre qui tiendra compte des discussions dans le contexte de la 4<sup>ème</sup> revue du programme appuyé par la FEC et de l'impact de la crise du virus Ebola.

**Tableau Texte 1. Guinée : Modifications des projections budgétaires, 2014**

|   | Milliards de GNF | Millions de dollars EU | Pourcentage du PIB |
|---|------------------|------------------------|--------------------|
| <b>Recettes (- plus faibles)</b>                              | <b>-522</b>      | <b>-74.6</b>           | <b>-1.1</b>        |
| Recettes fiscales   | -350             | -50.0                  | -0.7               |
| Dons  | -172             | -24.6                  | -0.4               |
| <b>Dépenses (+ plus élevées)</b>                              | <b>359</b>       | <b>51.2</b>            | <b>0.8</b>         |
| <i>dont</i> : dépenses liées à Ebola                          | 595              | 85.0                   | 1.3                |
| <b>Impact Total (+ = déficit plus élevé)</b>                  | <b>881</b>       | <b>125.8</b>           | <b>1.9</b>         |
| Mise à jour des éléments en-dessous de la ligne <sup>1/</sup> | 21               | 3.0                    | 0.0                |
| <b>Ecart de financement</b>                                   | <b>902</b>       | <b>128.8</b>           | <b>1.9</b>         |
| Financement possible  | 902              | 128.8                  | 1.9                |
| Banque mondiale   | 175              | 25.0                   | 0.4                |
| Banque Africaine de développement                             | 42               | 6.0                    | 0.1                |
| FMI   | 290              | 41.4                   | 0.6                |
| Financement additionnel / Mesures d'ajustement                | 395              | 56.5                   | 0.8                |

Sources : autorités guinéennes et estimations du personnel du FMI.

<sup>1/</sup> Inclut des révisions à l'amortissement du financement extérieur et des éléments de remise de dette.

**9. Les estimations du budget révisé indiquent un déficit de financement de 1,9 % du PIB (129 millions de dollars<sup>4</sup>) en 2014, pour lequel le gouvernement entend rechercher un financement des donateurs.** Un financement éventuel pourrait provenir de la Banque mondiale (25 millions de dollars) et de la Banque africaine de développement (9,6 millions de dollars). Les autorités demandent aussi que le décaissement au titre de la FCR soit destiné au soutien budgétaire (40,2 millions de dollars). D'autres contributions de donateurs sont envisageables, y compris de l'Union européenne. Toutefois, si un déficit de financement subsiste, les autorités demandent que le programme appuyé par la FEC inclue un ajusteur qui permettrait un financement intérieur supplémentaire pour assurer que le plan de riposte d'urgence puisse être exécuté en totalité sans compromettre le programme d'investissement public.

### Politique monétaire et de change

**10. Compte tenu des grandes incertitudes et des pressions qui s'exercent sur le taux de change, les autorités entendent retarder le relâchement monétaire qu'elles avaient prévu.** Au départ, les autorités prévoient un nouveau relâchement progressif de la politique monétaire en réduisant le coefficient de réserves obligatoires, eu égard à l'évolution positive de l'inflation et des réserves internationales. Cependant, l'épidémie d'Ebola a aggravé la volatilité du taux de change et les pressions spéculatives et les autorités ont décidé de maintenir une orientation plus serrée s'agissant de la liquidité bancaire en vue de réduire la fuite des capitaux et les besoins de financement extérieur. Elles considèrent qu'il s'agit d'influences transitoires sur le taux de change et que l'écart qui s'est récemment creusé entre le taux de change officiel et celui du marché pourrait

<sup>4</sup> Le déficit supplémentaire de 3 millions de dollars comparé à celui de 126 millions de dollars qui apparaît au Tableau du texte 1 plus haut et au Tableau du texte 1 de la Lettre d'intention est le résultat des actualisations des projections en dessous de la ligne de l'amortissement de la dette.

disparaître lorsque la situation se normalisera. La banque centrale a également décidé d'accroître temporairement ses ventes dans le cadre des adjudications de devises hebdomadaires afin de doper la confiance dans la monnaie locale et de contenir les pressions à la hausse sur l'inflation.

**11. En 2014, un important déficit de financement extérieur est apparu.** Les projections incluent un déficit de financement extérieur de 129 millions de dollars pour 2014 en raison de l'aggravation du déficit du compte courant et de l'augmentation des sorties de capitaux du secteur privé. En l'absence d'un ajustement intérieur ou d'un financement extérieur, les réserves officielles brutes devraient baisser de 3,7 mois d'importations, objectif du programme actuel, à 3,2 mois d'importations.

## SOUTIEN DU FMI

**12. Les autorités sollicitent un décaissement au titre de la FCR équivalent à 25% de la quote-part (26,775 millions de DTS, soit environ 40,2 millions de dollars)<sup>5</sup>.** Les autorités demandent aussi que ce financement soit mis à disposition dans sa totalité en tant que soutien budgétaire. Le décaissement offrirait un soutien bienvenu pour satisfaire les besoins budgétaires urgents mais aussi pour fournir des devises supplémentaires et éviter une baisse brutale des réserves internationales. Les critères de simultanéité d'un accord au titre de la FCR et de la FEC sont en place puisque les décaissements de l'accord au titre de la FEC en faveur de la Guinée sont retardés en raison de retards dans la mise en œuvre du programme imputables aux élections parlementaires de 2013 et compte tenu du fait que le besoin de balance des paiements que doit satisfaire la FCR est principalement imputable à un choc exogène soudain qui ne requiert pas d'ajustements majeurs de la politique économique.

**13. La capacité de la Guinée à rembourser ses obligations envers le FMI est adéquate** (Tableau 7). Le montant total de l'encours du crédit envers le FMI, une fois la FCR décaissée, s'élèvera à 111 % de la quote-part. Bien que, d'après les projections, les remboursements au FMI devraient augmenter à moyen terme, ils se situeraient encore à un faible niveau par rapport aux exportations de biens et de services et aux recettes budgétaires. Le financement de la FCR sera utilisé dans sa totalité pour un soutien budgétaire et les autorités sont donc en train de préparer un accord-cadre entre le gouvernement de la Guinée et la banque centrale (BCRG) portant sur leurs rôles et responsabilités respectifs pour assurer le service des obligations financières envers le FMI. Même si le pays reste vulnérable à des chocs exogènes, les ratios globaux du service de la dette extérieure aux exportations de biens et de services et aux recettes budgétaires restent peu élevés. La résolution des autorités à procéder à un rééquilibrage des finances publiques (Pièce jointe I) et à des réformes structurelles budgétaires (comme en témoignent les progrès réalisés dans le cadre de l'accord actuel au titre de la FEC) indiquent que la Guinée aura la capacité de rembourser le FMI lorsque le service de la dette deviendra exigible.

<sup>5</sup> Le soutien demandé au FMI ne pourrait être fourni en tant qu'augmentation de l'accord actuel au titre de la FEC comme dans le cas du Libéria et de la Sierra Leone, puisque la 5<sup>ème</sup> revue associée à la date de disponibilité la plus récente (15 août 2014) n'est pas encore achevée.

**14. L'analyse de viabilité de la dette jointe (Pièce jointe III) indique que le nouveau financement du FMI et le soutien additionnel des donateurs ne modifieraient pas l'appréciation du surendettement de la Guinée.** La FCR pourrait aussi contribuer à mobiliser un soutien additionnel des donateurs afin de combler totalement les déficits budgétaire et extérieur.

**15. Conformément à la politique de sauvegardes du FMI, le décaissement au titre de la FCR entraîne la nécessité d'une actualisation de l'évaluation précédente, qui a été achevée en avril 2012.** Cette dernière concluait que les risques de malversations et de communication d'informations erronées avaient quelque peu diminué depuis l'évaluation de 2007. La BCRG a réalisé des progrès dans la mise en œuvre de quelques recommandations de l'évaluation précédente, notamment s'agissant de la vérification des données monétaires aux dates d'évaluation, la publication des états financiers annuels audités, la formalisation d'une politique et de principes d'investissement, de même que de l'adoption d'une nouvelle loi sur la banque centrale qui renforce son autonomie. Pour autant, la BCRG doit prendre de nouvelles mesures pour assurer une meilleure surveillance des contrôles et améliorer les pratiques de communication des informations financières.

## QUESTIONS DU PROGRAMME DANS LE CADRE DE L'ACCORD AU TITRE DE LA FEC

**16. Les politiques macroéconomiques des autorités restent guidées par les objectifs du programme appuyé par la FEC.** Toutefois, les services proposent que les objectifs indicatifs du programme pour la fin de septembre et les critères de réalisation pour la fin de décembre 2014 soient modifiés pour tenir compte des projections relatives à l'aggravation du déficit budgétaire et aux avoirs intérieurs nets de la banque centrale (Tableau 5). Les modifications incluent l'introduction d'un ajusteur pour permettre aux autorités de compenser une insuffisance du financement extérieur du plan de riposte du gouvernement au virus Ebola à l'aide d'un financement intérieur supplémentaire et d'une baisse des réserves internationales nettes (Pièce jointe II, paragraphes 3 et 5).

## ÉVALUATION DES SERVICES DU FMI

**17. L'épidémie d'Ebola a un impact significatif sur l'économie de la Guinée.** Outre les nombreux décès, la croissance économique et les recettes de l'État sont inférieures aux objectifs du programme et le taux de change fait l'objet de pressions. La croissance par habitant devrait être négative pour la troisième année consécutive et l'épidémie met à dure épreuve les faibles capacités techniques et les institutions.

**18. Les résultats dans le cadre du programme appuyé par la FEC ont été satisfaisants en dépit d'un contexte difficile.** Les services saluent l'engagement continu des autorités vis-à-vis des objectifs du programme et appuient une aggravation temporaire du déficit budgétaire de 2014 pour faire face à l'impact de l'épidémie, y compris aux coûts du plan de riposte d'urgence en cours de préparation. Ils recommandent que les autorités poursuivent un dialogue étroit avec leurs partenaires extérieurs afin d'assurer le financement complet du plan de riposte.

**19. Compte tenu des indications que les sorties de capitaux augmentent, il est justifié de retarder un nouveau relâchement de la politique monétaire.** Les services appuient également l'intervention accrue de la banque centrale dans les adjudications de devises, eu égard à la nature temporaire du choc.

**20. Les services sont favorables à la demande des autorités d'un décaissement au titre de la Facilité de crédit rapide pour un montant de 26,775 millions de DTS (25 % de la quote-part).** Compte tenu des importants besoins de financement pour le plan de riposte, qui est crucial pour maîtriser l'épidémie, les services appuient également la demande que le décaissement soit réalisé directement sous la forme d'un soutien budgétaire. Les services appuient aussi la demande des autorités de modifications des objectifs indicatifs de la fin de septembre et des critères de réalisation de la fin de décembre 2014 dans le cadre de l'accord au titre de la FEC, y compris de révisions aux ajusteurs du programme.

Tableau 1. Guinée : Principaux indicateurs économiques et financiers, 2008–15

|   | 2008    | 2009    | 2010    | 2011    | 2012    | 2013    | 2014                |                          | 2015                |                          |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------|
|   |         |         |         |         |         |         | Prog. <sup>1/</sup> | Rev. Prog. <sup>2/</sup> | Proj. <sup>1/</sup> | Rev. Proj. <sup>2/</sup> |
| (Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)          |         |         |         |         |         |         |                     |                          |                     |                          |
| Comptes nationaux et prix   |         |         |         |         |         |         |                     |                          |                     |                          |
| PIB en prix constants   | 4.9     | -0.3    | 1.9     | 3.9     | 3.8     | 2.3     | 3.5                 | 2.4                      | 4.3                 | 4.1                      |
| Déflateur du PIB  | 14.1    | 6.8     | 20.2    | 19.7    | 13.0    | 6.3     | 7.0                 | 7.4                      | 5.4                 | 5.8                      |
| PIB aux prix courants   | 19.7    | 6.5     | 22.5    | 24.4    | 17.3    | 8.7     | 10.7                | 10.1                     | 9.9                 | 10.1                     |
| Prix à la consommation  |         |         |         |         |         |         |                     |                          |                     |                          |
| Moyenne   | 18.4    | 4.7     | 15.5    | 21.4    | 15.2    | 11.9    | 9.7                 | 10.1                     | 6.5                 | 7.8                      |
| Fin de période  | 13.5    | 7.9     | 20.8    | 19.0    | 12.8    | 10.5    | 8.5                 | 9.4                      | 5.9                 | 7.1                      |
| Secteur extérieur   |         |         |         |         |         |         |                     |                          |                     |                          |
| Exportations, f.à.b. (en dollars EU)                                      | 27.2    | -16.7   | 12.9    | 11.8    | -1.4    | -5.4    | -2.2                | -6.5                     | 2.6                 | 4.9                      |
| Importations, f.à.b. (en dollars EU)                                      | 12.2    | -19.8   | 22.7    | 50.1    | 6.7     | -6.7    | -4.6                | -1.9                     | 14.5                | 9.4                      |
| Taux de change effectif moyen (dépréciation -)                            |         |         |         |         |         |         |                     |                          |                     |                          |
| Indice nominal  | -14.0   | 0.2     | -17.3   | -17.7   | -0.9    | 3.1     | ...                 | ...                      | ...                 | ...                      |
| Indice réel   | -3.0    | 3.6     | -7.3    | -3.5    | 11.3    | 12.7    | ...                 | ...                      | ...                 | ...                      |
| Monnaie et crédit   |         |         |         |         |         |         |                     |                          |                     |                          |
| Avoirs extérieurs nets <sup>3/</sup>                                      | 14.3    | 4.7     | -5.5    | 40.1    | -3.5    | -0.3    | -4.9                | -8.8                     | ...                 | ...                      |
| Avoirs intérieurs nets <sup>3/</sup>                                      | 24.7    | 21.2    | 79.9    | -30.7   | 4.5     | 14.4    | 15.7                | 14.9                     | ...                 | ...                      |
| Créances nettes sur l'État <sup>3/</sup>                                  | 20.8    | 28.7    | 70.2    | -44.8   | 12.9    | 10.2    | 8.9                 | 11.1                     | ...                 | ...                      |
| Crédit au secteur hors administrations publiques <sup>3/</sup>            | 1.9     | 3.1     | 8.9     | 15.0    | -1.1    | 9.7     | 9.7                 | 10.4                     | ...                 | ...                      |
| Base monétaire  | 13.8    | 81.7    | 73.0    | -4.9    | -3.1    | 15.7    | 12.6                | 5.2                      | ...                 | ...                      |
| Masse monétaire au sens large   | 39.0    | 25.9    | 74.4    | 9.4     | 1.0     | 14.1    | 10.7                | 6.1                      | ...                 | ...                      |
| Taux d'intérêt (bons du Trésor)   | 21.0    | 14.8    | 4.6     | 13.0    | 16.1    | 10.9    | ...                 | ...                      | ...                 | ...                      |
| (En pourcentage du PIB)   |         |         |         |         |         |         |                     |                          |                     |                          |
| Finances publiques  |         |         |         |         |         |         |                     |                          |                     |                          |
| Total des recettes et dons  | 16.1    | 16.5    | 15.7    | 20.2    | 22.9    | 19.8    | 24.9                | 23.9                     | 23.1                | 21.3                     |
| Recettes  | 15.6    | 16.2    | 15.3    | 16.8    | 20.1    | 18.4    | 19.3                | 18.7                     | 19.9                | 19.2                     |
| dont : recettes non minières  | 12.1    | 12.9    | 11.5    | 12.9    | 16.1    | 14.9    | 16.2                | 15.6                     | 16.7                | 16.5                     |
| Dons  | 0.5     | 0.4     | 0.4     | 3.4     | 2.7     | 1.5     | 5.6                 | 5.2                      | 3.2                 | 2.1                      |
| Total dépenses et prêts nets  | 15.6    | 23.7    | 29.7    | 21.5    | 26.1    | 25.1    | 28.9                | 29.8                     | 23.2                | 24.0                     |
| Dépenses courantes  | 13.4    | 16.5    | 20.5    | 16.3    | 15.9    | 16.2    | 15.6                | 17.2                     | 15.6                | 16.6                     |
| dont : paiements d'intérêts   | 2.6     | 2.1     | 2.0     | 2.0     | 1.7     | 1.1     | 1.1                 | 1.1                      | 1.3                 | 1.1                      |
| Dépenses d'investissement et prêts nets                                   | 2.1     | 7.2     | 9.1     | 5.2     | 10.2    | 8.9     | 13.2                | 12.4                     | 7.6                 | 7.2                      |
| Solde budgétaire global   |         |         |         |         |         |         |                     |                          |                     |                          |
| Dons inclus (engagements)   | 0.6     | -7.1    | -14.0   | -1.3    | -3.3    | -5.2    | -4.0                | -5.9                     | -0.2                | -2.7                     |
| Hors dons (engagements)   | 0.1     | -7.5    | -14.4   | -4.7    | -6.0    | -6.7    | -9.6                | -11.2                    | -3.4                | -4.7                     |
| Solde budgétaire de base  | 3.5     | -5.6    | -12.6   | -1.6    | -2.5    | -2.8    | -4.0                | -5.5                     | 1.3                 | -2.3                     |
| Comptes nationaux   |         |         |         |         |         |         |                     |                          |                     |                          |
| Formation brute de capital fixe   | 16.3    | 10.3    | 9.4     | 13.4    | 24.7    | 21.0    | 15.4                | 13.5                     | 22.2                | 18.9                     |
| Épargne   | 5.7     | 1.7     | -0.8    | -5.9    | -1.2    | -0.1    | -1.6                | -4.7                     | 1.4                 | 0.8                      |
| Solde extérieur courant   |         |         |         |         |         |         |                     |                          |                     |                          |
| Transferts officiels compris  | -10.5   | -8.5    | -10.2   | -19.3   | -25.9   | -21.1   | -16.9               | -18.1                    | -20.8               | -18.0                    |
| Hors transferts officiels   | -11.0   | -8.5    | -10.2   | -21.5   | -26.9   | -21.5   | -18.8               | -19.7                    | -21.1               | -19.2                    |
| Balance globale des paiements   | 0.4     | 5.3     | -3.6    | 10.2    | -5.8    | 0.5     | -0.3                | -1.7                     | 1.4                 | 1.6                      |
| (En millions de dollars EU, sauf indication contraire)                    |         |         |         |         |         |         |                     |                          |                     |                          |
| Pour mémoire :  |         |         |         |         |         |         |                     |                          |                     |                          |
| Exportation, f.à.b.   | 1,566.8 | 1,287.9 | 1,434.5 | 1,611.6 | 1,681.1 | 1,541.1 | 1,532.1             | 1,468.1                  | 1,572.0             | 1,537.4                  |
| Importations, f.à.b.  | 1,810.4 | 1,427.2 | 1,740.7 | 2,590.8 | 3,045.7 | 2,705.1 | 2,660.9             | 2,701.7                  | 2,991.1             | 2,953.6                  |
| Balance globale des paiements   | 16.8    | 245.9   | -177.7  | 524.6   | -325.3  | 29.0    | -19.6               | -117.8                   | 97.5                | 122.1                    |
| Avoirs extérieurs nets (banque centrale)                                  | -14.1   | 97.9    | 39.6    | 640.1   | 419.4   | 448.9   | 403.9               | 358.9                    | 518.4               | 495.9                    |
| Réserves brutes disponibles (mois d'importations) <sup>4/</sup>           | 0.6     | 0.8     | 0.6     | 4.4     | 3.4     | 3.5     | 3.7                 | 3.7                      | 3.4                 | 3.5                      |
| Encours de la dette extérieure publique (en pourcentage des exportations) | 3,129.8 | 3,224.2 | 3,154.7 | 3,213.5 | 1,306.5 | 1,577.3 | 1,463.3             | 1,464.1                  | 1,391.9             | 1,390.8                  |
| Dont : arriérés   | 85.6    | 208.1   | 326.1   | 391.2   | 177.0   | 186.1   | 35.0                | 35.0                     | 0.0                 | 0.0                      |
| PIB nominal (milliards de GNF)  | 20,780  | 22,133  | 27,118  | 33,739  | 39,591  | 43,048  | 47,669              | 47,388                   | 52,396              | 52,187                   |

Sources : autorités guinéennes et estimations et projections établies par les services du FMI.

1/ Programme tel qu'établi pour la quatrième revue de l'accord au titre de la FEC.

2/ Programme tel que révisé pour la demande d'achat au titre de la FCR.

3/ En pourcentage du stock de la masse monétaire au début de la période.

4/ En mois d'importations de l'année suivante excluant les importations pour les grands projets miniers financés de l'extérieur.

5/ Suppose une augmentation rapide des investissements dans le secteur minier en 2016.

**Tableau 2a. Guinée : Opérations budgétaires de l'administration centrale, 2012–14**  
(En milliards de francs guinéens, sauf indication contraire)

|   | 2012    | 2013   | 2014   |                     |        |                     |                          |                     |                          |  |
|---|---------|--------|--------|---------------------|--------|---------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------|--|
|   |         |        | Mars   |                     | Juin   |                     | Sept.                    |                     | Déc.                     |  |
|   |         |        | Prél.  | Prog. <sup>1/</sup> | Prél.  | Prog. <sup>1/</sup> | Rév. Prog. <sup>2/</sup> | Prog. <sup>1/</sup> | Rév. Prog. <sup>2/</sup> |  |
| Recettes et dons  | 9,047   | 8,544  | 2,004  | 5,337               | 4,912  | 8,291               | 8,117                    | 11,850              | 11,328                   |  |
| Recettes  | 7,976   | 7,905  | 1,903  | 4,419               | 4,343  | 6,807               | 6,633                    | 9,193               | 8,843                    |  |
| Secteur minier  | 1,607   | 1,489  | 285    | 616                 | 686    | 1,121               | 1,121                    | 1,451               | 1,451                    |  |
| Secteur non minier  | 5,993   | 6,130  | 1,536  | 3,669               | 3,658  | 5,375               | 5,201                    | 7,281               | 6,931                    |  |
| Impôts directs  | 1,776   | 1,484  | 251    | 920                 | 797    | 1,150               | 1,115                    | 1,600               | 1,530                    |  |
| Impôts indirects  | 4,217   | 4,646  | 1,286  | 2,749               | 2,676  | 4,225               | 4,086                    | 5,681               | 5,401                    |  |
| Taxes sur les biens et services                                 | 2,765   | 2,943  | 810    | 1,771               | 1,671  | 2,578               | 2,547                    | 3,530               | 3,468                    |  |
| Taxes sur le commerce international                             | 1,452   | 1,703  | 475    | 978                 | 1,005  | 1,648               | 1,539                    | 2,150               | 1,932                    |  |
| Recettes non fiscales   | 375     | 286    | 81     | 134                 | 185    | 311                 | 311                      | 461                 | 461                      |  |
| Dons  | 1,071   | 639    | 102    | 918                 | 569    | 1,484               | 1,484                    | 2,657               | 2,485                    |  |
| Dons projets  | 677     | 462    | 102    | 773                 | 200    | 890                 | 890                      | 1,765               | 1,765                    |  |
| Soutien budgétaire  | 394     | 177    | 0      | 145                 | 369    | 594                 | 594                      | 892                 | 720                      |  |
| Totale dépenses et prêts nets                                   | 10,342  | 10,785 | 2,152  | 6,277               | 5,035  | 9,686               | 9,687                    | 13,776              | 14,132                   |  |
| Dépenses courantes  | 6,291   | 6,954  | 1,463  | 3,230               | 3,256  | 5,635               | 5,635                    | 7,416               | 8,168                    |  |
| Dépenses courantes primaires                                    | 5,617   | 6,461  | 1,308  | 2,998               | 3,026  | 5,250               | 5,250                    | 6,871               | 7,630                    |  |
| Traitements et salaires   | 1,757   | 2,102  | 539    | 1,086               | 1,136  | 1,751               | 1,751                    | 2,355               | 2,355                    |  |
| Biens et services   | 2,356   | 2,499  | 377    | 1,004               | 1,001  | 1,879               | 1,879                    | 2,534               | 2,599                    |  |
| Subventions et transferts                                       | 1,505   | 1,860  | 392    | 908                 | 888    | 1,620               | 1,620                    | 1,983               | 2,081                    |  |
| Liés à Ebola  | ...     | ...    | ...    | ...                 | ...    | ...                 | ...                      | ...                 | 595                      |  |
| Intérêts sur la dette   | 674     | 493    | 155    | 232                 | 230    | 385                 | 385                      | 545                 | 538                      |  |
| Dette intérieure <sup>3/</sup>                                  | 402     | 421    | 128    | 178                 | 46     | 291                 | 291                      | 434                 | 434                      |  |
| Dette extérieure  | 271     | 72     | 27     | 54                  | 185    | 94                  | 94                       | 111                 | 104                      |  |
| Dépenses d'investissement                                       | 3,801   | 3,822  | 689    | 2,842               | 1,745  | 3,957               | 3,958                    | 6,196               | 5,800                    |  |
| Financées sur l'intérieur                                       | 2,674   | 2,184  | 462    | 1,663               | 1,334  | 2,560               | 2,560                    | 3,609               | 3,213                    |  |
| Transferts de capitaux  | 14      | 17     | 6      | 10                  | 13     | 12                  | 12                       | 30                  | 30                       |  |
| Financées sur l'extérieur                                       | 1,113   | 1,620  | 221    | 1,169               | 399    | 1,386               | 1,386                    | 2,557               | 2,557                    |  |
| Prêts nets et dépenses de restructuration                       | 251     | 9      | 0      | 205                 | 34     | 94                  | 94                       | 164                 | 164                      |  |
| Solde budgétaire de base <sup>4/</sup>                          | -982    | -1,188 | -1     | -635                | -109   | -1,399              | -1,574                   | -1,915              | -2,628                   |  |
| Pourcentage du PIB  | -2.5    | -2.8   | 0.0    | -1.3                | -0.2   | -2.9                | -3.3                     | -4.0                | -5.5                     |  |
| Solde global, base engagements                                  |         |        |        |                     |        |                     |                          |                     |                          |  |
| Dons exclus   | -2,367  | -2,880 | -250   | -1,858              | -692   | -2,879              | -3,054                   | -4,583              | -5,289                   |  |
| Dons inclus   | -1,296  | -2,241 | -148   | -940                | -123   | -1,395              | -1,570                   | -1,926              | -2,804                   |  |
| Financement   | 1,422   | 2,241  | 148    | 939                 | 123    | 1,395               | 1,395                    | 1,926               | 1,900                    |  |
| Financement intérieur (net)                                     | 1,314   | 1,042  | 65     | 704                 | 115    | 1,162               | 1,163                    | 1,321               | 1,316                    |  |
| Financement bancaire  | 1,470   | 1,011  | 166    | 879                 | 43     | 1,077               | 1,077                    | 1,162               | 1,162                    |  |
| Banque centrale   | 1,865   | 901    | 102    | 879                 | -28    | 890                 | 890                      | 1,162               | 1,162                    |  |
| Banques commerciales  | -395    | 110    | 64     | 0                   | 71     | 187                 | 187                      | 0                   | 0                        |  |
| Financement non bancaire  | -155    | 31     | -101   | -175                | 71     | 86                  | 86                       | 159                 | 154                      |  |
| Recettes de privatisation                                       | 0       | 0      | 0      | 0                   | 0      | 0                   | 0                        | 0                   | 0                        |  |
| Emprunts/Amortissement dette intérieure (net)                   | -3      | 200    | 0      | -103                | 0      | -158                | -158                     | -284                | -284                     |  |
| Variations des arriérés   | -152    | -178   | 0      | -72                 | 36     | 0                   | 240                      | 5                   | 5                        |  |
| Recettes exceptionnelles  | 0       | 0      | 0      | 0                   | 0      | 0                   | 0                        | 438                 | 432                      |  |
| Autres  | 0       | 9      | 3      | 0                   | 3      | 4                   | 4                        | 1                   | 1                        |  |
| Financement extérieur   | 108     | 1,200  | 83     | 235                 | 9      | 232                 | 232                      | 605                 | 584                      |  |
| Tirage  | 939     | 1,509  | 120    | 533                 | 198    | 495                 | 495                      | 1,065               | 1,065                    |  |
| Projet  | 436     | 1,268  | 120    | 396                 | 198    | 495                 | 495                      | 792                 | 792                      |  |
| Programme   | 503     | 242    | 0      | 137                 | 0      | 0                   | 0                        | 273                 | 273                      |  |
| Amortissement exigible  | -1,522  | -341   | -43    | -298                | -212   | -289                | -289                     | -490                | -492                     |  |
| Allègement de la dette <sup>5/</sup>                            | 2,446   | 0      | 0      | 720                 | 0      | 57                  | 57                       | 1,083               | 889                      |  |
| Variations des arriérés <sup>5/</sup>                           | -1,755  | 26     | 7      | -720                | 22     | -31                 | -31                      | -1,053              | -878                     |  |
| Erreurs et omissions <sup>6/</sup>                              | -127    | 28     | 0      | 0                   | 0      | 0                   | 0                        | 0                   | 0                        |  |
| Déficit de financement  | 0       | 0      | 0      | 0                   | 0      | 0                   | 175                      | 0                   | 904                      |  |
| Financement possible  | 0       | 0      | 0      | 0                   | 0      | 0                   | 175                      | 0                   | 902                      |  |
| Dont: Banque mondiale   | 0       | 0      |        |                     |        |                     |                          | 175                 | 175                      |  |
| Banque africaine de développement                               |         |        |        |                     |        |                     |                          | 42                  | 42                       |  |
| FCR du FMI  |         |        |        |                     |        |                     |                          | 290                 | 290                      |  |
| Financement additionnel/mesures d'ajustement                    |         |        |        |                     |        |                     | 175                      | 395                 | 395                      |  |
| Allègement de la dette PPTE au point d'achèvement <sup>5/</sup> | 13,406  |        |        |                     |        |                     |                          |                     |                          |  |
| Annulation de la dette PPTE au point d'achèvement <sup>5/</sup> | -13,406 |        |        |                     |        |                     |                          |                     |                          |  |
| Pour mémoire :  |         |        |        |                     |        |                     |                          |                     |                          |  |
| PIB nominal   | 39,590  | 43,048 | 47,388 | 47,669              | 47,388 | 47,669              | 47,388                   | 47,669              | 47,388                   |  |

Sources: Autorités guinéennes et estimations et projections des services du FMI.

<sup>1/</sup> Programme tel qu'établi pour la quatrième revue de l'accord au titre de la FEC.

<sup>2/</sup> Programme révisé pour la demande d'achat au titre de la FCR.

<sup>3/</sup> Inclut les intérêts exigibles en 2012 sur la dette de la banque centrale (196 milliards de GNF) enregistrés dans les instances en 2012 à payer en 2013.

<sup>4/</sup> Recettes moins dépenses, intérêts sur la dette extérieure et les investissements financés sur ressources extérieures exclus.

<sup>5/</sup> Sur les arriérés et les échéances exigibles dans le cadre de l'accord d'octobre 2012 du Club de Paris ; on suppose que l'allègement PPTE/IADM sera accordé en octobre 2012. Pour 2014 et 2015 (projections), l'allègement de la dette porte sur l'encours des prêts pleinement en arriérés exigibles par les créanciers officiels hors club de Paris et commerciaux.

<sup>6/</sup> Les erreurs et omissions en 2012 reflètent les pertes de change sur les recettes minières exceptionnelles de 2011 détenues sur des comptes en dollars. Pour 2013, elles sont le résultat du décalage entre la date des paiements du service de la dette au titre du C2D et la date du décaissement des dons au titre des C2D.

**Tableau 2b. Guinée : Opérations budgétaires de l'administration centrale, 2012-14**  
(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

|   | 2012   | 2013   | 2014   |                     |        |                     |                     |                          |                     |                          |
|---|--------|--------|--------|---------------------|--------|---------------------|---------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------|
|   |        |        | Mars   |                     | Juin   |                     | Sept.               |                          | Déc.                |                          |
|   |        |        | Prél.  | Prog. <sup>1/</sup> | Prél.  | Prog. <sup>1/</sup> | Prog. <sup>1/</sup> | Rév. Prog. <sup>2/</sup> | Prog. <sup>1/</sup> | Rév. Prog. <sup>2/</sup> |
| Recettes et dons  | 22.9   | 19.8   | 4.2    | 11.2                | 10.4   | 17.8                | 17.1                | 24.9                     | 23.9                |                          |
| Recettes  | 20.1   | 18.4   | 4.0    | 9.3                 | 9.2    | 14.7                | 14.0                | 19.3                     | 18.7                |                          |
| Secteur minier  | 4.1    | 3.5    | 0.6    | 1.3                 | 1.4    | 2.1                 | 2.4                 | 3.0                      | 3.1                 |                          |
| Secteur non minier  | 15.1   | 14.2   | 3.2    | 7.7                 | 7.3    | 12.1                | 11.0                | 15.3                     | 14.6                |                          |
| Impôts directs  | 4.5    | 3.4    | 0.5    | 1.9                 | 1.7    | 3.1                 | 2.4                 | 3.4                      | 3.2                 |                          |
| Impôts indirects  | 10.7   | 10.8   | 2.7    | 5.8                 | 5.6    | 9.0                 | 8.6                 | 11.9                     | 11.4                |                          |
| Taxes sur les biens et services                                 | 7.0    | 6.8    | 1.7    | 3.7                 | 3.5    | 5.8                 | 5.4                 | 7.4                      | 7.3                 |                          |
| Taxes sur le commerce international                             | 3.7    | 4.0    | 1.0    | 2.1                 | 2.1    | 3.2                 | 3.2                 | 4.5                      | 4.1                 |                          |
| Recettes non fiscales   | 0.9    | 0.7    | 0.2    | 0.3                 | 0.4    | 0.5                 | 0.7                 | 1.0                      | 1.0                 |                          |
| Dons  | 2.7    | 1.5    | 0.2    | 1.9                 | 1.2    | 3.1                 | 3.1                 | 5.6                      | 5.2                 |                          |
| Dons projets  | 1.7    | 1.1    | 0.2    | 1.6                 | 0.4    | 2.4                 | 1.9                 | 3.7                      | 3.7                 |                          |
| Soutien budgétaire  | 1.0    | 0.4    | 0.0    | 0.3                 | 0.8    | 0.7                 | 1.3                 | 1.9                      | 1.5                 |                          |
| Totale dépense et prêts nets                                    | 26.1   | 25.1   | 4.5    | 13.2                | 10.6   | 20.4                | 20.4                | 28.9                     | 29.8                |                          |
| Dépenses courantes  | 15.9   | 16.2   | 3.1    | 6.8                 | 6.9    | 10.9                | 11.9                | 15.6                     | 17.2                |                          |
| Dépenses courantes primaires                                    | 14.2   | 15.0   | 2.8    | 6.3                 | 6.4    | 10.1                | 11.1                | 14.4                     | 16.1                |                          |
| Traitements et salaires   | 4.4    | 4.9    | 1.1    | 2.3                 | 2.4    | 3.7                 | 3.7                 | 4.9                      | 5.0                 |                          |
| Biens et services   | 5.9    | 5.8    | 0.8    | 2.1                 | 2.1    | 3.6                 | 4.0                 | 5.3                      | 5.5                 |                          |
| Subventions et transferts                                       | 3.8    | 4.3    | 0.8    | 1.9                 | 1.9    | 2.8                 | 3.4                 | 4.2                      | 4.4                 |                          |
| Liés à Ebola  | ...    | ...    | ...    | ...                 | ...    | ...                 | ...                 | ...                      | 1.3                 |                          |
| Intérêts sur la dette   | 1.7    | 1.1    | 0.3    | 0.5                 | 0.5    | 0.8                 | 0.8                 | 1.1                      | 1.1                 |                          |
| Dette intérieure  | 1.0    | 1.0    | 0.3    | 0.4                 | 0.1    | 0.6                 | 0.6                 | 0.9                      | 0.9                 |                          |
| Dette extérieure  | 0.7    | 0.2    | 0.1    | 0.1                 | 0.4    | 0.2                 | 0.2                 | 0.2                      | 0.2                 |                          |
| Dépenses investissement   | 9.6    | 8.9    | 1.5    | 6.0                 | 3.7    | 8.9                 | 8.4                 | 13.0                     | 12.2                |                          |
| Financées sur l'intérieur                                       | 6.8    | 5.1    | 1.0    | 3.5                 | 2.8    | 5.3                 | 5.4                 | 7.6                      | 6.8                 |                          |
| Transferts de capitaux  | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 0.0                 | 0.0    | 0.0                 | 0.0                 | 0.1                      | 0.1                 |                          |
| Financés sur l'extérieur  | 2.8    | 3.8    | 0.5    | 2.5                 | 0.8    | 3.6                 | 2.9                 | 5.4                      | 5.4                 |                          |
| Prêts nets et dépenses de restructuration                       | 0.6    | 0.0    | 0.0    | 0.4                 | 0.1    | 0.6                 | 0.2                 | 0.3                      | 0.3                 |                          |
| Solde budgétaire de base <sup>3/</sup>                          | -2.5   | -2.8   | 0.0    | -1.3                | -0.2   | -2.0                | -3.3                | -4.0                     | -5.5                |                          |
| Solde global, base engagements                                  |        |        |        |                     |        |                     |                     |                          |                     |                          |
| Dons exclus   | -6.0   | -6.7   | -0.5   | -3.9                | -1.5   | -5.8                | -6.4                | -9.6                     | -11.2               |                          |
| Dons inclus   | -3.3   | -5.2   | -0.3   | -2.0                | -0.3   | -2.7                | -3.3                | -4.0                     | -5.9                |                          |
| Financement   | 3.6    | 5.2    | 0.3    | 2.0                 | 0.3    | 2.9                 | 2.9                 | 4.0                      | 4.0                 |                          |
| Financement intérieur (net)                                     | 3.3    | 2.4    | 0.3    | 1.5                 | 0.2    | 1.7                 | 2.5                 | 2.8                      | 2.8                 |                          |
| Financement bancaire  | 3.7    | 2.3    | 0.2    | 1.8                 | 0.1    | 2.1                 | 2.3                 | 2.4                      | 2.5                 |                          |
| Banque centrale   | 4.7    | 2.1    | 0.2    | 1.8                 | -0.1   | 2.1                 | 1.9                 | 2.4                      | 2.5                 |                          |
| Banques commerciales  | -1.0   | 0.3    | 0.2    | 0.0                 | 0.2    | 0.0                 | 0.4                 | 0.0                      | 0.0                 |                          |
| Financement non bancaire  | -0.4   | 0.1    | -0.2   | -0.4                | 0.2    | -0.4                | 0.2                 | 0.3                      | 0.3                 |                          |
| Recettes de privatisation                                       | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 0.0                 | 0.0    | 0.0                 | 0.0                 | 0.0                      | 0.0                 |                          |
| Emprunts/Amortissement dette intérieure (net)                   | 0.0    | 0.5    | 0.0    | -0.2                | 0.0    | -0.3                | -0.3                | -0.6                     | -0.6                |                          |
| Variations des arriérés   | 0.0    | 0.0    | 0.0    | -0.1                | 0.1    | -0.1                | 0.5                 | 0.0                      | 0.0                 |                          |
| Recettes exceptionnelles  | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 0.0                 | 3.0    | 0.0                 | 0.0                 | 0.9                      | 0.9                 |                          |
| Autres  | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 0.0                 | 0.0    | 0.0                 | 0.0                 | 0.0                      | 0.0                 |                          |
| Financement extérieur   | 0.3    | 2.8    | 0.1    | 0.5                 | 0.0    | 0.9                 | 0.5                 | 1.3                      | 1.2                 |                          |
| Tirages   | 2.4    | 3.5    | 0.2    | 1.1                 | 0.4    | 1.7                 | 1.0                 | 2.2                      | 2.2                 |                          |
| Projet  |        |        |        |                     |        |                     |                     |                          |                     |                          |
| Programme   |        |        |        |                     |        |                     |                     |                          |                     |                          |
| Amortissement dû  | -3.8   | -0.8   | -0.1   | -0.6                | -0.4   | -0.8                | -0.6                | -1.0                     | -1.0                |                          |
| Allègement de la dette <sup>4/</sup>                            | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 1.5                 | 0.0    | 0.1                 | 0.1                 | 2.3                      | 1.9                 |                          |
| Variations des arriérés <sup>4/</sup>                           | -4.4   | 0.1    | 0.0    | -1.5                | 0.0    | -0.1                | -0.1                | -2.2                     | -1.9                |                          |
| Erreurs et omissions  | -0.3   | 0.1    | 0.0    | 0.0                 | 0.0    | 0.0                 | 0.0                 | 0.0                      | 0.0                 |                          |
| Déficit de financement  | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 0.0                 | 0.0    | 0.0                 | 0.4                 | 0.0                      | 1.9                 |                          |
| Financement possible  |        | 0.0    | 0.0    | 0.0                 | 0.0    | 0.0                 | 0.4                 | 0.0                      | 1.9                 |                          |
| Dont : Banque mondiale  |        |        |        |                     |        | 0.0                 | 0.0                 |                          | 0.4                 |                          |
| Banque africaine de développement                               |        |        |        |                     |        | 0.0                 | 0.0                 |                          | 0.1                 |                          |
| RCF du FMI  |        |        |        |                     |        | 0.0                 | 0.0                 |                          | 0.6                 |                          |
| Financement additionnel/mesures d'ajustement                    |        |        |        |                     |        | 0.0                 | 0.4                 |                          | 0.9                 |                          |
| Allègement de la dette PPTE au point d'achèvement <sup>4/</sup> | 33.9   |        |        |                     |        |                     |                     |                          |                     |                          |
| Annulation de la dette PPTE au point d'achèvement <sup>4/</sup> | -33.9  |        |        |                     |        |                     |                     |                          |                     |                          |
| Pour mémoire :  |        |        |        |                     |        |                     |                     |                          |                     |                          |
| PIB nominal (milliards de GNF)                                  | 39,591 | 43,048 | 47,388 | 47,669              | 47,388 | 47,669              | 47,388              | 47,669                   | 47,388              |                          |

Sources: Autorités guinéennes et estimations et projections des services du FMI.

<sup>1/</sup> Programme tel qu'établi pour la quatrième revue de l'accord au titre de la FEC.

<sup>2/</sup> Programme tel que révisé pour la demande d'achat au titre de la FCR.

<sup>3/</sup> Recettes moins dépenses, intérêts sur la dette extérieure et investissements financés sur ressources extérieures exclus.

<sup>4/</sup> Pour 2012, allègement de la dette sur les arriérés et les échéances exigibles au titre de l'accord d'octobre 2012 du Club de Paris ; on suppose que l'allègement PPTE/IADM sera octroyé en octobre 2012. Pour 2014 et 2015 (projections), l'allègement de la dette porte sur l'encours des prêts pleinement en arriérés exigibles par les créanciers officiels hors club de Paris et les créanciers commerciaux.

**Tableau 3a. Guinée : Comptes de la banque centrale et des banques créatrices de monnaie, 2009–14 1/**  
(En milliards de francs guinéens, sauf indication contraire)

|   | 2009  | 2010  | 2011   | 2012   | 2013   | 2014   |                     |        |                     |                          |                     |                          |  |
|---|-------|-------|--------|--------|--------|--------|---------------------|--------|---------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------|--|
|   |       |       |        |        |        | Mars   |                     | Juin   |                     | Sept.                    |                     | Déc.                     |  |
|   |       |       |        |        |        | Réel   | Prog. <sup>2/</sup> | Prél.  | Prog. <sup>2/</sup> | Rév. Prog. <sup>3/</sup> | Prog. <sup>2/</sup> | Rév. Prog. <sup>3/</sup> |  |
| <b>Banque centrale</b>                                    |       |       |        |        |        |        |                     |        |                     |                          |                     |                          |  |
| Avoirs extérieurs nets                                    | 482   | 241   | 4,538  | 2,923  | 3,163  | 3,041  | 2,838               | 3,012  | 2,811               | 2,546                    | 2,827               | 2,513                    |  |
| Avoirs intérieurs nets                                    | 3,553 | 6,739 | 2,105  | 3,507  | 3,815  | 4,372  | 4,501               | 4,171  | 4,495               | 4,174                    | 5,028               | 5,318                    |  |
| Crédit intérieur  | 3,505 | 6,491 | 1,516  | 3,532  | 4,462  | 4,588  | 4,842               | 4,325  | 4,962               | 4,461                    | 5,620               | 5,910                    |  |
| Créances sur l'administration centrale (net)              | 3,450 | 6,456 | 1,467  | 3,467  | 4,397  | 4,541  | 4,781               | 4,280  | 4,901               | 4,400                    | 5,559               | 5,849                    |  |
| Créances sur le secteur privé                             | 10    | 6     | 9      | 43     | 50     | 45     | 46                  | 43     | 46                  | 46                       | 46                  | 46                       |  |
| Dette envers les banques de dépôts                        | 2     | 0     | 1      | 0      | 0      | 0      | 0                   | 0      | 0                   | 0                        | 0                   | 0                        |  |
| Créances sur le reste du secteur public                   | 42    | 29    | 39     | 22     | 15     | 1      | 15                  | 2      | 15                  | 15                       | 15                  | 15                       |  |
| Autres postes, net (avoirs +)                             | 48    | 248   | 589    | -25    | -647   | -215   | -341                | -154   | -467                | -287                     | -592                | -592                     |  |
| Monnaie centrale  | 4,035 | 6,980 | 6,638  | 6,431  | 6,978  | 7,413  | 7,338               | 7,183  | 7,306               | 6,720                    | 7,855               | 7,830                    |  |
| Monnaie hors banques                                      | 2,120 | 3,988 | 3,262  | 3,706  | 4,052  | 4,169  | 4,073               | 4,234  | 4,086               | 4,025                    | 4,341               | 4,159                    |  |
| Réserves bancaires  | 1,885 | 2,961 | 3,276  | 2,471  | 2,508  | 2,760  | 2,781               | 2,557  | 2,736               | 2,302                    | 3,096               | 3,254                    |  |
| Dépôts  | 1,720 | 2,839 | 2,856  | 2,076  | 2,095  | 2,356  | 2,378               | 2,129  | 2,328               | 1,869                    | 2,648               | 2,802                    |  |
| Réserves obligatoires                                     | 360   | 603   | 1,755  | 1,648  | 1,720  | 1,746  | 1,804               | 1,753  | 1,629               | 1,620                    | 1,748               | 1,857                    |  |
| Réserves excédentaires                                    | 1,360 | 2,236 | 1,101  | 428    | 376    | 610    | 574                 | 376    | 699                 | 250                      | 900                 | 945                      |  |
| Dont : en devises   | 111   | 136   | 200    | 230    | 291    | 317    | ...                 | ...    | ...                 | ...                      | ...                 | ...                      |  |
| Encaisses monétaires dans banques de dépôts               | 164   | 122   | 420    | 395    | 413    | 405    | 404                 | 428    | 408                 | 433                      | 448                 | 452                      |  |
| Dépôts du secteur privé                                   | 30    | 32    | 100    | 255    | 418    | 484    | 484                 | 392    | 484                 | 392                      | 418                 | 418                      |  |
| <b>Banque de dépôts</b>                                   |       |       |        |        |        |        |                     |        |                     |                          |                     |                          |  |
| Avoirs extérieurs nets                                    | 609   | 524   | 379    | 1,599  | 1,345  | 1,058  | 1,115               | 826    | 1,022               | 802                      | 1,035               | 823                      |  |
| Réserves bancaires  | 1,885 | 2,961 | 3,276  | 2,471  | 2,508  | 2,760  | 2,781               | 2,557  | 2,736               | 2,302                    | 3,096               | 3,254                    |  |
| Dépôts à la banque centrale                               | 1,720 | 2,839 | 2,856  | 2,076  | 2,095  | 2,356  | 2,378               | 2,129  | 2,328               | 1,869                    | 2,648               | 2,802                    |  |
| Encaisses monétaires dans les banques de dépôts           | 164   | 122   | 420    | 395    | 413    | 405    | 404                 | 428    | 408                 | 433                      | 448                 | 452                      |  |
| Créances sur l'administration centrale                    | -2    | 0     | -1     | 0      | 0      | 0      | 0                   | 0      | 0                   | 0                        | 0                   | 0                        |  |
| Crédit intérieur  | 1,829 | 3,541 | 5,425  | 4,747  | 6,093  | 6,518  | 6,891               | 6,386  | 7,065               | 6,904                    | 7,366               | 7,457                    |  |
| Crédit à l'Etat (net)                                     | 699   | 1,865 | 2,206  | 1,673  | 1,908  | 1,973  | 1,973               | 1,935  | 1,973               | 1,935                    | 1,908               | 1,908                    |  |
| Créances sur les entreprises publiques                    | 0     | 43    | 58     | 48     | 90     | 110    | 110                 | 65     | 110                 | 65                       | 90                  | 90                       |  |
| Créances sur le secteur privé                             | 1,129 | 1,633 | 3,161  | 3,025  | 4,096  | 4,435  | 4,809               | 4,386  | 4,983               | 4,903                    | 5,368               | 5,459                    |  |
| Autres postes, net (avoirs +)                             | -525  | -678  | -1,104 | -1,326 | -1,349 | -1,608 | -1,768              | -1,004 | -1,773              | -1,009                   | -1,785              | -2,248                   |  |
| Dette envers le secteur privé (dépôts)                    | 3,795 | 6,347 | 7,976  | 7,490  | 8,598  | 8,728  | 9,020               | 8,766  | 9,050               | 9,000                    | 9,711               | 9,286                    |  |
| <i>Pour mémoire :</i>                                     |       |       |        |        |        |        |                     |        |                     |                          |                     |                          |  |
| Avoirs extérieurs nets banque centrale (millions dollars) | 98    | 40    | 640    | 419    | 451    | 431    | 405                 | 429    | 402                 | 364                      | 404                 | 359                      |  |
| Réserves internationales nettes (milliards de GNF)        | 1,248 | 1,353 | 5,281  | 3,784  | 3,950  | 3,824  | 3,621               | 3,873  | 3,594               | 3,645                    | 3,610               | 3,612                    |  |
| Millions de dollars                                       | 253   | 222   | 745    | 543    | 564    | 542    | 517                 | 552    | 513                 | 521                      | 516                 | 516                      |  |

Sources: Autorités guinéennes et estimations et projections des services du FMI.

<sup>1/</sup>Fin de période.

<sup>2/</sup> Programme tel qu'établi pour la quatrième revue de l'accord au titre de la FEC.

<sup>3/</sup> Programme tel que révisé pour la demande d'achat au titre de la FCR.

**Tableau 3b. Guinée : Situation monétaire, 2009–14 1/**  
(En milliards de francs guinéens, sauf indication contraire)

|  | 2009   | 2010   | 2011   | 2012   | 2013   | 2014   |                     |        |                     |                          |                     |                          |  |
|--|--|--------|--------|--------|--------|--------|---------------------|--------|---------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------|--|
|  |  |        |        |        |        | Mars   |                     | Juin   |                     | Sept.                    |                     | Déc.                     |  |
|  |  |        |        |        |        | Réel   | Prog. <sup>2/</sup> | Prél.  | Prog. <sup>2/</sup> | Rév. Prog. <sup>3/</sup> | Prog. <sup>2/</sup> | Rév. Prog. <sup>3/</sup> |  |
| Avoirs extérieurs nets   | 1,091  | 765    | 4,917  | 4,522  | 4,490  | 4,099  | 3,953               | 3,838  | 3,833               | 3,348                    | 3,862               | 3,335                    |  |
| Avoirs intérieurs nets   | 4,854  | 9,601  | 6,421  | 6,928  | 8,578  | 9,282  | 9,624               | 9,554  | 9,787               | 10,069                   | 10,608              | 10,527                   |  |
| Crédit intérieur   | 5,331  | 10,031 | 6,940  | 8,279  | 10,553 | 11,106 | 11,733              | 10,712 | 12,027              | 11,365                   | 12,985              | 13,366                   |  |
| Créances sur l'administration centrale   | 4,149  | 8,320  | 3,673  | 5,140  | 6,305  | 6,514  | 6,754               | 6,215  | 6,874               | 6,335                    | 7,466               | 7,756                    |  |
| Créances sur les entreprises publiques   | 43   | 72     | 98     | 70     | 105    | 111    | 125                 | 67     | 125                 | 80                       | 105                 | 105                      |  |
| Créances sur le secteur privé  | 1,140  | 1,639  | 3,170  | 3,069  | 4,144  | 4,481  | 4,854               | 4,429  | 5,028               | 4,949                    | 5,414               | 5,505                    |  |
| Autres postes, net (avoirs +)  | -477   | -430   | -520   | -1,350 | -1,975 | -1,824 | -2,109              | -1,158 | -2,240              | -1,296                   | -2,377              | -2,840                   |  |
| Monnaie au sens large (M2)   | 5,945  | 10,366 | 11,338 | 11,450 | 13,068 | 13,381 | 13,577              | 13,392 | 13,620              | 13,417                   | 14,470              | 13,862                   |  |
| <b>Monnaie</b>   | 2,120  | 3,988  | 3,262  | 3,706  | 4,052  | 4,169  | 4,073               | 4,234  | 4,086               | 4,025                    | 4,341               | 4,159                    |  |
| Dépôts   | 3,825  | 6,379  | 8,076  | 7,745  | 9,016  | 9,212  | 9,504               | 9,158  | 9,534               | 9,392                    | 10,129              | 9,703                    |  |
| Dont : devises   | 1,065  | 1,371  | 2,278  | 2,700  | 2,940  | 3,064  | ...                 | ...    | ...                 | ...                      | ...                 | ...                      |  |
|  | (Variation en pourcentage en glissement annuel de M2 du début de la période) |        |        |        |        |        |                     |        |                     |                          |                     |                          |  |
| Pour mémoire :   |  |        |        |        |        |        |                     |        |                     |                          |                     |                          |  |
| Avoirs extérieurs nets   | 4.7  | -5.5   | 40.1   | -3.5   | -0.3   | -3.8   | -4.2                | -6.7   | -5.2                | -8.7                     | -4.9                | -8.8                     |  |
| Dont : banque centrale   | 11.7   | -4.1   | 41.5   | -14.2  | 1.9    | 2.3    | -2.5                | 1.6    | -2.7                | -4.6                     | -2.6                | -4.8                     |  |
| Avoirs intérieurs nets   | 21.2   | 79.9   | -30.7  | 4.5    | 14.4   | 16.6   | 8.1                 | 19.3   | 9.4                 | 11.4                     | 15.7                | 14.9                     |  |
| Dont : banque centrale   | 26.7   | 53.6   | -44.7  | 12.4   | 6.9    | 6.0    | 5.2                 | 4.6    | 5.2                 | -0.9                     | 9.3                 | 7.8                      |  |
| Crédit intérieur   | 31.9   | 79.1   | -29.8  | 11.8   | 19.9   | 21.2   | 9.0                 | 17.9   | 11.3                | 6.2                      | 18.6                | 21.5                     |  |
| Créances nettes sur l'État   | 28.7   | 70.2   | -44.8  | 12.9   | 10.2   | 9.6    | 3.4                 | 8.5    | 4.4                 | 0.2                      | 8.9                 | 11.1                     |  |
| Crédit au secteur privé  | 3.1  | 8.9    | 15.0   | -1.1   | 9.7    | 11.6   | 5.4                 | 9.4    | 6.8                 | 6.2                      | 9.7                 | 10.4                     |  |
| Monnaie au sens large (M2)   | 25.9   | 74.4   | 9.4    | 1.0    | 14.1   | 12.8   | 3.9                 | 12.5   | 4.2                 | 2.7                      | 10.7                | 6.1                      |  |
| Monnaie centrale (variation annuelle en %)   | 81.7   | 73.0   | -4.9   | -3.1   | 15.7   | 15.2   | 5.2                 | 11.5   | 4.7                 | -9.7                     | 12.6                | 5.2                      |  |
| Crédit banque commerciales au secteur privé<br>(variation annuelle en pourcentage) | 15.8   | 44.6   | 93.5   | -4.3   | 35.4   | 47.3   | 17.4                | 37.3   | 21.6                | 19.7                     | 31.1                | 33.3                     |  |
| Multiplicateur monétaire (M2/monnaie centrale)                                     | 1.5  | 1.5    | 1.7    | 1.8    | 1.8    | 1.8    | 1.9                 | 1.9    | 1.9                 | 2.0                      | 1.8                 | 1.8                      |  |
| Vitesse de circulation (PIB/moyenne M2)  | 4.1  | 3.3    | 3.1    | 3.5    | 3.5    | 3.8    | 3.5                 | 3.7    | 3.5                 | 3.5                      | 3.5                 | 3.5                      |  |
| Vitesse de circulation fdp (PIB/M2 fdp)  | 3.7  | 2.6    | 3.0    | 3.5    | 3.3    | 3.6    | 3.5                 | 3.5    | 3.5                 | 3.5                      | 3.3                 | 3.4                      |  |
| Dollarisation des dépôts   | 27.8   | 21.5   | 28.2   | 34.9   | 32.6   | ...    | ...                 | ...    | ...                 | ...                      | ...                 | ...                      |  |
| Taux de change,GNF pour 1 \$ (fdp)   | 4,924  | 6,079  | 7,090  | 6,970  | 7,006  | 7,052  | ...                 | ...    | ...                 | ...                      | ...                 | ...                      |  |
| PIB nominal (milliards de GNF)   | 22,133   | 27,118 | 33,739 | 39,591 | 43,048 | ...    | ...                 | ...    | ...                 | ...                      | ...                 | 47,388                   |  |
| PIB à prix constants (variation en %)  | -0.3   | 1.9    | 3.9    | 3.8    | 2.3    | ...    | ...                 | ...    | ...                 | ...                      | ...                 | 2.4                      |  |
| Prix à la consommation (variation en %, fdp)                                       | 7.9  | 20.8   | 19.0   | 12.8   | 10.5   | 10.0   | ...                 | ...    | ...                 | ...                      | 8.5                 | 9.4                      |  |
| PIB nominal (variation en %)   | 6.5  | 22.5   | 24.4   | 17.3   | 8.7    | ...    | ...                 | ...    | ...                 | ...                      | 10.7                | 10.1                     |  |

Sources: Autorités guinéennes et estimations et projections des services du FMI.

<sup>1/</sup> Fin de période.

<sup>2/</sup> Programme tel qu'établi pour la quatrième revue de l'accord au titre de la FCE.

<sup>3/</sup> Programme tel que révisé pour la demande d'achat au titre de la FCR.

**Tableau 4. Guinée : Balance des paiements, 2008–15**  
(Millions de dollars, sauf indication contraire)

|   | 2008   | 2009   | 2010   | 2011   | 2012   | 2013   | 2014                |                          |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|---------------------|--------------------------|
|   |        |        |        |        |        |        | Prog. <sup>1/</sup> | Rév. Prog. <sup>2/</sup> |
| Balance commerciale   | 93     | 119    | 27     | -485   | -642   | -580   | -519                | -634                     |
| Exportations, f.à.b.  | 1,460  | 1,215  | 1,372  | 1,534  | 1,512  | 1,431  | 1,400               | 1,338                    |
| Produits miniers  | 1,380  | 1,097  | 1,261  | 1,401  | 1,381  | 1,294  | 1,260               | 1,215                    |
| Autres  | 79     | 119    | 111    | 134    | 131    | 137    | 141                 | 123                      |
| Importations, f.à.b.  | -1,366 | -1,096 | -1,345 | -2,019 | -2,154 | -2,011 | -1,919              | -1,972                   |
| Produits alimentaires   | -227   | -204   | -174   | -247   | -275   | -262   | -240                | -305                     |
| Autres biens de consommation                                    | -205   | -191   | -217   | -270   | -308   | -284   | -303                | -315                     |
| Produits pétroliers   | -356   | -296   | -286   | -414   | -448   | -435   | -457                | -460                     |
| Biens intermédiaires et d'équipement                            | -579   | -405   | -669   | -1,088 | -1,123 | -1,029 | -920                | -892                     |
| Dont : importations pour les grands projets miniers             | -239   | -83    | -74    | -99    | -395   | -207   | -125                | -113                     |
| Balance commerciale des services                                | -337   | -259   | -333   | -495   | -723   | -584   | -610                | -600                     |
| Exportations de services  | 107    | 73     | 62     | 77     | 169    | 110    | 132                 | 131                      |
| Importations des services                                       | -444   | -331   | -396   | -572   | -891   | -694   | -742                | -730                     |
| Dont : importations pour les grands projets miniers             | -39    | -14    | -12    | -31    | -266   | -75    | -148                | -133                     |
| Balance des revenus   | -523   | -505   | -451   | -446   | -441   | -421   | -418                | -397                     |
| Dont : intérêts sur la dette publique                           | -60    | -29    | -35    | -45    | -39    | -10    | -16                 | -15                      |
| Transferts  | 291    | 248    | 253    | 438    | 347    | 269    | 394                 | 402                      |
| Dont :  |        |        |        |        |        |        |                     |                          |
| Transferts privés nets  | 272    | 248    | 253    | 324    | 291    | 243    | 266                 | 299                      |
| Transferts officiels  | 19     | 0      | 0      | 114    | 56     | 26     | 127                 | 103                      |
| Compte courant  |        |        |        |        |        |        |                     |                          |
| Transferts officiels inclus                                     | -476   | -396   | -505   | -988   | -1,459 | -1,316 | -1,153              | -1,228                   |
| Importations pour les grands projets miniers exclus             | -198   | -300   | -419   | -857   | -798   | -1,034 | -880                | -983                     |
| Transferts officiels exclus                                     | -495   | -396   | -505   | -1,102 | -1,515 | -1,342 | -1,280              | -1,331                   |
| Compte de capital   | 27     | 29     | 33     | 778    | 137    | 79     | 272                 | 267                      |
| Compte financier  | -210   | 192    | -163   | 163    | 526    | 917    | 861                 | 843                      |
| Public (moyen et long terme)                                    | -66    | -50    | -78    | -49    | -83    | 169    | 82                  | 82                       |
| Prêts liés aux projets  | 72     | 43     | 32     | 52     | 62     | 183    | 113                 | 113                      |
| Financement de programmes                                       | 0      | 0      | 0      | 76     | 72     | 35     | 39                  | 39                       |
| Amortissement dû  | -138   | -93    | -110   | -177   | -217   | -49    | -70                 | -70                      |
| Public (court terme)  | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      | 0                   | 0                        |
| Investissements directs et autres investissements privés (net)  | -162   | -193   | -277   | 52     | 342    | -80    | 141                 | 111                      |
| Dont : grands projets miniers                                   | 379    | 138    | 108    | 282    | 607    | 524    | 364                 | 328                      |
| Privé à court terme   | 18     | 302    | 192    | 160    | 267    | 828    | 638                 | 651                      |
| Erreurs et omissions  | 676    | 422    | 457    | 572    | 471    | 350    | 0                   | 0                        |
| Solde global  | 17     | 246    | -178   | 525    | -325   | 29     | -20                 | -118                     |
| Financement   | -17    | -246   | 178    | -525   | 325    | -29    | -9                  | -11                      |
| Variations des réserves officielles nettes                      | -20    | -287   | 90     | -601   | 227    | -34    | -13                 | -13                      |
| Dont :  |        |        |        |        |        |        |                     |                          |
| Remboursements au FMI <sup>3/</sup>                             | 9      | -13    | 0      | 0      | 16     | 0      | 0                   | 0                        |
| Variation des réserves officielles brutes                       | -24    | -274   | 90     | -601   | 211    | -61    | -13                 | -13                      |
| Dont : allocations de DTS                                       |        |        |        |        |        |        |                     |                          |
| Variation des arriérés <sup>3/</sup>                            | 0      | 40     | 65     | -74    | -250   | 4      | -150                | -125                     |
| Allègement de la dette <sup>3/</sup>                            | 4      | 1      | 25     | 150    | 348    | 1      | 155                 | 127                      |
| Assistance intérimaire PTTE                                     | 4      | 0      | 1      | 0      | 0      | 0      | 0                   | 0                        |
| Allègement de la dette PPTE au point d'achèvement <sup>3/</sup> |        |        |        |        | 1,902  |        |                     |                          |
| Annulation de la dette PPTE au point d'achèvement <sup>3/</sup> |        |        |        |        | -1,902 |        |                     |                          |
| Déficit de financement  | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      | 28                  | 129                      |
| Financement possible  | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      | 0      | 0                   | 129                      |
| Dont : Banque mondiale  |        |        |        |        |        |        |                     | 25                       |
| Banque africaine de développement                               |        |        |        |        |        |        |                     | 6                        |
| FCR du FMI  |        |        |        |        |        |        |                     | 41                       |
| Financement additionnel/Mesures d'ajustement                    |        |        |        |        |        |        |                     | 56                       |
| <i>Pour mémoire :</i>   |        |        |        |        |        |        |                     |                          |
| Solde compte courant (% du PIB)                                 |        |        |        |        |        |        |                     |                          |
| Transferts officiels inclus                                     | -10.5  | -8.5   | -10.2  | -19.3  | -25.9  | -21.1  | -16.9               | -18.1                    |
| Importations pour les grands projets miniers exclues            | -4.4   | -6.5   | -8.5   | -16.7  | -14.2  | -16.6  | -12.9               | -14.5                    |
| Transferts officiels exclus                                     | -11.0  | -8.5   | -10.2  | -21.5  | -26.9  | -21.5  | -18.8               | -19.7                    |
| Solde global (% du PIB)   | 0      | 5.3    | -3.6   | 10.2   | -5.8   | 0.5    | -0.3                | -1.7                     |
| Ratio exportations-PIB (%)                                      | 34.7   | 27.8   | 29.1   | 31.5   | 29.8   | 24.7   | 22.5                | 21.7                     |
| Ratio importations-PIB (%)                                      | -40.1  | -30.8  | -35.3  | -50.6  | -54.1  | -43.4  | -39.1               | -39.9                    |
| Réserves disponibles brutes (millions de dollars)               | 70     | 114    | 124    | 855    | 643    | 705    | 717                 | 717                      |
| Réserves disponibles brutes (mois d'importations)               | 0.6    | 0.8    | 0.6    | 4.4    | 3.4    | 3.5    | 3.7                 | 3.7                      |
| PIB nominal (millions de dollars)                               | 4,517  | 4,635  | 4,929  | 5,124  | 5,632  | 6,230  | 6,810               | 6,770                    |
| Monnaie nationale pour un dollar (moyenne)                      | 4,600  | 4,775  | 5,502  | 6,584  | 7,030  | 6,910  | 7,000               | 7,000                    |

Sources: Autorités guinéennes et estimations et projections des services du FMI.

<sup>1/</sup> Programme tel qu'établi pour la quatrième revue de l'accord au titre de la FEC.

<sup>2/</sup> Programme tel que révisé pour la demande d'achat au titre de la FCR

<sup>3/</sup> Pour 2012, allègement de la dette sur les arriérées et les échéances exigibles dans l'accord d'octobre 2012 du Club de Paris ; on suppose que l'allègement de la dette PPTE/IADM sera effectif en octobre 2012. Pour 2014 et 2015 (projections), allègement de la dette concerne l'encours des prêts pleinement en arriérés exigibles par les créanciers officiels hors club de Paris et les créanciers commerciaux.

**Tableau 5. Guinée : Critères de réalisation et objectifs indicatifs, FEC 2013–14**  
(En milliards de francs guinéens, sauf indication contraire)

|   | 2013   |                        |        |          | 2014                 |                               |       |          |       |       |         |                               |                               |                 |                  |
|---|--------|------------------------|--------|----------|----------------------|-------------------------------|-------|----------|-------|-------|---------|-------------------------------|-------------------------------|-----------------|------------------|
|   | Déc.   |                        |        |          | Mar.                 |                               |       |          | Juin  |       |         | Sept.                         |                               | Déc.            |                  |
|   | CR     | CR Ajusté <sup>1</sup> | Réal.  | Status   | Objectifs Indicatifs | Objectifs Ajusté <sup>1</sup> | Réal. | Status   | CR    | Prel. | Status  | Objectifs Ajusté <sup>7</sup> | Objectifs Ajusté <sup>8</sup> | CR <sup>9</sup> | CR <sup>10</sup> |
| <b>Critères de réalisation quantitatifs</b>   |        |                        |        |          |                      |                               |       |          |       |       |         |                               |                               |                 |                  |
| Solde de base(plancher)   | -1,486 | -1,355                 | -1,188 | Observé  | -354                 | -429                          | -2    | Observé  | -635  | -109  | Observé | -1,399                        | -1,570                        | -1,915          | -2,628           |
| Avoirs intérieurs nets de la Banque centrale (plafond)  | 4,540  | 4,757                  | 3,815  | Observé  | 4,785                | 4782                          | 4,372 | Observé  | 5,018 | 4,171 | Observé | 4,789                         | 4,789                         | 5,028           | 5,318            |
| Crédit intérieur du gouvernement auprès des banques (plafond)   | 1,221  | 1,438                  | 1,165  | Observé  | 639                  | 636                           | 209   | Observé  | 879   | 43    | Observé | 1,077                         | 1,077                         | 1,162           | 1,452            |
| Réserves internationales nettes de la Banque centrale (plancher); millions de \$EU <sup>2</sup>   | 427    | 352                    | 567    | Observé  | 481                  | 481                           | 542   | Observé  | 459   | 552   | Observé | 513                           | 513                           | 516             | 516              |
| Nouvelles dettes extérieures non-concessionnelles à moyen ou long terme contractés ou garantis par le gouvernement ou la Banque centrale (plafond); millions de \$EU <sup>3, 4, 6</sup> | 363    | ...                    | 363    | Observé  | 0                    | 0                             | 0     | Observé  | 0     | 0     | Observé | 80                            | 80                            | 80              | 80               |
| Stock d'encours de la dette extérieure de court terme contractée ou garantie par le gouvernement ou la Banque centrale (plafond); million de \$EU <sup>4</sup>                          | 0      | 0                      | 0      | Observé  | 0                    | 0                             | 0     | Observé  | 0     | 0     | Observé | 0                             | 0                             | 0               | 0                |
| Nouveaux arriérés extérieurs (plafond) <sup>4</sup>   | 0      | 0                      | 0      | Observé  | 0                    | 0                             | 0     | Observé  | 0     | 0     | Observé | 0                             | 0                             | 0               | 0                |
| <b>Objectifs indicatifs</b>   |        |                        |        |          |                      |                               |       |          |       |       |         |                               |                               |                 |                  |
| Dépenses dans les secteurs prioritaires (plancher) <sup>5</sup>   | 4,200  | ...                    | 3,321  | Non obs. | 1,060                | ...                           | 743   | Non obs. | 2,167 | ...   | ...     | 2633                          | 2,633                         | 4,706           | 4,706            |
| <b>Pour mémoire:</b>  |        |                        |        |          |                      |                               |       |          |       |       |         |                               |                               |                 |                  |
| Base monétaire (plafond)  | 6,770  | ...                    | 6,978  | ...      | 7,360                | ...                           | 7,413 | ...      | 7,441 | 7,183 | ...     | 7306                          | 7,306                         | 7,855           | 7,830            |

Sources: Autorités Guinéennes et projections du FMI.

<sup>1</sup> Les définitions et les ajusteurs sont inclus dans le protocole d'accord technique (PAT).

<sup>2</sup> Calculé sur base des taux de change du programme.

<sup>3</sup> Dette extérieure contractée ou garantie autre qu'avec un élément don équivalent à 35% ou plus, calculé sur base du taux de réescompte des intérêts commerciaux de l'OCDE, excluant les emprunts auprès du FMI.

<sup>4</sup> Critère de réalisation continu.

<sup>5</sup> Les secteurs prioritaires incluent l'éducation, la santé, l'agriculture, l'énergie, la justice, les affaires sociales, et les travaux publics.

<sup>6</sup> En 2013 le plafond est liée aux prêts contractés avec EXIMBANK de Chine (334.65 million de dollars EU), la BIDC (10.53 millions de dollars EU), et le Fonds de l'OPEP (17 millions de dollars EU).  
est liée à la nouvelle dette pour financer le projet de ligne de transmission Kaleta hydroelectric barrage-Conakry.

<sup>7</sup> Indicateurs de performance de la 4eme revue de la FEC.

<sup>8</sup> Indicateurs de performance revisés proposés.

<sup>9</sup> Critères de performance de la 4eme revue de la FEC.

<sup>10</sup> Critères de performance revisés proposés.

**Tableau 6. Guinée : Besoins en financement extérieur et sources, 2012–14**  
(En millions de dollars)

|  | 2012   | 2013  |       | 2014  |
|--|--------|-------|-------|-------|
|  | Est.   | Prog. | Réel  | Proj. |
| 1. Besoins bruts en financement                        | 1,714  | 1,797 | 1,437 | 1,525 |
| Déficit extérieur courant                              | 1,515  | 1,684 | 1,342 | 1,331 |
| Solde du compte de capital <sup>1/</sup>               | -41    | -12   | -12   | -15   |
| Amortissement de la dette                              | 217    | 33    | 49    | 70    |
| Variation des arriérés, net <sup>2/</sup>              | 250    | 139   | -4    | 125   |
| Accumulation de réserves brutes                        | -211   | -47   | 61    | 13    |
| Remboursements du FMI <sup>2/</sup>                    | -16    | 0     | 0     | 0     |
| 2. Financement disponible                              | 1,714  | 1,739 | 1,409 | 1,396 |
| Investissements directs étrangers, net <sup>3/</sup>   | 609    | 1,164 | 748   | 762   |
| Décaissements identifiés                               | 286    | 443   | 311   | 507   |
| Dons   | 152    | 194   | 92    | 355   |
| Projet   | 96     | 88    | 67    | 252   |
| Programme  | 56     | 106   | 26    | 103   |
| Prêts  | 134    | 248   | 218   | 152   |
| Projet   | 62     | 209   | 183   | 113   |
| Programme  | 72     | 39    | 35    | 39    |
| Autres flux  | 471    | 0     | 350   | 0     |
| Allègement de la dette <sup>2/</sup>                   | 348    | 133   | 1     | 127   |
| Allègement dette PPTE point d'achèvement <sup>2/</sup> | 1,902  |       |       |       |
| Annulation dette PPTE point d'achèvement <sup>2/</sup> | -1,902 |       |       |       |
| 3. Financement résiduel                                | 0      | 58    | 0     | 129   |
| Décaissements FEC et FCR                               |        | 58    | 0     | 41    |
| Banque mondiale  |        |       |       | 25    |
| Banque africaine de développement                      |        |       |       | 6     |
| Financement additionnel/Mesures d'ajustement           |        |       |       | 56    |

Sources: Autorités guinéennes et estimations et projections des services du FMI.

<sup>1/</sup> Exclut les transferts publics.

<sup>2/</sup> Pour 2012, allègement de la dette du Club de Paris pour les arriérés et les échéances de la fin de 2011 qui sont exigibles et convenus dans le cadre de l'accord d'avril 2012 du Club de Paris. On suppose que l'allègement PPTE/IADM est effectif en octobre 2012. En 2014, projections d'allègement de la dette sur l'encours de la dette (dont la totalité est en arriérés) envers les créanciers officiels hors club de Paris et les créanciers commerciaux.

<sup>3/</sup> Inclut les flux financiers privés à court terme.

**Tableau 7. Guinée : Indicateurs de capacité à rembourser le FMI, 2014–25**  
(Au 31 juillet 2014 ; millions de DTS, sauf indication contraire)

|   | 2014        | 2015    | 2016    | 2017    | 2018    | 2019    | 2020    | 2021    | 2022    | 2023    | 2024     | 2025     |
|---|-------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|----------|----------|
|   | Projections |         |         |         |         |         |         |         |         |         |          |          |
| <b>Obligations envers le FMI sur la base du crédit existant</b>   |             |         |         |         |         |         |         |         |         |         |          |          |
| Encours de crédit   | 73.94       | 73.94   | 73.94   | 72.11   | 62.42   | 49.57   | 34.88   | 20.20   | 7.34    | 1.84    | 0.00     | 0.00     |
| Pourcentage de la quote-part  | 69.04       | 69.04   | 69.04   | 67.33   | 58.29   | 46.29   | 32.57   | 18.86   | 6.86    | 1.71    | 0.00     | 0.00     |
| Remboursement du principal  | 0.00        | 0.00    | 0.00    | 1.84    | 9.68    | 12.85   | 14.69   | 14.69   | 12.85   | 5.51    | 1.84     | 0.00     |
| Commissions et intérêts   | 0.00        | 0.19    | 0.19    | 0.18    | 0.17    | 0.14    | 0.11    | 0.07    | 0.03    | 0.01    | 0.00     | 0.00     |
| <b>Obligations envers le FMI pour les tirages prospectifs au titre de la FEC et de la nouvelle FCR 1/</b> |             |         |         |         |         |         |         |         |         |         |          |          |
| Encours de crédit   | 45.14       | 81.86   | 81.86   | 81.86   | 81.86   | 81.86   | 69.16   | 52.79   | 36.42   | 20.04   | 3.67     | 0.00     |
| Pourcentage de la quote-part  | 42.15       | 76.43   | 76.43   | 76.43   | 76.42   | 76.42   | 64.57   | 49.28   | 34.00   | 18.72   | 3.43     | 0.00     |
| Remboursement du principal  | 0.00        | 0.00    | 0.00    | 0.00    | 0.00    | 0.00    | 12.70   | 16.37   | 16.37   | 16.37   | 16.37    | 3.67     |
| Commissions et intérêts   | 0.00        | 0.19    | 0.20    | 0.20    | 0.20    | 0.20    | 0.19    | 0.15    | 0.11    | 0.07    | 0.03     | 0.00     |
| <b>Total obligations sur la base du crédit existant et prospectif</b>                                     |             |         |         |         |         |         |         |         |         |         |          |          |
| Encours de crédit   | 119.08      | 155.80  | 155.80  | 153.97  | 144.28  | 131.43  | 104.04  | 72.99   | 43.76   | 21.88   | 3.67     | 0.00     |
| Pourcentage de la quote-part  | 111.19      | 145.47  | 145.47  | 143.76  | 134.71  | 122.71  | 97.14   | 68.14   | 40.86   | 20.43   | 3.43     | 0.00     |
| Pourcentage des réserves extérieures brutes disponibles   | 24.97       | 26.13   | 27.69   | 27.60   | 24.30   | 18.25   | 12.67   | 7.18    | 4.05    | 1.91    | 0.29     | 0.00     |
| Remboursement du principal  | 0.00        | 0.00    | 0.00    | 1.84    | 9.68    | 12.85   | 27.39   | 31.06   | 29.22   | 21.88   | 18.21    | 3.67     |
| Commissions et intérêts   | 0.00        | 0.37    | 0.39    | 0.39    | 0.37    | 0.35    | 0.29    | 0.22    | 0.14    | 0.08    | 0.03     | 0.00     |
| Total paiements au FMI  | 0.00        | 0.37    | 0.39    | 2.22    | 10.06   | 13.20   | 27.68   | 31.28   | 29.37   | 21.96   | 18.23    | 3.67     |
| Pourcentage des exportations de biens et de services  | 0.00        | 0.04    | 0.04    | 0.19    | 0.83    | 1.06    | 1.15    | 0.81    | 0.56    | 0.36    | 0.26     | 0.05     |
| Pourcentage du service de la dette publique extérieure  | 0.00        | 0.63    | 0.66    | 3.66    | 13.91   | 17.45   | 37.02   | 62.00   | 61.47   | 47.51   | 42.44    | 8.47     |
| <i>Pour mémoire:</i>  |             |         |         |         |         |         |         |         |         |         |          |          |
| Décaissements   | 63.5        | 36.7    |         |         |         |         |         |         |         |         |          |          |
| Exportations de biens et de services, millions de dollars   | 1,468.1     | 1,537.4 | 1,567.8 | 1,783.9 | 1,831.9 | 1,881.6 | 3,606.3 | 5,826.0 | 7,838.9 | 9,170.1 | 10,464.5 | 11,626.7 |

Sources: Autorités guinéennes et projections des services du FMI.

1/ Incluent le décaissement de 25 % de la quote-part au titre de la FCR proposée en 2014.

**Tableau 8. Guinée : Matrice d'évaluation des risques**

| Sources des risques  | Probabilité relative  | Impact en cas de concrétisation   | Réaction en cas de concrétisation  |
|--|---|---|--|
| Ralentissement de la croissance en Chine<br><br>Période prolongée de ralentissement de la croissance dans les économies avancées et émergentes | <b>Faible</b><br><br><b>Élevée</b> (économies avancées)<br><b>Élevée</b> (ailleurs) | <b>Moyen</b><br><br>Les investissements dans les importants nouveaux projets miniers (minerai de fer) seraient probablement retardés, abaissant la croissance à moyen terme et les recettes publiques.  | Intensifier les réformes structurelles et les efforts destinés à améliorer l'ensemble du climat des affaires en vue de promouvoir l'investissement dans les secteurs non miniers. Permettre un relâchement monétaire modéré pour limiter l'impact sur la croissance. |
| Risques politiques régionaux au Moyen-Orient et en Europe de l'Est   | <b>Moyenne à élevée</b>   | <b>Moyen</b><br><br>Une augmentation des prix du pétrole présenterait un risque pour la situation budgétaire du fait de demandes d'une augmentation des subventions aux combustibles et de retards dans la mise en œuvre du mécanisme automatique d'ajustement des prix des combustibles.   | Chercher à maintenir la discipline budgétaire. Réorienter les dépenses prioritaires vers le secteur social.  |
| Épidémie prolongée et non maîtrisée du virus Ebola   | <b>Faible à moyenne</b>   | <b>Élevé</b><br><br>Outre l'impact humain, l'humeur des investisseurs et la confiance des consommateurs se détérioreraient nettement et les investissements dans les projets miniers de grande échelle pourraient être retardés. La croissance à moyen terme subirait un impact négatif.  | Déployer des politiques budgétaires et monétaires contra-cycliques. La dégradation de la situation budgétaire devrait rester dans les limites du financement disponible. Intensifier la réforme structurelle.  |
| Une détérioration de la situation socio-politique intérieure et de la sécurité   | <b>Faible à moyenne</b>   | <b>Élevé</b><br><br>L'investissement et la croissance subiraient un impact négatif et la pauvreté risquerait d'augmenter ; le développement des ressources naturelles serait retardé. La mise en œuvre du programme risquerait de ralentir et les principales réformes structurelles d'être retardées. La stabilité macroéconomique serait menacée. | Recentrer les réformes sur des domaines moins sensibles au contexte socio-politique. S'efforcer de maintenir la maîtrise budgétaire.   |

## Pièce jointe I. Guinée : Lettre d'intention

Conakry, le 18 septembre 2014

Madame Christine Lagarde  
Directrice générale  
Fonds monétaire international  
Washington, D.C. 20431  
USA

Objet : Lettre d'Intention de Politiques Économiques et Financières

Madame la Directrice générale,

1. Nous sollicitons par la présente un soutien financier additionnel de la part du FMI pour un montant de 26,775 millions de DTS dans le cadre de la Facilité de Crédit Rapide (FCR) pour aider la Guinée à limiter les effets négatifs de l'épidémie Ebola en cours. Nous sollicitons également la mise à disposition immédiate du montant total de ce soutien, après l'approbation de cette requête par le conseil d'administration du FMI, et que ce versement soit effectué sur le compte du gouvernement à la Banque Centrale de la République de Guinée pour fournir un appui budgétaire immédiat.
2. La Guinée continue à mettre en œuvre de façon satisfaisante le programme soutenu par la Facilité Élargie de Crédit (FEC). Les données préliminaires suggèrent que les critères de performance de fin juin 2014 du programme ont été atteints. Cette bonne performance a été obtenue en dépit de l'épidémie Ebola, dont l'impact avait déjà été ressenti dans la première moitié de l'année. Le gouvernement continue également ses progrès sur le front des réformes structurelles.
3. L'épidémie Ebola cause d'importantes pertes en vies humaines et a un impact significatif sur l'économie, risquant de provoquer des troubles sociaux et d'anéantir les gains de stabilisation macroéconomique durement acquis. Notre estimation provisoire suggère que la croissance du PIB pourrait être plus faible de 1½ point de pourcentage comparée aux estimations d'il y a seulement quelques mois ; et la prévision d'inflation pour 2014 a été revue à la hausse d'environ 1 point de pourcentage. La couverture des importations par les réserves brutes risque également d'être plus faible que prévu dans le programme.

4. Le gouvernement demeure totalement engagé à atteindre ses objectifs supportés par le programme de FEC. Cela a été aussi confirmé dans le cadre d'une récente retraite du gouvernement pour réévaluer les priorités de politique économique qui a également examiné l'impact de la crise Ebola. En consultation avec les services du FMI, le gouvernement a formulé un budget révisé pour 2014 axé sur une éradication rapide de la crise du virus de la maladie Ebola (VME). Le budget révisé a été envoyé à l'Assemblée nationale pour approbation en septembre. En plus de maintenir la stabilité macroéconomique, le gouvernement va continuer à faire avancer les réformes structurelles.

5. La crise VME a un impact substantiel sur le budget. Une croissance plus faible, et plus particulièrement l'effet de l'épidémie VME sur le commerce formel et les secteurs des services, entraîne une baisse des recettes fiscales qui pourraient être inférieures à l'objectif de 0,6 pour cent du PIB. Le coût total estimé de notre plan de réponse d'urgence, y compris les dépenses sociales, est estimé à 85 millions de dollars US (1,3 pour cent du PIB) en 2014 (Tableau 1). Au cours de la première moitié de l'année, des efforts modestes pour contenir l'épidémie ont été financés par des donateurs, avec une faible contribution en provenance de notre budget<sup>1</sup>. Des financements additionnels sont attendus pour la seconde moitié de l'année en provenance de nouvelles initiatives, y compris de la part de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement, bien qu'une contribution du budget puisse être nécessaire<sup>2,3</sup>.

---

<sup>1</sup> Seulement 8,5 millions de dollars US ont été dépensés pour combattre l'épidémie dans la première moitié de l'année, dont une contribution apportée par le gouvernement de 1,4 million de dollars US.

<sup>2</sup> Le plan cherche à rompre la chaîne du VME et à fournir un soutien alimentaire aux personnes infectées. Il devrait être appuyé par le plan conjoint des Nations unies contre le VME qui fournit un soutien humanitaire pour sauver des vies, ainsi qu'un soutien pour renforcer la résilience et le rétablissement des ménages affectés, et les services sociaux.

<sup>3</sup> Plusieurs donateurs, y compris la Banque mondiale (200 millions de dollars US), la Banque africaine de développement (60 millions de dollars US), et l'Union africaine (25 millions de dollars US), ont promis un nouveau soutien pour la région qui devrait être partagé entre la Guinée, la Sierra Leone et le Liberia.

**Tableau Texte 1. Guinée : Modifications des projections budgétaires, 2014**

|  | Milliards<br>de GNF | Millions de<br>dollars EU | Pourcentage<br>du PIB |
|--|---------------------|---------------------------|-----------------------|
|  | 2014                | 2014                      | 2014                  |
| <b>Recettes (- = baisse)</b>   | <b>-522</b>         | <b>-74.6</b>              | <b>-1.1</b>           |
| Recettes fiscales  | -350                | -50.0                     | -0.7                  |
| Dons   | -172                | -24.6                     | -0.4                  |
| <b>Dépenses (+ = hausse)</b>   | <b>359</b>          | <b>51.2</b>               | <b>0.8</b>            |
| Dépenses courantes   | 753                 | 107.5                     | 1.6                   |
| Salaires et traitements  | 0                   | 0.0                       | 0.0                   |
| Biens et services  | 66                  | 9.4                       | 0.1                   |
| Transferts et subventions  | 98                  | 14.1                      | 0.2                   |
| Liées à l'épidémie de fièvre Ébola   | 595                 | 85.0                      | 1.3                   |
| Dépenses en capital  | -394                | -56.3                     | -0.8                  |
| Financées sur ressources intérieures   | -394                | -56.3                     | -0.8                  |
| Dont : mesures visant à compenser la baisse des recettes et la hausse<br>des dépenses résultant d'autres facteurs que l'épidémie d'Ébola | -222                | -31.7                     | -0.5                  |
| Financées sur ressources extérieures   | 0                   | 0.0                       | 0.0                   |
| <b>Impact total (+ = hausse du déficit)</b>  | <b>881</b>          | <b>125.8</b>              | <b>1.9</b>            |
| <i>Pour mémoire :</i>  |                     |                           |                       |
| Contribution du FMI <sup>1/</sup>  | 287                 | 41                        | 0.6                   |

<sup>1/</sup> Financement supplémentaire.

Sources : autorités guinéennes; et estimations des services du FMI.

6. L'épidémie Ébola devrait aggraver la situation de nos comptes extérieurs. Le déficit du compte courant devrait se creuser de 75 millions de dollars US, reflétant des exportations plus faibles des produits agricoles et de la production artisanale d'or, ainsi que de plus grandes importations de produits alimentaires. Les afflux liés aux travailleurs expatriés et aux voyageurs d'affaires devraient aussi être plus faibles. Par ailleurs, des indicateurs suggèrent une accélération des fuites de capitaux. La pression sur le taux de change s'est accrue et les prévisions indiquent un écart de financement externe d'environ 129 millions de dollars US.

7. Le gouvernement demeure entièrement engagé dans les réformes structurelles, mais le calendrier de ces réformes risque d'accuser des retards en raison de difficultés à mobiliser l'assistance technique. Plusieurs missions ont été reportées à cause de l'épidémie Ebola, qui a aussi freiné nos efforts de renforcement de capacité, dans la mesure où plusieurs de nos cadres n'ont pu assister à des ateliers de travail externes prévus. Le gouvernement cherchera des solutions alternatives pour recevoir l'assistance nécessaire, y compris au travers de revues à distance de nos avant-projets de lois et de vidéoconférences, mais des retards dans la mise en œuvre des réformes structurelles semblent inévitables.

8. L'impact sur le secteur financier de l'épidémie Ebola devrait être limité. Étant donnée l'exposition limitée des banques aux personnes et aux localités affectées par l'épidémie Ebola, nous ne projetons pas un impact significatif sur notre système bancaire. Toutefois, le ralentissement de

l'activité économique attendu va réduire la demande pour le crédit bancaire. L'inflation projetée plus élevée que prévu initialement pourrait également réduire la rentabilité des banques, qui devrait toutefois rester solide.

9. Le déficit du solde de base du budget 2014 est estimé à 5,5 pour cent du PIB comparé à l'objectif du programme de 4,0 pour cent du PIB, reflétant l'impact de l'épidémie Ebola. Les dépenses vont augmenter de 1,3 pour cent du PIB, reflétant le coût de notre plan d'urgence révisé pour enrayer la crise VME. Des dépenses additionnelles (0,3 pourcent du PIB) liées au besoin de prolonger la location de capacité de production d'énergie d'urgence ainsi que le retard d'une partie de l'appui budgétaire prévu en provenance d'Abu Dhabi, vont être financées ou compensées par des réductions des dépenses d'investissement. Dans l'éventualité où les donateurs ne financent pas totalement notre plan de réponse d'urgence, et pour éviter autant que possible de réduire notre budget d'investissement, le gouvernement envisage de recourir à des financements domestiques (bancaires) additionnels.

10. La Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) a l'intention de maintenir une politique monétaire plus restrictive qu'envisagé dans la FEC. Étant données les indications d'accélération de fuites de capitaux, la BCRG va reporter sa considération d'un assouplissement supplémentaire de la politique monétaire. Aussi, elle envisage d'augmenter de façon temporaire les ventes de devises sur le marché aux enchères hebdomadaire des changes pour renforcer la confiance dans le franc Guinéen, éviter la dépréciation et contenir ainsi les pressions inflationnistes.

11. Nous sollicitons des modifications des critères de performance et des indicateurs de performance pour fin décembre 2014 dans le cadre de l'arrangement de la Facilité Élargie de Crédit pour refléter les changements de politiques décrits plus haut. Les modifications sollicitées incluent des modifications des ajusteurs du programme FEC pour permettre le recours au financement domestique pour le plan de réponse d'urgence si les contributions extérieures sont plus faibles que prévu.

12. L'appui sollicité dans le cadre de l'arrangement de la Facilité de Crédit Rapide nous permettra de faire face au besoin immédiat de la balance de paiement résultant de la propagation du virus Ebola. Avec l'aide de la communauté internationale, nous avons mis en place un plan de réponse coordonnée, en consultation avec les autres pays affectés par la propagation du virus Ebola et avec nos voisins. Le plan devrait coûter 85 millions de dollars EU, parmi lesquels seuls 31 millions de dollars EU ont été jusqu'à présent mobilisés de la Banque mondiale (25 millions de dollars EU) et la Banque Africaine de Développement (6 millions de dollars EU). Le versement du FMI dans le cadre de la FCR va fournir un signal permettant de catalyser le soutien des bailleurs.

13. Notre capacité à rembourser le Fonds demeure solide. En prenant en compte le décaissement dans le cadre de la FCR, bien que notre service de la dette envers le FMI va augmenter sur le moyen terme, les ratios de remboursement de la dette aux recettes fiscales et aux

exportations de biens et services demeurent gérables, atteignant leur pic de 1,5 pour cent en 2020 et 1,1 pourcent en 2020, respectivement. Nous continuerons à servir dans les délais prévus nos obligations financières envers le FMI. De plus, nos indicateurs de détresse de la dette ne changeront pas de façon significative du fait des financements additionnels pour faire face à la crise VME.

14. Le gouvernement reste convaincu que les politiques et mesures décrites dans cette lettre d'intention sont adéquates pour répondre aux besoins immédiats résultant de la propagation du virus Ebola tout en atteignant les objectifs du programme, y compris nos objectifs de croissance et de réduction de la pauvreté. Toutefois, il prendra toutes mesures supplémentaires qui s'avèreraient nécessaires à cette fin. Le gouvernement consultera les services du FMI en ce qui concerne l'adoption de telles mesures, sur sa propre initiative ou à la demande de la Directrice Générale du FMI, avant d'adopter ces mesures, ou avant toutes modifications des politiques figurant dans cette lettre d'intention, conformément à la politique du FMI sur de telles consultations. Le gouvernement s'engage à ne pas introduire des mesures ou politiques qui exacerberaient les difficultés de la balance des paiements de la Guinée, et à fournir au FMI toute information requise pour suivre la mise en œuvre des mesures et l'atteinte des objectifs du programme. De plus, la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) est déterminée à faire effectuer par le FMI une mise à jour de l'évaluation des sauvegardes dans le contexte du nouvel arrangement proposé. Elle va continuer à fournir aux services du FMI l'accès aux rapports des auditeurs externes et d'autoriser ses auditeurs externes à tenir des discussions avec les services du FMI.

15. En accord avec notre engagement de transparence dans les opérations gouvernementales, nous acceptons la publication de tous documents soumis au conseil d'administration en relation avec cette demande.

\_\_\_\_\_/s/\_\_\_\_\_  
 Mohamed Diaré  
 Ministre d'État de l'économie et des finances  
 République de Guinée

\_\_\_\_\_/s/\_\_\_\_\_  
 Lounceny Nabé  
 Gouverneur  
 Banque centrale de la République de Guinée

Pièces jointes : - Mémorandum de politiques économiques et financières  
 - Protocole d'accord technique

**Tableau 1. Guinée : Critères de réalisation et objectifs indicatifs, FEC 2013–14**  
(En milliards de francs guinéens, sauf indication contraire)

|   | 2013   |                        |        |          | 2014                 |                               |       |          |       |       |         |                               |                               |                 |                  |
|---|--------|------------------------|--------|----------|----------------------|-------------------------------|-------|----------|-------|-------|---------|-------------------------------|-------------------------------|-----------------|------------------|
|   | Déc.   |                        | Réal.  | Statut   | Mar.                 |                               | Juin  |          |       | Sept. |         | Déc.                          |                               |                 |                  |
|   | CR     | CR Ajusté <sup>1</sup> |        |          | Objectifs Indicatifs | Objectifs Ajusté <sup>1</sup> | Réal. | Statut   | CR    | Prel. | Statut  | Objectifs Ajusté <sup>7</sup> | Objectifs Ajusté <sup>8</sup> | CR <sup>9</sup> | CR <sup>10</sup> |
| <b>Critères de réalisation quantitatifs</b>   |        |                        |        |          |                      |                               |       |          |       |       |         |                               |                               |                 |                  |
| Solde de base(plancher)   | -1,486 | -1,355                 | -1,188 | Observé  | -354                 | -429                          | -2    | Observé  | -635  | -109  | Observé | -1,399                        | -1,570                        | -1,915          | -2,628           |
| Avoirs intérieurs nets de la Banque centrale (plafond)  | 4,540  | 4,757                  | 3,815  | Observé  | 4,785                | 4782                          | 4,372 | Observé  | 5,018 | 4,171 | Observé | 4,789                         | 4,789                         | 5,028           | 5,318            |
| Crédit intérieur du gouvernement auprès des banques (plafond)   | 1,221  | 1,438                  | 1,165  | Observé  | 639                  | 636                           | 209   | Observé  | 879   | 43    | Observé | 1,077                         | 1,077                         | 1,162           | 1,452            |
| Réserves internationales nettes de la Banque centrale (plancher); millions de \$EU <sup>2</sup>   | 427    | 352                    | 567    | Observé  | 481                  | 481                           | 542   | Observé  | 459   | 552   | Observé | 513                           | 513                           | 516             | 516              |
| Nouvelles dettes extérieures non-concessionnelles à moyen ou long terme contractés ou garantis par le gouvernement ou la Banque centrale (plafond); millions de \$EU <sup>3, 4, 6</sup> | 363    | ...                    | 363    | Observé  | 0                    | 0                             | 0     | Observé  | 0     | 0     | Observé | 80                            | 80                            | 80              | 80               |
| Stock d'encours de la dette extérieure de court terme contractée ou garantie par le gouvernement ou la Banque centrale (plafond); million de \$EU <sup>4</sup>                          | 0      | 0                      | 0      | Observé  | 0                    | 0                             | 0     | Observé  | 0     | 0     | Observé | 0                             | 0                             | 0               | 0                |
| Nouveaux arriérés extérieurs (plafond) <sup>4</sup>   | 0      | 0                      | 0      | Observé  | 0                    | 0                             | 0     | Observé  | 0     | 0     | Observé | 0                             | 0                             | 0               | 0                |
| <b>Objectifs indicatifs</b>   |        |                        |        |          |                      |                               |       |          |       |       |         |                               |                               |                 |                  |
| Dépenses dans les secteurs prioritaires (plancher) <sup>5</sup>   | 4,200  | ...                    | 3,321  | Non obs. | 1,060                | ...                           | 743   | Non obs. | 2,167 | ...   | ...     | 2,633                         | 2,633                         | 4,706           | 4,706            |
| <b>Pour mémoire:</b>  |        |                        |        |          |                      |                               |       |          |       |       |         |                               |                               |                 |                  |
| Base monétaire (plafond)  | 6,770  | ...                    | 6,978  | ...      | 7,360                | ...                           | 7,413 | ...      | 7,441 | 7,183 | ...     | 7,306                         | 7,306                         | 7,855           | 7,830            |

Sources: Autorités Guinéennes et projections du FMI.

<sup>1</sup> Les définitions et les ajusteurs sont inclus dans le protocole d'accord technique (PAT).

<sup>2</sup> Calculé sur base des taux de change du programme.

<sup>3</sup> Dette extérieure contractée ou garantie autre qu'avec un élément don équivalent à 35% ou plus, calculé sur base du taux de réescompte des intérêts commerciaux de l'OCDE, excluant les emprunts auprès du FMI.

<sup>4</sup> Critère de réalisation continu.

<sup>5</sup> Les secteurs prioritaires incluent l'éducation, la santé, l'agriculture, l'énergie, la justice, les affaires sociales, et les travaux publics.

<sup>6</sup> En 2013 le plafond est liée aux prêts contractés avec EXIMBANK de Chine (334.65 million de dollars EU), la BIDC (10.53 millions de dollars EU), et le Fonds de l'IOPEP (17 millions de dollars EU).  
est liée à la nouvelle dette pour financer le projet de ligne de transmission Kaleta hydroelectric barrage-Conakry.

<sup>7</sup> Indicateurs de performance de la 4eme revue de la FEC.

<sup>8</sup> Indicateurs de performance revisés proposés.

<sup>9</sup> Critères de performance de la 4eme revue de la FEC.

<sup>10</sup> Critères de performance revisés proposés.

**Tableau 2. Guinée : Actions préalables pour l'achèvement de la 4<sup>ème</sup> revue et repères structurels révisés dans le cadre du programme appuyé par la FEC pour 2014**

| Mesures   | Date                      | État d'avancement  | Motivation macroéconomique  |
|---|---------------------------|--|---|
| <b>Actions préalables</b>   |                           |  |   |
| Adoption par le Conseil d'administration de la Banque centrale de la politique d'investissement pour les réserves internationales conformément aux recommandations du FMI et aux normes internationales   | 25 juin 2014              | Mis en œuvre   | Minimiser le risque de perte et assurer la liquidité des réserves de la Banque centrale                       |
| Approbation par le gouvernement d'un projet de loi révisant le code d'investissement  | Avant le 25 juillet 2014. | Mis en œuvre   | Réduire les dépenses fiscales et améliorer le climat pour le secteur privé                                    |
| Adoption par le gouvernement des textes d'application concernant notamment (i) l'Autorité de réglementation des marchés publics (ARMP); (ii) l'Administration et le contrôle des grands projets (ACGP); (iii) la Direction nationale des marchés publics (DNMP) et les seuils pour attribuer les marchés.   | Avant le 25 juillet 2014. | Mis en œuvre   | Rendre le cadre de passation des marchés conforme aux normes internationales                                  |
| Instructions conjointes par le Ministre d'État pour l'économie et les finances et le Ministre de l'énergie et de l'hydraulique à l'EDG, ordonnant à l'EDG de gérer ses opérations de manière à ne pas avoir besoin du soutien financier de l'État au-delà du montant inclus dans le budget révisé et d'éviter les arriérés envers les fournisseurs. | Avant le 25 juillet 2014. | Mis en œuvre   | Réduire les risques budgétaires   |
| <b>Repères structurels</b>  |                           |  |   |
| Adopter le projet de loi sur les entités publiques pour qu'elles soient conformes à la nouvelle Loi organique relative aux lois de finances (LORF) et au Règlement général de gestion budgétaire et de comptabilité publique (RGGBCP)   | Fin septembre 2014        | Un projet de loi a été examiné par le comité de coordination des réformes et soumis au gouvernement pour approbation le 21 août 2014 | Limiter les risques pour le budget de l'État et renforcer le contrôle central de la dette publique extérieure |

**Tableau 2. Guinée: Actions préalables pour l'achèvement de la 4<sup>ème</sup> revue et repères structurels révisés dans le cadre du programme appuyé par la FEC pour 2014 (suite)**

| Mesures  | Date               | État d'avancement  | Motivation macroéconomique  |
|--|--------------------|--|---|
| Réviser les relations entre les organes autonomes percevant des ressources publiques en vue de transférer les comptes des entités publiques autonomes et des administrations locales au compte principal du Trésor à la BCRG         | Fin septembre 2014 | Les discussions ont commencé avec les organes autonomes afin d'éclaircir la relation avec le Trésor  | Assurer l'intégrité du budget de l'État et améliorer la gestion de sa trésorerie  |
| Adopter et mettre en œuvre la recommandation de l'étude sur le rôle de la SOGUIPAMI et sa relation avec l'administration publique  | Fin septembre 2014 | Le rapport final du consultant a été approuvé par le comité de surveillance et sera envoyé au gouvernement pour approbation.   | Maintenir les avoirs de l'État dans le secteur minier sous le contrôle de l'État, protéger les recettes publiques et limiter les risques financiers |
| Adopter, en consultation avec les donateurs, une nouvelle nomenclature budgétaire, y compris une classification fonctionnelle  | Fin septembre 2014 | Un projet de nomenclature budgétaire mis au point avec l'assistance technique du FMI a été examiné lors de deux ateliers de validation à la mi-juin et à la mi-juillet.    | Améliorer le suivi des efforts de réduction de la pauvreté  |
| Produire les comptes de gestion et les comptes administratifs de l'État pour 2011-12   | Fin décembre 2014  | Une grande partie des comptes des principaux postes comptables ont été déposés et sont en cours d'examen avant d'être envoyés à la Chambre des comptes de la Cour suprême. | Améliorer la gestion et la transparence des finances publiques  |
| Adopter un plan de réforme de la fonction publique sur la base des résultats de l'enquête biométrique en cours et le plan d'action pour le programme de réformes de l'État et de modernisation de l'administration publique (HCREMA) | Fin décembre 2014  | Les travaux sont en cours avec l'assistance d'un cabinet recruté avec le soutien de la Banque mondiale.  | Maîtriser la masse salariale et améliorer la productivité de l'administration publique  |
| Recruter un partenaire de gestion pour l'EDG avec l'assistance de la Banque mondiale et de la SFI  | Fin décembre 2014  | L'appel d'offres a été lancé à la mi-août  | Améliorer l'approvisionnement énergétique et réduire les risques budgétaires  |
| Approuver un calendrier pour apurer les arriérés de paiements intérieurs, en faisant la distinction entre les arriérés des exercices 2011-13 et ceux des exercices 2005-10   | Fin décembre 2014  | L'appel d'offres a été lancé par l'AFD le 30 avril 2014. Trois offres ont été reçues et ouvertes à l'AFD le 1 <sup>er</sup> juillet. L'examen des offres est en cours.     | Appuyer la croissance du secteur privé et rehausser la crédibilité de l'État  |

## Pièce jointe II. Guinée : Supplément au Protocole d'accord technique du programme au titre de la FEC

19 septembre 2014

1. **Le présent mémorandum actualise les dispositions convenues entre les autorités guinéennes et les services du Fonds monétaire international (FMI)** énoncées dans le Protocole d'accord technique (PAT) joint au rapport des services du FMI sur la 4<sup>ème</sup> revue de l'accord au titre de la FEC en date du 18 juillet 2014 portant (i) sur les projections de référence de l'assistance extérieure et (ii) sur la méthodologie de calcul des critères de réalisation et des objectifs indicatifs ajustés du programme.
2. **Les critères de réalisation quantitatifs et les objectifs indicatifs ont été modifiés tels que spécifiés dans le Tableau 1 joint à la Lettre d'intention des autorités en date du 19 septembre 2014.** Les objectifs de réalisation quantitatifs sont calculés sur la base des montants projetés (1) de l'assistance extérieure ; (2) des recettes exceptionnelles du secteur minier (voir tableau ci-après) ; (3) de la variation nette des arriérés du programme et (4) de la variation nette des instances. La définition de l'assistance extérieure nette et de la variation nette des arriérés du programme reste telle que spécifiée dans le PAT en date du 18 juillet 2014.

|   | Guinée : Assistance extérieure, arriérés du programme, recettes minières exceptionnelles et instances, 2013–15<br>(Milliards de francs guinéens, cumulé depuis le début de l'année fiscale) |       |        |       |      |       |       |       |       |       |       |
|---|---|-------|--------|-------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
|   | 2013  |       |        |       | 2014 |       |       |       | 2015  |       |       |
|   | Sept.   |       | Déc.   |       | Mar. |       | Jun.  |       | Sept. |       | Proj. |
| Prog.   | Act.  | Prog. | Act.   | Prog. | Act. | Prog. | Prel. | Prog. | Prog. |       |       |
| Aide extérieure nette   | 365   | -127  | 689    | 32    | -140 | -7    | 94    | 364   | 425   | 1,210 | 230   |
| Aide extérieure nette, Ebola exclu                                      | 365   | -127  | 689    | 32    | -140 | -7    | 94    | 364   | 425   | 615   | 230   |
| Aide budgétaire   | 626   | 174   | 1,051  | 419   | 0    | 0     | 446   | 369   | 594   | 993   | 590   |
| Dons  |   |       | 768    | 177   | 0    | 0     | 309   | 369   | 594   | 720   | 590   |
| Prêts   |   |       | 283    | 242   | 0    | 0     | 137   | 0     | 0     | 273   | 0     |
| Service de la dette extérieure  | -242  | -280  | -314   | -413  | -140 | -16   | -352  | -27   | -195  | -389  | -361  |
| Intérêt   | -56   | -57   | -76    | -72   | -37  | 28    | -54   | 185   | 94    | 104   | 153   |
| Principal   | -186  | -223  | -238   | -341  | -103 | -43   | -298  | -212  | -289  | -492  | -513  |
| Variations nettes des arriérés hors programme et allègement de la dette | -19   | -21   | -48    | 26    | 0    | 8     | 0     | 22    | 26    | 11    | 0     |
| Variations nettes d'arriérés hors programme                             | -340  | -21   | -1,011 | 26    | -218 | 8     | -720  | 22    | -31   | -878  | -214  |
| Allègement de la dette  | 321   | 0     | 963    | 0     | 218  | 0     | 720   | 0     | 57    | 889   | 214   |
| Aide extérieure pour le plan de riposte à Ebola <sup>1/</sup>           | ...   | ...   | ...    | ...   | ...  | ...   | ...   | ...   | ...   | 595   | ...   |
| Arriérés programme  |   |       | 0      | 0     | 0    | 0     | 0     | 0     | 0     | 0     | 0     |
| Recettes minières exceptionnelles attendues                             | 0   | 0     | 0      | 0     | 0    | 0     | 0     | 0     | 0     | 435   | 1,750 |
| Variation des dépenses en cours   | -185  | 42    | -244   | -178  | -101 | -104  | -72   | 0     | 5     | 5     | 0     |

Sources : autorités guinéennes et calculs des services du FMI.  
<sup>1/</sup> La répartition entre dons et prêts, hormis pour la contribution du FMI, est pour le moment indéterminée.

3. **Le plancher pour les réserves internationales nettes (RIN), les plafonds pour les avoirs intérieurs nets (AIN) de la BCRG et le financement bancaire de l'État, ainsi que le plancher pour le solde budgétaire de base sera ajusté** si l'assistance extérieure nette, la variation nette des arriérés du «programme», les recettes minières exceptionnelles et/ou la variation nette des instances sont différentes des montants projetés<sup>1</sup>.

4. **Ajustements de l'assistance extérieure nette :**

- *Si l'assistance extérieure nette dépasse les prévisions du programme*, le plancher pour le solde budgétaire de base sera ajusté à la baisse d'un montant équivalent au surplus d'assistance extérieure (permettant que la totalité de l'excédent soit utilisée pour les dépenses supplémentaires). Le plancher pour les RIN et les plafonds pour les AEN de la BCRG et le financement bancaire de l'État ne seront pas ajustés.
- *Si l'assistance extérieure nette est inférieure aux prévisions du programme*, le plancher pour les RIN sera ajusté à la baisse de 80 % de l'écart et les plafonds pour les AEN de la BCRG et le financement bancaire de l'État seront ajustés à la hausse de 80 % de l'écart. Le plancher pour le solde budgétaire de base sera ajusté à la hausse de 20 % de l'écart (ce qui exigera un ajustement budgétaire équivalent à 20 % de l'écart).

5. **Les ajustements pour les autres écarts par rapport aux paramètres du programme, y compris ceux qui ont trait à la variation nette des arriérés du «programme»**, aux recettes minières exceptionnelles et à la variation nette des instances, restent tels que spécifiés dans le PAT en date du 18 juillet 2014.

---

<sup>1</sup> Tout excédent ou insuffisance sera calculé à l'aide du taux de change du programme.

## Pièce jointe III. Guinée : Actualisation de l'analyse de viabilité de la dette des pays à faible revenu

*Le présent appendice actualise l'AVD conjointe du FMI et de la Banque mondiale sur les pays à faible revenu pour la seconde revue de l'accord au titre de la FEC (Rapport pays du FMI No. 13/192), dans le contexte de la demande des autorités guinéennes d'un décaissement au titre de la Facilité de crédit rapide pour aider à combler un déficit de financement imputable à l'épidémie d'Ebola. Il inclut des projections actualisées du cadre macroéconomique et du projet minier de Simandou et des projets d'infrastructure qui lui sont liés, de même que de nouvelles informations sur l'emprunt. Le risque de surendettement de la Guinée reste modéré.*

**1. Le risque de surendettement de la Guinée continue d'être modéré<sup>1,2</sup>.** La présente analyse de viabilité de la dette (AVD) actualise l'AVD sur les pays à faible revenu présentée au Conseil en mai 2013 et utilise un taux d'escompte unifié et plus élevé de 5 % (auparavant 3 %) introduit en octobre 2013. Une actualisation complète de l'AVD sur les PFR sera préparée dans le contexte de la prochaine revue (la 5<sup>ème</sup>) de l'accord au titre de la FEC et des consultations au titre de l'article IV. Comme dans l'évaluation précédente, la notation modérée est essentiellement due à la vulnérabilité de la Guinée à des chocs négatifs sur la croissance, les exportations, les flux d'investissements directs étrangers, les résultats budgétaires et les retards dans le démarrage de projets miniers. L'AVD sur les PFR souligne qu'il est important de mettre en œuvre une politique prudente de la dette et de s'appuyer principalement sur des prêts concessionnels et des dons et d'éviter une accumulation excessive de la dette extérieure, notamment à court terme, en attendant que la progression projetée de la croissance économique sous l'effet de la production et des exportations du secteur minier se concrétise. En outre, les efforts actuellement consentis par les autorités pour maintenir la stabilité macroéconomique, améliorer la capacité de mise en œuvre des projets et le climat des affaires, mettre en place une solide structure de gouvernance dans le secteur minier et renforcer la gestion de la dette devraient se poursuivre. De plus, les réformes structurelles destinées à éliminer les goulets d'étranglement, améliorer la productivité et appuyer la diversification économique sont importantes pour minimiser les effets négatifs du syndrome hollandais qui pourrait être causé par une expansion significative du secteur minier.

<sup>1</sup> La présente Analyse de viabilité de la dette (AVD) repose sur le Cadre de viabilité de la dette (CVD) pour les pays à faible revenu (PFR) approuvé par les Conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale.

<sup>2</sup> Le score CPIA moyen sur trois ans de la Guinée est de 2,93 et la qualité de ses politiques et de ses institutions est faiblement notée.

**2. Lorsque que le point d'achèvement de l'initiative en faveur des PPTE a été atteint à la fin de 2012, la dette publique extérieure de la Guinée s'élevait à 1,3 milliard de dollars (23 % du PIB).** Depuis lors, l'accumulation d'une dette nouvelle (décaissée et en cours) a été modeste et, à la fin de 2013, la dette publique extérieure avait atteint 1,6 milliard de dollars (25,3 % du PIB). L'augmentation correspond principalement aux décaissements pour la construction du barrage hydroélectrique de Kaleta. La Guinée a également un encours d'arriérés de dette extérieure équivalant à 186 millions de dollars (11 % du total de la dette) exigible pratiquement en totalité par les créanciers bilatéraux officiels hors Club de Paris. Ces arriérés ont légèrement augmenté depuis la fin de 2012 car des arriérés se sont accumulés sur le service de la dette exigible par un créancier et les discussions entre le créancier les autorités sont en cours afin de résoudre la question. L'AVD sur les PFR, conformément aux objectifs des autorités, inclut un apurement progressif des arriérés moyennant l'annulation partielle et le rééchelonnement (dans le contexte du point d'achèvement de l'initiative en faveur des PPTE) qui sont différents de ceux posés comme hypothèses dans la dernière AVD sur les PFR, en raison des progrès à ce jour et attendus<sup>3</sup>.

**3. Plusieurs changements importants sont intervenus dans les hypothèses macroéconomiques de référence par rapport à la dernière AVD sur les PFR (Tableau 1).**

S'agissant du secteur minier, une nouvelle estimation a été incorporée, qui repose sur un nouveau modèle des flux financiers, notamment les investissements directs étrangers, les recettes fiscales minières, les importations et les exportations minières associées à des projets miniers majeurs (la mine de minerai de fer de Simandou et une expansion de la capacité d'une mine existante de bauxite). En outre, le retard du démarrage de la construction du projet minier de Simandou et du projet d'infrastructure qui lui est lié a repoussé une augmentation marquée des entrées d'IDE et des importations qui lui sont liées, de même que le démarrage de la production et des exportations. Le retard accusé par le projet de Simandou est imputable à la prolongation des négociations sur un cadre global d'investissement qui ont été couronnées de succès au milieu de 2014. La production et les exportations devraient à présent débiter à la fin de 2019 et en 2020, au lieu de 2017 comme prévu dans la dernière AVD sur les PFR ; de même, le volume projeté des exportations de minerai de fer est légèrement plus élevé. L'expansion du projet minier de bauxite est à présent incluse car ce n'est que récemment que la chronologie et les détails sont devenus disponibles; l'ampleur de l'expansion est modeste et se traduirait par une augmentation en deux étapes des exportations de bauxite en 2017 et 2022. L'AVD sur les PFR inclut les conséquences économiques de l'épidémie d'Ebola. Même s'il existe des incertitudes quant à la durée et à l'étendue de l'épidémie, il faudrait à

<sup>3</sup> Le statut de ces arriérés, conformément à la politique du FMI sur les prêts aux pays en situation d'arriérés, et les arriérés envers les créanciers officiels n'a pas changé depuis la 4<sup>ème</sup> (dernière) revue de l'accord au titre de la FEC.

ce stade sans doute six à neuf mois, d'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS), pour maîtriser l'épidémie, à condition que de fortes mesures internationales soient prises immédiatement. Sur cette base, l'épidémie devrait, d'après les projections, n'avoir qu'un l'impact temporaire à court terme, à savoir une baisse de la croissance du PIB et une aggravation du déficit budgétaire primaire de base en 2014-15. D'après les projections, la croissance à moyen et long terme devrait être supérieure à celle de la dernière AVD. Cela s'explique par la production accrue de minerai de fer du projet minier de Simandou, par l'impact du nouveau projet d'expansion de la mine de bauxite, par l'augmentation de la fourniture d'électricité (sur la base des récents progrès réalisés pour accroître la capacité d'approvisionnement et des futurs développements) de même que par un impact accru de la réforme structurelle.

**4. Des changements sont aussi intervenus dans un certain nombre d'hypothèses de référence concernant la dette.** Un nouveau prêt non concessionnel projeté a été inclus<sup>4</sup>. Le prêt, qui n'a pas encore été signé, est destiné à la rénovation et à l'élargissement de la ligne de transport d'électricité entre le barrage hydroélectrique de Kaleta et Conakry. C'est un prêt à long terme et il devrait comporter un élément de don légèrement inférieur à 30 %; son montant devrait être équivalent à environ 80 millions de dollars (4,8 % de l'encours de la dette extérieure de la fin de 2013 et 1,2 % du PIB projeté de 2014). S'agissant de l'important prêt de China Eximbank (335 millions de dollars) pour la construction du barrage de Kaleta, qui a été signé au début de 2013, il est inclus dans la dernière AVD sur les PFR et les progrès de la construction, les décaissements à ce jour et ceux qui sont projetés sur la base d'un échéancier actualisé de décaissements correspondent globalement à ce qui était supposé au départ<sup>5</sup>. L'AVD sur les PFR inclut également le décaissement au titre de la Facilité rapide de crédit qu'ont demandé les autorités guinéennes. Le plan de riposte d'urgence du gouvernement à l'épidémie d'Ebola n'est pas encore totalement financé et les autorités recherchent une assistance supplémentaire des donateurs sous la forme de dons pour couvrir ces besoins de financement. La présente AVD sur les PFR inclut le financement recherché sous la forme de dons. Comparé à la dernière AVD sur les PFR, le taux d'accumulation de la dette dans les dernières années de la période de projection est légèrement plus élevé qu'auparavant, en raison d'un solde budgétaire primaire inférieur à celui de la dernière AVD sur les PFR. Cela correspond à un ratio plus stable des dépenses courantes au PIB, suite à une

<sup>4</sup> Au moment de la 4<sup>ème</sup> revue de l'accord au titre de la FEC, le critère de réalisation sur les nouveaux emprunts non concessionnels a été ajusté pour permettre le prêt dans le cadre du programme appuyé par la FEC.

<sup>5</sup> L'échéancier de décaissements de la dernière AVD sur les PFR prévoyait 160 millions de dollars en 2013, 102 millions de dollars en 2014, 23 millions de dollars en 2015 et 48 millions de dollars en 2016. Dans l'AVD actuelle sur les PFR, l'échéancier des décaissements prévoit 178 millions en 2013, 98 millions en 2014, 12 millions en 2015 et 48 millions en 2016.

période prolongée d'ajustement progressif à la baisse en vue d'éviter une compression trop marquée des dépenses courantes, tout en maintenant l'effort d'investissement. La combinaison nette d'un taux d'escompte plus élevé, d'une augmentation des emprunts extérieurs et d'un niveau de PIB nominal légèrement supérieur se traduit par des indicateurs d'endettement légèrement plus élevés en termes de PIB dans les dernières années de la période de projection. En revanche, la VA de la dette extérieure est nettement inférieure à court terme en raison du taux d'escompte plus élevé et de l'encours de la dette extérieure initiale légèrement inférieur<sup>6</sup>.

**5. Les résultats de l'AVD extérieure sur les PFR confirment que la dynamique de la dette de la Guinée est soutenable.** D'après la référence, tous les indicateurs de la dette restent inférieurs aux seuils qui dépendent de la politique<sup>7</sup>. Cependant, les tests de résistance et les différents scénarios indiquent que les seuils ont parfois été dépassés ce qui signale la vulnérabilité de la Guinée à des chocs négatifs sur la croissance, les exportations, les flux d'investissements directs étrangers et les résultats budgétaires. L'inclusion de la dette intérieure ne modifie pas de manière significative les conclusions de l'AVD extérieure des PFR, car on ne suppose aucun recours majeur au marché financier intérieur compte tenu de son manque de développement et de sa profondeur limitée. S'agissant de la recapitalisation prévue de la banque centrale par l'État, suite à une première injection, les nouveaux plans de recapitalisation ont été ajournés en attendant une évaluation du besoin en capital de la banque centrale.

**6.** Les autorités sont globalement d'accord avec les hypothèses et les conclusions de cette actualisation de l'AVD sur les PFR.

---

<sup>6</sup> L'encours actuel de la dette publique extérieure à la fin de 2013 est légèrement inférieur aux projections de la dernière AVD sur les PFR — 1,577 milliard au lieu de 1,637 milliard de dollars.

<sup>7</sup> Dans le Tableau 3, les résiduels relativement importants de la dynamique de la dette extérieure, après prise en compte du financement exceptionnel, sont imputables aux insuffisances de la couverture des données sur la balance des paiements.

Tableau 1. Guinée : Structure de la dette publique extérieure

|  | fin 2013              | fin 2013                | fin 2013              |
|--|-----------------------|-------------------------|-----------------------|
|  | Dollars<br>(millions) | Pourcentage<br>du total | Pourcentage<br>du PIB |
| <b>Total</b>                           | <b>1,577.3</b>        | <b>100.0</b>            | <b>25.3</b>           |
| <b>Créanciers multilatéraux</b>        | <b>588.3</b>          | <b>37.3</b>             | <b>9.4</b>            |
| FMI                                    | 85.6                  | 5.4                     | 1.4                   |
| Banque mondiale                        | 168.1                 | 10.7                    | 2.7                   |
| Groupe de la BAfD                      | 95.1                  | 6.0                     | 1.5                   |
| BIsD                                   | 122.2                 | 7.7                     | 2.0                   |
| UE                                     | 0.0                   | 0.0                     | 0.0                   |
| Autres créanciers multilatéraux        | 117.3                 | 7.4                     | 1.9                   |
| <b>Créanciers officiels bilatéraux</b> | <b>923.5</b>          | <b>58.5</b>             | <b>14.8</b>           |
| Club de Paris                          | 288.8                 | 18.3                    | 4.6                   |
| Hors Club de Paris                     | 498.0                 | 31.6                    | 8.0                   |
| Fonds arabe                            | 136.6                 | 8.7                     | 2.2                   |
| <b>Créanciers commerciaux</b>          | <b>65.6</b>           | <b>4.2</b>              | <b>1.1</b>            |
| <b>Pour mémoire</b>                    |                       |                         |                       |
| Arriérés <sup>1/</sup>                 | 186.1                 | 11.8                    | 3.0                   |

Sources : autorités guinéennes; estimations des services du FMI et de la Banque mondiale.

1/ Les arriérés concernent principalement certains créanciers officiels bilatéraux hors Club de Paris (88,5 millions dollars) et des créanciers commerciaux (65,6 millions dollars) et un encours pour lequel il n'y a plus de service exigible. Les autorités guinéennes ont invité ces créanciers à engager des discussions d'allègement et de normalisation des arriérés. Il y a en outre certains arriérés envers un créancier du Club de Paris avec lequel les autorités guinéennes ont engagé des négociations en vue d'une résolution.

**Tableau 2. Guinée : Hypothèses macroéconomiques de l'AVD sur les PFR, 2014–32**  
(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

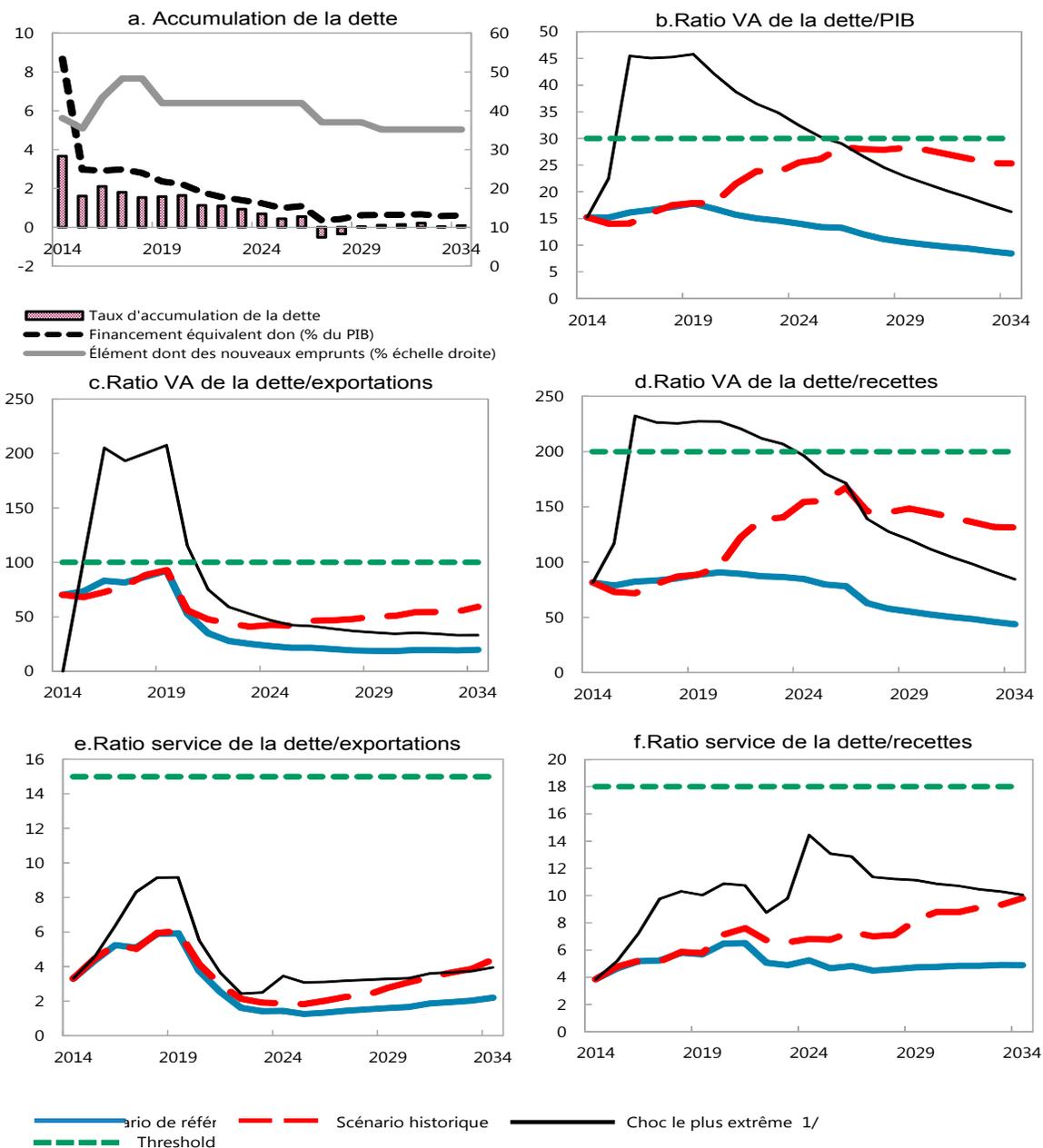
|  | Précédente AVD PFR |         |          |          |          | Actuelle AVD PFR |         |          |          |          |
|--|--------------------|---------|----------|----------|----------|------------------|---------|----------|----------|----------|
|  | 2014               | 2015    | 2020     | 2025     | 2032     | 2014             | 2015    | 2020     | 2025     | 2032     |
| PIB nominal (Millions dollars)                         | 6,347.9            | 6,797.7 | 14,092.3 | 17,314.9 | 24,296.4 | 6,769.7          | 7,455.3 | 11,313.2 | 18,683.2 | 27,323.2 |
| PIB réel (pourcentage de variation)                    | 5.2                | 5.4     | 6.4      | 3.2      | 3.6      | 2.4              | 4.1     | 7.4      | 5.0      | 4.4      |
| PIB nominal hors méga-projets (Millions de dollars)    | 6,347.9            | 6,797.7 | 9,447.5  | 12,746.7 | 19,905.9 | 6,769.7          | 7,455.3 | 10,270.1 | 14,043.6 | 21,966.4 |
| PIB réel, hors méga-projets (pourcentage de variation) | 5.2                | 5.4     | 4.2      | 4.4      | 4.8      | 2.4              | 4.1     | 4.2      | 4.4      | 4.8      |
| <b>Comptes budgétaires</b>                             |                    |         |          |          |          |                  |         |          |          |          |
| Recettes et dons                                       | 24.0               | 23.6    | 25.9     | 26.5     | 26.9     | 23.9             | 21.3    | 21.4     | 23.2     | 24.4     |
| Dépenses primaires                                     | 25.5               | 24.1    | 26.6     | 26.0     | 26.1     | 28.7             | 22.9    | 22.8     | 23.1     | 24.8     |
| dont : dépenses en capital et prêts nets               | 10.8               | 9.4     | 13.0     | 13.9     | 17.4     | 12.6             | 7.3     | 9.7      | 10.2     | 12.2     |
| Solde budgétaire primaire                              | -1.5               | -0.6    | -0.7     | 0.5      | 0.8      | -4.8             | -1.6    | -1.4     | 0.0      | -0.4     |
| Nouveaux emprunts extérieurs <sup>2/</sup>             | 3.1                | 1.7     | 1.6      | 0.5      | 0.1      | 5.6              | 2.6     | 3.5      | 1.3      | 1.3      |
| Élément don des nouveaux emprunts extérieurs (%)       | 15.5               | 20.3    | 23.0     | 23.0     | 17.4     | 38.1             | 35.5    | 42.0     | 42.0     | 35.2     |
| <b>Balance des paiements</b>                           |                    |         |          |          |          |                  |         |          |          |          |
| Exportations de biens et services                      | 28.0               | 26.9    | 52.6     | 51.5     | 37.5     | 21.7             | 20.6    | 35.1     | 82.8     | 59.8     |
| Importations de biens et services                      | -73.1              | -67.8   | -49.0    | -46.8    | -40.3    | -39.9            | -39.6   | -52.1    | -72.6    | -55.8    |
| Compte courant (transferts officiels compris)          | -46.9              | -42.1   | -7.0     | -5.8     | -10.5    | -18.1            | -18.0   | -18.8    | -11.5    | -10.5    |
| Investissement direct étranger                         | 41.8               | 35.8    | 3.6      | 3.9      | 4.6      | 5.6              | 10.1    | 12.1     | 7.0      | 4.6      |

Sources : autorités guinéennes; estimations des services du FMI et de la Banque mondiale.

<sup>1/</sup> L'AVD-PFR, les graphiques 1-2 et les tableaux 3-6 utilisent le PIB total dans les calculs et les ratios exprimés en PIB. Les ratios au PIB du présent tableau 2 s'expriment en PIB hors Simandou et sont conformes aux tableaux du corps du rapport des services du FMI et à ses tableaux et graphiques.

<sup>2/</sup> Comprend les emprunts extérieurs garantis par l'État.

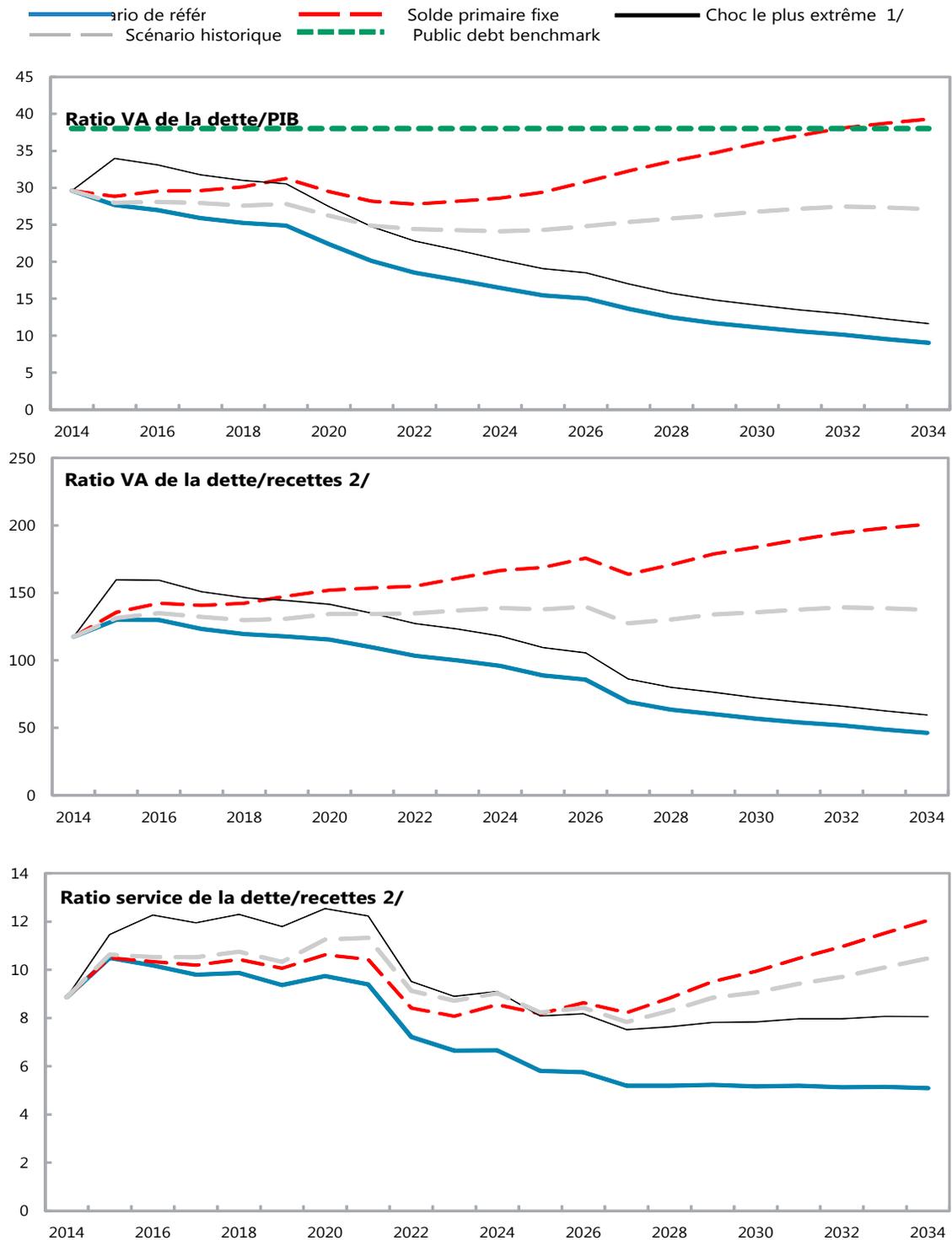
**Graphique 1. Guinée : Indicateurs de la dette publique et garantie par l'État dans différents scénarios, 2014–34<sup>1/</sup>**



Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Le test de résistance le plus extrême est celui qui produit le ratio le plus élevé en 2024 ou avant. Au graphique b. cela correspond à un choc de type Combinaison ; au c. à un choc de type Combinaison ; au d. à un choc de type Combinaison ; au e. à un choc de type Combinaison ; et au f. à un choc de type Combinaison .

**Graphique 2. Guinée : Indicateurs de la dette publique dans différents scénarios, 2014–34<sup>1/</sup>**



Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.  
 1/ Le test de résistance le plus extrême est celui qui produit le ratio le plus élevé en 2023 ou avant.  
 2/ Les recettes incluent les dons.

**Tableau 3. Guinée : Cadre de viabilité de la dette extérieure, scénario de référence, 2011-34<sup>1/</sup>**  
(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

|  | Effectif     |              |              | Moyenne historique <sup>6/</sup> | Écart type <sup>6/</sup> | Projections |              |              |              |              |              |         | 2014-2019 |      | 2020-2034   |             |
|--|--------------|--------------|--------------|----------------------------------|--------------------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------|-----------|------|-------------|-------------|
|  | 2011         | 2012         | 2013         |                                  |                          | 2014        | 2015         | 2016         | 2017         | 2018         | 2019         | Moyenne | 2024      | 2034 | Moyenne     |             |
| <b>Dette extérieure (nominale) 1/</b>                                      | <b>67.5</b>  | <b>23.0</b>  | <b>25.7</b>  |                                  |                          | <b>29.1</b> | <b>28.1</b>  | <b>29.6</b>  | <b>30.5</b>  | <b>31.7</b>  | <b>32.6</b>  |         |           |      | <b>24.6</b> | <b>14.5</b> |
| <i>dont : contractée ou garantie par l'État (CGE)</i>                      | 67.5         | 23.0         | 25.7         |                                  |                          | 29.1        | 28.1         | 29.6         | 30.5         | 31.7         | 32.6         |         |           |      | 24.6        | 14.5        |
| Variation de la dette extérieure   | -3.2         | -44.5        | 2.7          |                                  |                          | 3.4         | -0.9         | 1.5          | 1.0          | 1.1          | 0.9          |         |           |      | -1.2        | -0.6        |
| Flux générateurs d'endettement net identifiés                              | 10.2         | 8.2          | 15.5         |                                  |                          | 10.7        | 6.8          | 5.9          | 1.9          | 2.7          | 4.3          |         |           |      | 0.6         | 2.6         |
| <b>Déficit extérieur courant hors intérêts</b>                             | <b>18.4</b>  | <b>25.2</b>  | <b>21.0</b>  | <b>10.5</b>                      | <b>8.6</b>               | <b>16.6</b> | <b>17.8</b>  | <b>33.9</b>  | <b>52.4</b>  | <b>52.7</b>  | <b>57.4</b>  |         |           |      | <b>7.5</b>  | <b>6.3</b>  |
| Déficit de la balance des biens et services                                | 19.1         | 24.2         | 18.7         |                                  |                          | 18.2        | 19.0         | 35.0         | 52.6         | 52.4         | 55.9         |         |           |      | -7.1        | -3.8        |
| Exportations   | 31.5         | 29.8         | 24.7         |                                  |                          | 21.7        | 20.6         | 19.4         | 20.4         | 19.8         | 19.3         |         |           |      | 60.4        | 42.8        |
| Importations   | 50.6         | 54.1         | 43.4         |                                  |                          | 39.9        | 39.6         | 54.3         | 72.9         | 72.1         | 75.1         |         |           |      | 53.3        | 39.1        |
| Transferts courants nets (négatifs = entrées)                              | -8.5         | -6.2         | -4.3         | -6.5                             | 1.7                      | -7.2        | -5.2         | -4.8         | -3.9         | -3.8         | -3.6         |         |           |      | -2.2        | -1.4        |
| <i>dont : officiels</i>  | -2.2         | -1.0         | -0.4         |                                  |                          | -2.8        | -1.1         | -0.3         | -0.4         | -0.3         | -0.3         |         |           |      | -0.2        | -0.2        |
| Autres flux extérieurs courants (négatifs= entrées nettes)                 | 7.8          | 7.1          | 6.6          |                                  |                          | 5.6         | 4.0          | 3.6          | 3.8          | 4.1          | 5.1          |         |           |      | 16.8        | 11.6        |
| <b>IDÉ nets (négatifs = entrées)</b>                                       | <b>-6.5</b>  | <b>-11.7</b> | <b>-3.4</b>  | <b>-5.3</b>                      | <b>3.1</b>               | <b>-5.6</b> | <b>-10.1</b> | <b>-27.0</b> | <b>-49.1</b> | <b>-49.2</b> | <b>-52.2</b> |         |           |      | <b>-5.9</b> | <b>-3.3</b> |
| <b>Dynamique endogène de la dette 2/</b>                                   | <b>-1.7</b>  | <b>-5.4</b>  | <b>-2.0</b>  |                                  |                          | <b>-0.4</b> | <b>-0.8</b>  | <b>-1.0</b>  | <b>-1.4</b>  | <b>-0.8</b>  | <b>-0.9</b>  |         |           |      | <b>-0.9</b> | <b>-0.4</b> |
| Contribution du taux d'intérêt nominal                                     | 1.0          | 0.7          | 0.2          |                                  |                          | 0.2         | 0.3          | 0.3          | 0.4          | 0.4          | 0.4          |         |           |      | 0.3         | 0.2         |
| Contribution de la croissance du PIB réel                                  | -2.7         | -2.3         | -0.5         |                                  |                          | -0.6        | -1.1         | -1.3         | -1.8         | -1.2         | -1.3         |         |           |      | -1.3        | -0.6        |
| Contribution des variations de prix et de taux de change                   | 0.0          | -3.7         | -1.7         |                                  |                          | ...         | ...          | ...          | ...          | ...          | ...          |         |           |      | ...         | ...         |
| <b>Résiduel (3-4) 3/</b>   | <b>-13.4</b> | <b>-52.7</b> | <b>-12.8</b> |                                  |                          | <b>-7.3</b> | <b>-7.7</b>  | <b>-4.5</b>  | <b>-0.9</b>  | <b>-1.6</b>  | <b>-3.4</b>  |         |           |      | <b>-1.8</b> | <b>-3.2</b> |
| <i>dont : financement exceptionnel</i>                                     | -1.6         | -39.9        | 0.0          |                                  |                          | -1.9        | -0.4         | 0.0          | 0.0          | 0.0          | 0.0          |         |           |      | 0.0         | 0.0         |
| VA de la dette extérieure 4/   | ...          | ...          | 12.7         |                                  |                          | 15.2        | 15.2         | 16.1         | 16.6         | 17.1         | 17.8         |         |           |      | 14.0        | 8.4         |
| En pourcentage des exportations  | ...          | ...          | 51.3         |                                  |                          | 70.2        | 73.5         | 83.2         | 81.5         | 86.8         | 92.5         |         |           |      | 23.2        | 19.7        |
| <b>VA de la dette extérieure CGE</b>                                       | <b>...</b>   | <b>...</b>   | <b>12.7</b>  |                                  |                          | <b>15.2</b> | <b>15.2</b>  | <b>16.1</b>  | <b>16.6</b>  | <b>17.1</b>  | <b>17.8</b>  |         |           |      | <b>14.0</b> | <b>8.4</b>  |
| <b>En pourcentage des recettes</b>   | <b>...</b>   | <b>...</b>   | <b>51.3</b>  |                                  |                          | <b>70.2</b> | <b>73.5</b>  | <b>83.2</b>  | <b>81.5</b>  | <b>86.8</b>  | <b>92.5</b>  |         |           |      | <b>23.2</b> | <b>19.7</b> |
| <b>En pourcentage des recettes publiques</b>                               | <b>...</b>   | <b>...</b>   | <b>69.1</b>  |                                  |                          | <b>81.6</b> | <b>78.9</b>  | <b>82.3</b>  | <b>83.4</b>  | <b>85.4</b>  | <b>88.5</b>  |         |           |      | <b>84.8</b> | <b>43.8</b> |
| <b>Ratio service de la dette/exportations (en pourcentage)</b>             | <b>13.7</b>  | <b>15.2</b>  | <b>3.9</b>   |                                  |                          | <b>3.3</b>  | <b>4.3</b>   | <b>5.2</b>   | <b>5.1</b>   | <b>5.9</b>   | <b>5.9</b>   |         |           |      | <b>1.4</b>  | <b>2.2</b>  |
| <b>Ratio service de la dette CGE/exportations (en pourcentage)</b>         | <b>13.7</b>  | <b>15.2</b>  | <b>3.9</b>   |                                  |                          | <b>3.3</b>  | <b>4.3</b>   | <b>5.2</b>   | <b>5.1</b>   | <b>5.9</b>   | <b>5.9</b>   |         |           |      | <b>1.4</b>  | <b>2.2</b>  |
| <b>Ratio service de la dette CGE/recettes (en pourcentage)</b>             | <b>25.8</b>  | <b>22.5</b>  | <b>5.2</b>   |                                  |                          | <b>3.9</b>  | <b>4.6</b>   | <b>5.2</b>   | <b>5.2</b>   | <b>5.8</b>   | <b>5.7</b>   |         |           |      | <b>5.2</b>  | <b>4.9</b>  |
| Total des besoins de financement bruts (milliards de dollars EU)           | 0.8          | 1.0          | 1.2          |                                  |                          | 0.8         | 0.6          | 0.6          | 0.4          | 0.4          | 0.6          |         |           |      | 0.4         | 1.2         |
| Déficit extérieur courant hors intérêts stabilisant le ratio d'endettement | 21.6         | 69.7         | 18.3         |                                  |                          | 13.2        | 18.7         | 32.4         | 51.4         | 51.6         | 56.5         |         |           |      | 8.7         | 7.0         |
| <b>Principales hypothèses macroéconomiques</b>                             |              |              |              |                                  |                          |             |              |              |              |              |              |         |           |      |             |             |
| Croissance du PIB réel (en pourcentage)                                    | 3.9          | 3.8          | 2.3          | 2.6                              | 1.4                      | 2.4         | 4.1          | 5.0          | 6.5          | 4.1          | 4.2          | 4.4     | 5.4       | 4.5  | 5.1         |             |
| Taux d'intérêt effectif (pourcentage) 5/                                   | 0.0          | 5.9          | 8.1          | 4.4                              | 15.4                     | 6.1         | 5.8          | 3.4          | 1.5          | 1.8          | 1.0          | 3.3     | 3.5       | 1.4  | 2.7         |             |
| Croissance des exportations de biens & services (\$, en %)                 | 12.3         | 4.3          | -8.3         | 6.4                              | 13.6                     | -4.7        | 4.7          | 2.0          | 13.8         | 2.7          | 2.7          | 3.5     | 14.1      | -2.1 | 16.2        |             |
| Croissance des importations de biens & services (\$, en %)                 | 48.8         | 17.6         | -11.2        | 13.6                             | 19.3                     | -0.1        | 9.3          | 49.0         | 45.1         | 4.8          | 9.6          | 19.6    | 7.3       | -4.7 | 3.9         |             |
| Éléments des nouveaux emprunts du secteur public (en %)                    | ...          | ...          | ...          | ...                              | ...                      | 38.1        | 35.5         | 43.4         | 48.4         | 48.4         | 42.0         | 42.6    | 42.0      | 35.2 | 38.7        |             |
| Recettes publiques (hors dons, en pourcentage du PIB)                      | 16.8         | 20.1         | 18.4         |                                  |                          | 18.7        | 19.2         | 19.6         | 19.9         | 20.1         | 20.1         |         |           |      | 16.5        | 19.3        |
| Flux d'aide (en milliards de dollars) 7/                                   | 0.2          | 0.2          | 0.1          |                                  |                          | 0.6         | 0.2          | 0.3          | 0.4          | 0.4          | 0.3          |         |           |      | 0.3         | 0.3         |
| <i>dont : dons</i>   | 0.2          | 0.2          | 0.1          |                                  |                          | 0.4         | 0.2          | 0.1          | 0.1          | 0.1          | 0.1          |         |           |      | 0.1         | 0.1         |
| <i>dont : prêts concessionnels</i>   | 0.0          | 0.0          | 0.0          |                                  |                          | 0.1         | 0.1          | 0.2          | 0.3          | 0.3          | 0.2          |         |           |      | 0.2         | 0.2         |
| Financement équivalent don (en pourcentage du PIB) 8/                      | ...          | ...          | ...          |                                  |                          | 8.7         | 3.0          | 2.9          | 3.0          | 2.8          | 2.4          |         |           |      | 1.2         | 0.6         |
| Financement équivalent don (en % du financement extérieur) 8/              | ...          | ...          | ...          |                                  |                          | 71.4        | 64.0         | 56.4         | 60.2         | 60.3         | 56.1         |         |           |      | 59.3        | 50.1        |
| <i>Pour mémoire :</i>  |              |              |              |                                  |                          |             |              |              |              |              |              |         |           |      |             |             |
| PIB nominal (milliards de dollars EU)                                      | 5.1          | 5.6          | 6.2          |                                  |                          | 6.8         | 7.5          | 8.1          | 8.8          | 9.3          | 9.8          |         |           |      | 17.3        | 30.7        |
| Croissance du PIB nominal en dollars                                       | 4.0          | 9.9          | 10.6         |                                  |                          | 8.7         | 10.1         | 8.6          | 8.1          | 6.0          | 5.2          | 7.8     | 9.0       | 6.0  | 8.0         |             |
| VA de la dette extérieure CGE (milliards de dollars EU)                    | ...          | ...          | 0.8          |                                  |                          | 1.0         | 1.1          | 1.3          | 1.4          | 1.6          | 1.7          |         |           |      | 2.4         | 2.5         |
| (VAt - VAt-1)/PIBt-1 (en pourcentage)                                      | ...          | ...          | ...          |                                  |                          | 3.7         | 1.6          | 2.1          | 1.8          | 1.5          | 1.6          | 2.0     | 0.7       | 0.1  | 0.4         |             |
| Envois de fonds bruts des travailleurs (milliards de dollars EU)           | 0.0          | 0.0          | 0.0          |                                  |                          | 0.0         | 0.0          | 0.0          | 0.0          | 0.0          | 0.0          |         |           |      | 0.0         | 0.0         |
| PV of PPG external debt (in percent of GDP + remittances)                  | ...          | ...          | 12.7         |                                  |                          | 15.2        | 15.2         | 16.1         | 16.6         | 17.1         | 17.8         |         |           |      | 14.0        | 8.4         |
| PV of PPG external debt (in percent of exports + remittances)              | ...          | ...          | 51.3         |                                  |                          | 70.2        | 73.5         | 83.2         | 81.5         | 86.8         | 92.5         |         |           |      | 23.2        | 19.7        |
| Debt service of PPG external debt (in percent of exports + remittances)    | ...          | ...          | 3.9          |                                  |                          | 3.3         | 4.3          | 5.2          | 5.1          | 5.9          | 5.9          |         |           |      | 1.4         | 2.2         |

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Comprend à la fois la dette extérieure des secteurs public et privé.

2/ Égale à  $[r - g - p(1+g)] / (1+g + p+g p)$  fois le ratio d'endettement de la période précédente, où r = taux d'intérêt nominal; g = taux de croissance du PIB réel, et p = taux de croissance du déflateur du PIB en \$EU.

3/ Inclut le financement exceptionnel (c'est-à-dire les variations des arriérés et l'allègement de la dette); les variations des avoirs extérieurs bruts et les ajustements de valeur. Pour les projections, comprend en outre la contribution des variations de prix et de taux de change.

4/ On suppose que la VA de la dette du secteur privé est équivalente à sa valeur faciale.

5/ Charges d'intérêt de l'exercice en cours divisées par le stock de la dette de la période précédente.

6/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, pour autant que les données soient disponibles.

7/ Il s'agit des dons, des prêts concessionnels et de l'allègement de la dette.

8/ Le financement équivalent don inclut les dons accordés à l'État directement et sous la forme des nouveaux emprunts (différence entre la valeur faciale et la VA de la nouvelle dette).

**Tableau 4. Guinée : Analyse de sensibilité pour les principaux indicateurs de la dette extérieure publique et garantie par l'État, 2014–34**  
(En pourcentage)

|  | Projections |      |      |      |      |      |            |      |
|--|-------------|------|------|------|------|------|------------|------|
|  | 2014        | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2024       | 2034 |
| <b>Ratio VA de la dette/PIB</b>  |             |      |      |      |      |      |            |      |
| <b>Scénario de référence</b>   | 15          | 15   | 16   | 17   | 17   | 18   | <b>14</b>  | 8    |
| <b>A. Scénarios de rechange</b>  |             |      |      |      |      |      |            |      |
| A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2013-2033 1/                                      | 15          | 14   | 14   | 16   | 17   | 18   | <b>26</b>  | 25   |
| A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2013-2033 2                 | 15          | 16   | 17   | 19   | 20   | 22   | <b>19</b>  | 15   |
| <b>B. Tests paramétrés</b>   |             |      |      |      |      |      |            |      |
| B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015                      | 15          | 15   | 17   | 17   | 18   | 19   | <b>15</b>  | 9    |
| B2. Croissance de la valeur des exportations à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015 3/ | 15          | 16   | 20   | 20   | 20   | 21   | <b>16</b>  | 9    |
| B3. Déflateur du PIB en dollars EU à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015              | 15          | 18   | 22   | 22   | 23   | 24   | <b>19</b>  | 11   |
| B4. Flux non générateurs d'endettement net à leur moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015 4/ | 15          | 20   | 37   | 36   | 37   | 37   | <b>26</b>  | 13   |
| B5. Combinaison de B1-B4 avec chocs d'un demi-écart type   | 15          | 22   | 45   | 45   | 45   | 46   | <b>32</b>  | 16   |
| B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % par rapport au scénario de référence en 2014 5/             | 15          | 21   | 22   | 23   | 23   | 24   | <b>19</b>  | 11   |
| <b>Ratio VA de la dette/exportations</b>   |             |      |      |      |      |      |            |      |
| <b>Scénario de référence</b>   | 70          | 74   | 83   | 81   | 87   | 92   | <b>23</b>  | 20   |
| <b>A. Scénarios de rechange</b>  |             |      |      |      |      |      |            |      |
| A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2013-2033 1/                                      | 70          | 68   | 73   | 78   | 88   | 93   | <b>42</b>  | 59   |
| A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2013-2033 2                 | 70          | 75   | 89   | 92   | 103  | 113  | <b>32</b>  | 35   |
| <b>B. Tests paramétrés</b>   |             |      |      |      |      |      |            |      |
| B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015                      | 70          | 73   | 81   | 79   | 85   | 90   | <b>23</b>  | 19   |
| B2. Croissance de la valeur des exportations à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015 3/ | 70          | 90   | 125  | 121  | 128  | 135  | <b>33</b>  | 26   |
| B3. Déflateur du PIB en dollars EU à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015              | 70          | 73   | 81   | 79   | 85   | 90   | <b>23</b>  | 19   |
| B4. Flux non générateurs d'endettement net à leur moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015 4/ | 70          | 99   | 189  | 178  | 185  | 192  | <b>43</b>  | 31   |
| B5. Combinaison de B1-B4 avec chocs d'un demi-écart type   |             | 102  | 205  | 193  | 200  | 208  | <b>47</b>  | 33   |
| B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % par rapport au scénario de référence en 2014 5/             | 70          | 73   | 81   | 79   | 85   | 90   | <b>23</b>  | 19   |
| <b>Ratio VA de la dette/recettes</b>   |             |      |      |      |      |      |            |      |
| <b>Scénario de référence</b>   | 82          | 79   | 82   | 83   | 85   | 89   | <b>85</b>  | 44   |
| <b>A. Scénarios de rechange</b>  |             |      |      |      |      |      |            |      |
| A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2013-2033 1/                                      | 82          | 73   | 72   | 80   | 87   | 89   | <b>154</b> | 131  |
| A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2013-2033 2                 | 82          | 81   | 88   | 94   | 101  | 108  | <b>117</b> | 78   |
| <b>B. Tests paramétrés</b>   |             |      |      |      |      |      |            |      |
| B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015                      | 82          | 80   | 86   | 87   | 89   | 92   | <b>88</b>  | 45   |
| B2. Croissance de la valeur des exportations à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015 3/ | 82          | 86   | 100  | 100  | 101  | 104  | <b>96</b>  | 47   |
| B3. Déflateur du PIB en dollars EU à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015              | 82          | 93   | 111  | 112  | 115  | 119  | <b>114</b> | 59   |
| B4. Flux non générateurs d'endettement net à leur moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015 4/ | 82          | 106  | 187  | 183  | 182  | 184  | <b>158</b> | 68   |
| B5. Combinaison de B1-B4 avec chocs d'un demi-écart type   | 82          | 117  | 232  | 226  | 225  | 227  | <b>196</b> | 84   |
| B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % par rapport au scénario de référence en 2014 5/             | 82          | 109  | 112  | 114  | 116  | 120  | <b>115</b> | 59   |

**Tableau 4. Guinée : Analyse de sensibilité pour les principaux indicateurs de la dette extérieure publique et garantie par l'État, 2014–34 (suite)**  
(En pourcentage)

| Ratio service de la dette/exportations   |    |    |    |    |    |    |           |    |
|--|----|----|----|----|----|----|-----------|----|
| <b>Scénario de référence</b>   | 3  | 4  | 5  | 5  | 6  | 6  | <b>1</b>  | 2  |
| <b>A. Scénarios de rechange</b>  |    |    |    |    |    |    |           |    |
| A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2013-2033 1/                                      | 3  | 4  | 5  | 5  | 6  | 6  | <b>2</b>  | 4  |
| A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2013-2033 2                 | 3  | 4  | 5  | 5  | 6  | 7  | <b>2</b>  | 3  |
| <b>B. Tests paramétrés</b>   |    |    |    |    |    |    |           |    |
| B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015                      | 3  | 4  | 5  | 5  | 6  | 6  | <b>1</b>  | 2  |
| B2. Croissance de la valeur des exportations à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015 3/ | 3  | 5  | 7  | 7  | 8  | 8  | <b>2</b>  | 3  |
| B3. Déflateur du PIB en dollars EU à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015              | 3  | 4  | 5  | 5  | 6  | 6  | <b>1</b>  | 2  |
| B4. Flux non générateurs d'endettement net à leur moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015 4/ | 3  | 4  | 6  | 8  | 8  | 8  | <b>3</b>  | 4  |
| B5. Combinaison de B1-B4 avec chocs d'un demi-écart type   | 3  | 5  | 6  | 8  | 9  | 9  | <b>3</b>  | 4  |
| B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % par rapport au scénario de référence en 2014 5/             | 3  | 4  | 5  | 5  | 6  | 6  | <b>1</b>  | 2  |
| <b>Ratio service de la dette/recettes</b>  |    |    |    |    |    |    |           |    |
| <b>Scénario de référence</b>   | 4  | 5  | 5  | 5  | 6  | 6  | <b>5</b>  | 5  |
| <b>A. Scénarios de rechange</b>  |    |    |    |    |    |    |           |    |
| A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2013-2033 1/                                      | 4  | 5  | 5  | 5  | 6  | 6  | <b>7</b>  | 10 |
| A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2013-2033 2                 | 4  | 5  | 5  | 5  | 6  | 7  | <b>6</b>  | 6  |
| <b>B. Tests paramétrés</b>   |    |    |    |    |    |    |           |    |
| B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015                      | 4  | 5  | 6  | 6  | 6  | 6  | <b>6</b>  | 5  |
| B2. Croissance de la valeur des exportations à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015 3/ | 4  | 5  | 5  | 6  | 6  | 6  | <b>6</b>  | 5  |
| B3. Déflateur du PIB en dollars EU à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015              | 4  | 6  | 7  | 7  | 8  | 8  | <b>7</b>  | 7  |
| B4. Flux non générateurs d'endettement net à leur moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015 4/ | 4  | 5  | 6  | 8  | 8  | 8  | <b>12</b> | 8  |
| B5. Combinaison de B1-B4 avec chocs d'un demi-écart type   | 4  | 5  | 7  | 10 | 10 | 10 | <b>14</b> | 10 |
| B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % par rapport au scénario de référence en 2014 5/             | 4  | 6  | 7  | 7  | 8  | 8  | <b>7</b>  | 7  |
| <i>Pour mémoire :</i>  |    |    |    |    |    |    |           |    |
| Élément don supposé du financement résiduel (c-à-d en sus du scénario de référence) 6/                   | 36 | 36 | 36 | 36 | 36 | 36 | <b>36</b> | 36 |

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB (en \$EU), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs d'endettement.

2/ On suppose que le taux d'intérêt sur les nouveaux emprunts est de 2 points de pourcentage supérieur à celui retenu dans le scénario de référence, et que le différé d'amortissement et les échéances sont les mêmes que dans ce scénario.

3/ Par hypothèse, la valeur des exportations reste en permanence au niveau plus faible, mais le solde extérieur courant, en pourcentage du PIB, retourne à son niveau de référence après le choc (ce qui laisse implicitement supposer un ajustement compensatoire du niveau des importations).

4/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

5/ Par dépréciation, on entend une baisse en pourcentage du taux dollar/monnaie nationale qui ne dépasse jamais 100%.

6/ S'applique à tous les tests de résistance sauf A2 (conditions moins favorables), où les conditions de tous les nouveaux financements sont celles qui sont précisées à la note 2.

**Tableau 5. Guinée : Cadre de viabilité de la dette du secteur public, scénario de référence, 2011–2034**  
(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

|   | Effectif |       |       | Moyenne <sup>5/</sup> | Écart type <sup>5/</sup> | Estimation |       |       |       |       | Projections |                    |      |      |                    |      |
|---|----------|-------|-------|-----------------------|--------------------------|------------|-------|-------|-------|-------|-------------|--------------------|------|------|--------------------|------|
|   | 2011     | 2012  | 2013  |                       |                          | 2014       | 2015  | 2016  | 2017  | 2018  | 2019        | 2013-18<br>Moyenne | 2024 | 2034 | 2019-33<br>Moyenne |      |
| <b>Dette du secteur public 1/</b>   | 77.8     | 35.4  | 39.5  |                       |                          | 43.4       | 40.6  | 40.4  | 39.8  | 39.8  | 39.6        |                    |      |      | 27.0               | 15.1 |
| <i>dont : libellée en devises</i>   | 67.5     | 23.0  | 25.7  |                       |                          | 29.1       | 28.1  | 29.6  | 30.5  | 31.7  | 32.6        |                    |      |      | 24.6               | 14.5 |
| Variation de la dette du secteur public   | -21.9    | -42.3 | 4.0   |                       |                          | 4.0        | -2.8  | -0.2  | -0.6  | -0.1  | -0.1        |                    |      |      | -1.7               | -0.7 |
| Flux générateurs d'endettement identifiés                                       | -10.4    | -42.4 | 2.5   |                       |                          | 1.5        | -1.6  | -0.9  | -0.9  | -0.2  | -0.4        |                    |      |      | -1.7               | -0.1 |
| Déficit primaire  | -0.7     | 1.6   | 4.1   | 1.5                   | 4.7                      | 3.5        | 1.6   | 1.2   | 1.5   | 1.5   | 1.0         | 1.7                |      |      | 0.3                | 0.6  |
| Recettes et dons  | 20.2     | 22.9  | 19.8  |                       |                          | 25.2       | 21.3  | 20.8  | 21.0  | 21.2  | 21.2        |                    |      |      | 17.2               | 19.6 |
| <i>dont : dons</i>  | 3.4      | 2.7   | 1.5   |                       |                          | 6.5        | 2.1   | 1.2   | 1.1   | 1.1   | 1.0         |                    |      |      | 0.6                | 0.3  |
| Dépenses primaires (hors intérêts)  | 19.5     | 24.4  | 23.9  |                       |                          | 28.7       | 22.9  | 22.0  | 22.5  | 22.6  | 22.2        |                    |      |      | 17.5               | 20.2 |
| Dynamique automatique de la dette   | -8.1     | -10.8 | -1.6  |                       |                          | -2.0       | -3.2  | -2.1  | -2.4  | -1.6  | -1.4        |                    |      |      | -2.0               | -0.7 |
| Contribution de l'écart de taux d'intérêt/croissance                            | -7.7     | -3.4  | -0.7  |                       |                          | -1.1       | -1.9  | -2.0  | -2.5  | -1.7  | -1.7        |                    |      |      | -1.7               | -0.8 |
| <i>dont : contribution du taux d'intérêt réel moyen</i>                         | -4.0     | -0.5  | 0.1   |                       |                          | -0.2       | -0.2  | -0.1  | -0.1  | -0.2  | -0.1        |                    |      |      | -0.2               | -0.1 |
| <i>dont : contribution de la croissance du PIB réel</i>                         | -3.7     | -2.9  | -0.8  |                       |                          | -0.9       | -1.7  | -1.9  | -2.5  | -1.6  | -1.6        |                    |      |      | -1.5               | -0.7 |
| Contribution de la dépréciation du taux de change réel                          | -0.4     | -7.4  | -0.9  |                       |                          | -0.8       | -1.3  | -0.1  | 0.1   | 0.1   | 0.3         |                    |      |      | ...                | ...  |
| Autres flux générateurs d'endettement identifiés                                | -1.6     | -33.2 | 0.0   |                       |                          | 0.0        | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0         |                    |      |      | 0.0                | 0.0  |
| Produit des privatisations (négatif)  | 0.0      | 0.0   | 0.0   |                       |                          | 0.0        | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0         |                    |      |      | 0.0                | 0.0  |
| Comptabilisation des passifs implicites ou conditionnels                        | 0.0      | 0.0   | 0.0   |                       |                          | 0.0        | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0         |                    |      |      | 0.0                | 0.0  |
| Allègement de la dette (Initiative PPTe et autres)                              | -1.6     | -33.2 | 0.0   |                       |                          | 0.0        | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0         |                    |      |      | 0.0                | 0.0  |
| Autres (à préciser, par ex., recapitalisation bancaire)                         | 0.0      | 0.0   | 0.0   |                       |                          | 0.0        | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0   | 0.0         |                    |      |      | 0.0                | 0.0  |
| Résiduel, y compris variations des actifs                                       | -11.4    | 0.0   | 1.5   |                       |                          | 2.5        | -1.2  | 0.8   | 0.3   | 0.1   | 0.2         |                    |      |      | 0.0                | -0.7 |
| <b>Autres indicateurs de viabilité</b>  |          |       |       |                       |                          |            |       |       |       |       |             |                    |      |      |                    |      |
| <b>VA de la dette du secteur public</b>   | ...      | ...   | 26.5  |                       |                          | 29.6       | 27.7  | 27.0  | 25.9  | 25.2  | 24.9        |                    |      |      | 16.5               | 9.0  |
| <i>dont : libellée en devises</i>   | ...      | ...   | 12.7  |                       |                          | 15.2       | 15.2  | 16.1  | 16.6  | 17.1  | 17.8        |                    |      |      | 14.0               | 8.4  |
| <i>dont : extérieure</i>  | ...      | ...   | 12.7  |                       |                          | 15.2       | 15.2  | 16.1  | 16.6  | 17.1  | 17.8        |                    |      |      | 14.0               | 8.4  |
| VA des passifs conditionnels (non inclus dans dette du secteur public)          | ...      | ...   | ...   |                       |                          | ...        | ...   | ...   | ...   | ...   | ...         |                    |      |      | ...                | ...  |
| Besoin de financement brut 2/   | 4.7      | 7.1   | 6.0   |                       |                          | 5.7        | 3.9   | 3.3   | 3.6   | 3.6   | 3.0         |                    |      |      | 1.5                | 1.6  |
| Ratio VA de la dette du secteur public/recettes et dons (en %)                  | ...      | ...   | 133.4 |                       |                          | 117.5      | 130.0 | 129.9 | 123.1 | 119.4 | 117.6       |                    |      |      | 95.9               | 46.2 |
| Ratio VA de la dette du secteur public/recettes (en %)                          | ...      | ...   | 144.2 |                       |                          | 158.6      | 143.9 | 137.8 | 130.2 | 125.7 | 123.6       |                    |      |      | 99.5               | 46.9 |
| <i>dont : extérieure 3/</i>   | ...      | ...   | 69.1  |                       |                          | 81.6       | 78.9  | 82.3  | 83.4  | 85.4  | 88.5        |                    |      |      | 84.8               | 43.8 |
| Ratio service de la dette/recettes et dons (en %) 4/                            | 26.9     | 24.3  | 9.8   |                       |                          | 8.9        | 10.5  | 10.2  | 9.8   | 9.9   | 9.4         |                    |      |      | 6.7                | 5.1  |
|   | 32.4     | 27.6  | 10.6  |                       |                          | 12.0       | 11.6  | 10.8  | 10.4  | 10.4  | 9.8         |                    |      |      | 6.9                | 5.2  |
| Déficit primaire stabilisant le ratio dette/PIB                                 | 21.2     | 43.9  | 0.0   |                       |                          | -0.5       | 4.4   | 1.4   | 2.1   | 1.6   | 1.1         |                    |      |      | 2.0                | 1.3  |
| <b>Principales hypothèses macroéconomiques et budgétaires</b>                   |          |       |       |                       |                          |            |       |       |       |       |             |                    |      |      |                    |      |
| Croissance du PIB réel (en pourcentage)   | 3.9      | 3.8   | 2.3   | 2.6                   | 1.4                      | 2.4        | 4.1   | 5.0   | 6.5   | 4.1   | 4.2         | 4.4                | 5.4  | 4.5  | 5.1                |      |
| Taux d'intérêt nominal moyen sur la dette en devises (en pourcentage)           | 1.4      | 1.2   | 0.8   | 1.4                   | 0.4                      | 1.0        | 1.0   | 1.2   | 1.3   | 1.3   | 1.3         | 1.2                | 1.4  | 1.5  | 1.4                |      |
| Taux d'intérêt réel moyen sur la dette intérieure (en pourcentage)              | -12.5    | -1.2  | 2.1   | -5.5                  | 6.7                      | -0.1       | 0.3   | 0.5   | 1.2   | 0.9   | 1.7         | 0.7                | -2.5 | -0.4 | -1.5               |      |
| Dépréciation du taux de change réel (en pourcentage, + dénote une dépréciation) | -0.5     | -11.5 | -4.1  | 0.6                   | 19.7                     | -3.4       | ...   | ...   | ...   | ...   | ...         | ...                | ...  | ...  | ...                |      |
| Taux d'inflation (déflateur du PIB, en pourcentage)                             | 19.7     | 13.0  | 6.3   | 17.5                  | 9.5                      | 7.4        | 5.8   | 7.3   | 6.6   | 6.9   | 6.1         | 6.7                | 8.6  | 6.4  | 7.8                |      |
| Croissance des dépenses primaires réelles (corrigée du déflateur du PIB, en %)  | -26.7    | 29.9  | 0.2   | 0.4                   | 13.4                     | 22.9       | -16.9 | 0.7   | 9.4   | 4.4   | 2.1         | 3.8                | 2.5  | 5.5  | 4.5                |      |
| Élément de don des nouveaux emprunts extérieurs (en pourcentage)                | ...      | ...   | ...   | ...                   | ...                      | 38.1       | 35.5  | 43.4  | 48.4  | 48.4  | 42.0        | 42.6               | 42.0 | 35.2 | ...                |      |

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ [Indiquer la couverture du secteur public, par ex., administration générale ou secteur public non financier. Préciser en outre si la dette est brute ou nette.]

2/ Le besoin de financement brut est égal au déficit primaire plus le service de la dette plus l'encours de la dette à court terme à la fin de la période précédente.

3/ Les recettes excluent les dons.

4/ Le service de la dette est égal à la somme des intérêts et de l'amortissement de la dette à moyen et long terme.

5/ Les moyennes historiques et écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, pour autant que les données soient disponibles.

**Tableau 6. Guinée : Analyse de sensibilité pour les principaux indicateurs de la dette publique, 2014–34**  
(En pourcentage)

|   | Projections |      |      |      |      |      |      |      |
|---|-------------|------|------|------|------|------|------|------|
|   | 2014        | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2024 | 2034 |
| <b>Ratio VA de la dette/PIB</b>   |             |      |      |      |      |      |      |      |
| <b>Scénario de référence</b>  | 30          | 28   | 27   | 26   | 25   | 25   | 16   | 9    |
| <b>A. Scénarios de rechange</b>   |             |      |      |      |      |      |      |      |
| A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à leur moyenne historique              | 30          | 28   | 28   | 28   | 28   | 28   | 24   | 27   |
| A2. Solde primaire inchangé par rapport à son niveau de 2013                        | 30          | 29   | 30   | 30   | 30   | 31   | 29   | 39   |
| A3. Croissance du PIB en permanence plus faible 1/                                  | 30          | 28   | 27   | 26   | 26   | 26   | 19   | 16   |
| <b>B. Tests paramétrés</b>  |             |      |      |      |      |      |      |      |
| B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015 | 30          | 29   | 30   | 30   | 30   | 30   | 23   | 21   |
| B2. Solde primaire à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015         | 30          | 31   | 33   | 32   | 31   | 30   | 20   | 12   |
| B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs d'un demi-écart type                | 30          | 30   | 31   | 31   | 31   | 31   | 23   | 19   |
| B4. Dépréciation réelle ponctuelle de 30 % en 2014                                  | 30          | 33   | 32   | 30   | 28   | 28   | 18   | 12   |
| B5. Augmentation de 10 % du PIB des autres flux générateurs d'endettement en 2014   | 30          | 34   | 33   | 32   | 31   | 31   | 20   | 12   |
| <b>Ratio VA de la dette/recettes 2/</b>   |             |      |      |      |      |      |      |      |
| <b>Scénario de référence</b>  | 117         | 130  | 130  | 123  | 119  | 118  | 96   | 46   |
| <b>A. Scénarios de rechange</b>   |             |      |      |      |      |      |      |      |
| A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à leur moyenne historique              | 117         | 131  | 135  | 132  | 130  | 131  | 139  | 137  |
| A2. Solde primaire inchangé par rapport à son niveau de 2013                        | 117         | 136  | 142  | 141  | 142  | 148  | 167  | 201  |
| A3. Croissance du PIB en permanence plus faible 1/                                  | 117         | 131  | 131  | 125  | 122  | 122  | 108  | 82   |
| <b>B. Tests paramétrés</b>  |             |      |      |      |      |      |      |      |
| B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015 | 117         | 135  | 144  | 140  | 140  | 142  | 135  | 108  |
| B2. Solde primaire à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015         | 117         | 144  | 159  | 150  | 146  | 144  | 118  | 60   |
| B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs d'un demi-écart type                | 117         | 139  | 151  | 146  | 145  | 146  | 134  | 99   |
| B4. Dépréciation réelle ponctuelle de 30 % en 2014                                  | 117         | 157  | 153  | 141  | 135  | 131  | 107  | 62   |
| B5. Augmentation de 10 % du PIB des autres flux générateurs d'endettement en 2014   | 117         | 160  | 159  | 151  | 146  | 144  | 118  | 59   |
| <b>Ratio service de la dette/recettes 2/</b>  |             |      |      |      |      |      |      |      |
| <b>Scénario de référence</b>  | 9           | 10   | 10   | 10   | 10   | 9    | 7    | 5    |
| <b>A. Scénarios de rechange</b>   |             |      |      |      |      |      |      |      |
| A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à leur moyenne historique              | 9           | 11   | 11   | 11   | 11   | 10   | 9    | 10   |
| A2. Solde primaire inchangé par rapport à son niveau de 2013                        | 9           | 10   | 10   | 10   | 10   | 10   | 9    | 12   |
| A3. Croissance du PIB en permanence plus faible 1/                                  | 9           | 11   | 10   | 10   | 10   | 10   | 7    | 7    |
| <b>B. Tests paramétrés</b>  |             |      |      |      |      |      |      |      |
| B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015 | 9           | 11   | 11   | 11   | 11   | 10   | 8    | 8    |
| B2. Solde primaire à sa moyenne historique moins un écart-type en 2014-2015         | 9           | 10   | 11   | 11   | 11   | 10   | 8    | 6    |
| B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs d'un demi-écart type                | 9           | 11   | 11   | 11   | 11   | 10   | 8    | 8    |
| B4. Dépréciation réelle ponctuelle de 30 % en 2014                                  | 0           | 9    | 11   | 12   | 12   | 12   | 9    | 8    |
| B5. Augmentation de 10 % du PIB des autres flux générateurs d'endettement en 2014   | 9           | 10   | 11   | 11   | 11   | 10   | 8    | 6    |

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Suppose que la croissance du PIB réel est à son niveau de référence moins un écart type, divisé par la racine carrée de la durée de la période de projection.

2/ Les recettes incluent les dons.



# GUINÉE

## DEMANDES DE DÉCAISSEMENT AU TITRE DE LA FACILITÉ RAPIDE DE CRÉDIT ET DE MODIFICATION DE CRITÈRES DE RÉALISATION AU TITRE DE LA FACILITÉ ÉLARGIE DE CRÉDIT — ANNEXE D'INFORMATION

19 septembre 2014

Préparée par

Le Département Afrique  
(En consultation avec d'autres départements)

### TABLE DES MATIÈRES

|  |    |
|--|----|
| RELATIONS AVEC LE FMI  | 2  |
| MATRICE CONJOINTE BANQUE MONDIALE-FMI                        | 9  |
| RELATIONS AVEC LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT, 2011–13 | 12 |
| OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT                | 16 |
| QUESTIONS D'ORDRE STATISTIQUE                                | 17 |

## RELATIONS AVEC LE FMI

Au 31 août 2014

Statut : date d'admission : 28 septembre 1963

Article VIII

| <b>Compte des ressources générales:</b> | <b>Millions de DTS</b> | <b>% quote-part</b> |
|---|------------------------|---------------------|
| Quote-part                              | 107,10                 | 100,00              |
| Avoirs du FMI en monnaie nationale      | 107,03                 | 99,93               |
| Position dans la tranche de réserve     | 0,08                   | 0,07                |

| <b>Département des DTS :</b> | <b>Millions de DTS</b> | <b>% allocation</b> |
|------------------------------|------------------------|---------------------|
| Allocation cumulative nette  | 102,47                 | 100,00              |
| Avoirs                       | 133,54                 | 130,33              |

| Encours des achats et des prêts : | <b>Millions de DTS</b> | <b>% quote-part</b> |
|-----------------------------------|------------------------|---------------------|
| Accords FEC                       | 92,30                  | 86.19               |

Accords financiers les plus récents :

| Type              | Date<br>de l'accord | Date<br>d'expiration     | Montant approuvé<br>(Millions de DTS) | Montant tiré<br>(Millions de DTS) |
|-------------------|---------------------|--------------------------|---------------------------------------|-----------------------------------|
| FEC               | 24 fév. 2012        | 23 fév. 2015             | 128,52                                | 91,80                             |
| FEC <sup>1/</sup> | 21 déc. 2007        | 20 déc. 2010             | 69,62                                 | 24,48                             |
| FEC <sup>1/</sup> | 2 mai 2001          | 1 <sup>er</sup> mai 2004 | 64,26                                 | 25,70                             |

### Projections des paiements au FMI <sup>2/</sup>

(millions de DTS, sur la base de l' utilisation présente des ressources et des avoirs actuels en DTS):

|                       | À échoir    |             |             |             |             |
|-----------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
|                       | <u>2014</u> | <u>2015</u> | <u>2016</u> | <u>2017</u> | <u>2018</u> |
| Principal             |             |             |             | 1,84        | 9,68        |
| Commissions/ intérêts |             | <u>0,23</u> | <u>0,23</u> | <u>0,23</u> | <u>0,22</u> |
| <b>Total</b>          |             | <u>0,23</u> | <u>0,23</u> | <u>2,07</u> | <u>9,90</u> |

**Mise en œuvre de l'initiative PPTE :**

|   | Cadre<br><u>renforcé</u> |
|---|--------------------------|
| I. Engagement de l'aide au titre de l'Initiative PPTE                             |                          |
| Date du point de décision   | Déc. 2000                |
| Aide engagée par l'ensemble des créanciers (millions de dollars EU) <sup>3/</sup> | 639,00                   |
| dont : FMI (millions de dollars EU)   | 36,01                    |
| (équivalent en millions de DTS)   | 27,80                    |
| Date du point d'achèvement  | Sep. 2012                |
| II. Décaissement de l'aide du FMI (en millions de DTS)                            |                          |
| Aide décaissée au pays membre   | 27,80                    |
| Aide intérimaire  | 11,30                    |
| Solde au point d'achèvement   | 16,49                    |
| Décaissement supplémentaire de revenus d'intérêts <sup>4/</sup>                   | 7,45                     |
| <b>Total des décaissements</b>  | <b>35,25</b>             |

<sup>1/</sup>Anciennement FRPC.

<sup>2/</sup> Lorsqu'un pays membre a des obligations financières impayées pendant plus de trois mois, le montant de ces arriérés apparaît dans cette section.

<sup>3/</sup> L'aide engagée dans le cadre initial est exprimée en valeur actuelle nette (VAN) au point d'achèvement, tandis que l'aide engagée dans le cadre renforcé est exprimée en VAN au point de décision. De ce fait, ces deux montants ne peuvent pas être additionnés.

<sup>4/</sup> Dans le cadre renforcé, un décaissement supplémentaire est effectué au point d'achèvement; il correspond aux intérêts courus sur le montant engagé au point de décision, mais non décaissé pendant la période intérimaire.

**Mise en œuvre de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) :** sans objet.

**Allègement de la dette après une catastrophe (ADAC) :** sans objet

---

**Point de décision** – point auquel le FMI et la Banque mondiale déterminent si un pays est admissible à une aide au titre de l'Initiative PPTE et décident du montant de l'aide à engager.

**Aide intérimaire** : montant décaissé en faveur d'un pays entre le point de décision et le point d'achèvement. Cette assistance peut atteindre 20 % du montant annuel et 60 % du montant total de l'aide engagée au point de décision (ou 25 % et 75 %, respectivement, dans des circonstances exceptionnelles).

**Point d'achèvement** : point auquel un pays reçoit le reliquat de l'aide engagée au point de décision, ainsi qu'un complément au titre des revenus d'intérêts, tel que défini à la note 2 ci-dessus. La date du point d'achèvement dépend de l'application de réformes structurelles clés préalablement convenues (c'est-à-dire point d'achèvement flottant).

## Évaluation des sauvegardes

Une actualisation de l'évaluation des sauvegardes de 2007 de la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG) a été achevée en avril 2012. Elle a relevé que les risques de détournement et de communication d'informations financières erronées restaient élevés, mais que la situation s'était quelque peu améliorée depuis l'évaluation de 2007. Pour atténuer les risques pour le futur programme, les services du FMI ont formulé certaines recommandations : i) vérification des données monétaires aux dates de référence; ii) publication par la BCRG de ses états financiers annuels audités en respectant les dates statutaires; iii) adoption d'une politique et de directives de placement; iv) adoption et application par la BCRG des normes d'information financière reconnues internationalement; et v) adoption d'une nouvelle loi de la banque centrale qui renforce son autonomie. Il est tout aussi important que des mesures soient prises en vue d'une meilleure surveillance des contrôles. La BCRG s'emploie à mettre en œuvre ces recommandations et d'autres recommandations d'évaluation des sauvegardes.

## Régime de change

La régime de change de la Guinée est classé comme régime flottant dirigé sans trajectoire prédéterminée, après une interruption dans le système en 2009-10; le régime de facto est classé dans la catégorie «Autres régimes dirigés». La Guinée pratique des taux de change multiples, puisque la cotation du taux officiel est en retard d'un jour sur celle du taux moyen pondéré des banques commerciales qui lui sert de base. Une mission d'assistance technique du FMI (Département des marchés monétaires et de capitaux) s'est rendue à Conakry en 2011 et a formulé des suggestions relatives au régime de change, notamment au décalage entre le taux officiel et le taux des banques commerciales. Un conseiller résident financé par le FMI prête son concours à la BCRG pour examiner ces recommandations. La Guinée a accepté les obligations de l'article VIII, sections 2, 3 et 4 des Statuts du FMI.

## Consultations au titre de l'article IV

Le Conseil d'administration a achevé les dernières consultations au titre de l'article IV le 24 février 2012.

**Assistance technique 2011–14****Année civile 2011**

| <b>Fournisseur</b>                     | <b>Tâches principales</b>  | <b>Dates</b>            |
|--|--|-------------------------|
| AFW                                    | Évaluation des besoins (secteurs budgétaire, réel et financier)    | Février 2011            |
| <b>Finances publiques</b>              |  |                         |
| FAD                                    | Évaluation de la situation et actualisation de la stratégie de GFP | Avril-mai 2011          |
| AFW                                    | Renforcement des capacités de GFP                                  | Avril 2011              |
| AFW                                    | Administration des recettes  | Avril 2011              |
| FAD                                    | Diagnostic de l'administration des recettes                        | Mai 2011                |
| AFW                                    | Renforcement des capacités de GFP                                  | Mai 2011                |
| AFW                                    | Administration des douanes   | Mai 2011                |
| AFW                                    | Gestion des arriérés fiscaux et autres questions d'admin. fiscale  | Mai—juin 2011           |
| FAD                                    | GFP: exécution du budget   | Août- septembre 2011    |
| AFW                                    | GFP: mise en œuvre du plan comptable de l'État                     | Septembre 2011          |
| AFW                                    | Douanes : renforcement de la gestion des ressources humaines       | Octobre 2011            |
| FAD                                    | Politique fiscale générale et minière                              | Octobre 2011            |
| AFW                                    | Dette publique   | Octobre- novembre 2011  |
| AFW                                    | Arriérés fiscaux et autres questions d'administration fiscale      | Novembre 2011           |
| AFW                                    | Renforcement des capacités de GFP                                  | Novembre 2011           |
| FAD                                    | GFP: cadre juridique, détachement d'un conseiller résident         | Novembre- décembre 2011 |
| FAD                                    | Conseiller résident du FAD au Trésor guinéen                       | Décembre 2011-mars 2013 |
| <b>Marché monétaire et de capitaux</b> |  |                         |
| AFW                                    | Contrôle bancaire  | Février 2011            |
| AFW                                    | Contrôle bancaire  | Mars- avril 2011        |
| MCM                                    | Gestion du change  | Juillet 2011            |
| AFW                                    | Contrôle bancaire et réglementation                                | Octobre- novembre 2011  |
| <b>Statistiques</b>                    |  |                         |
| AFW                                    | Comptabilité nationale   | Février 2011            |
| AFW                                    | Statistiques des finances publiques                                | Mars 2011               |
| AFW                                    | Comptabilité nationale   | Avril 2011              |
| AFW                                    | Stat. du secteur réel/assistance pour la mise en œuvre du SNC93    | Juillet 2011            |
| AFW                                    | Statistiques du secteur réel/mise en œuvre de la compt.nationale   | Décembre 2011           |

Source : services du FMI.

## Année civile 2012

| Fournis seur                                      | Thème principal  | Dates                       |
|---|--|-----------------------------|
| <b>Finances publiques</b>                         |  |                             |
| Département des finances publiques                | Comptabilité publique, plan comptable, loi de finances organique.  | 2-15 février 2012           |
| Département des finances publiques                | Politique fiscale minière et générale  | 9-10 février 2012           |
| Département des finances publiques                | Gestion de la trésorerie, compte unique du Trésor, plan d'engagement, loi de finances organique, plan comptable. | 3-15 mars 2012              |
| Département des finances publiques                | Fiscalité minière  | Avril-mai 2012              |
| AFW   | Gestion de trésorerie  | Mai-juin 2012               |
| AFW   | Administration des douanes   | 14-25 juin 2012             |
| Département des finances publiques                | Cadre juridique de gestion des finances publiques  | Juin-juillet 2012           |
| Département des finances publiques                | Fiscalité minière  | 1-14 juillet 2012           |
| Département des finances publiques                | Fiscalité minière  | 1-10 septembre 2012         |
| Département des finances publiques                | Accord sur les avances de la banque centrale   | 3-14 septembre 2012         |
| Département des finances publiques                | Cadre juridique de gestion des finances publiques  | 1-15 octobre 2012           |
| Département des finances publiques                | Dépenses publiques   | 1-14 octobre 2012           |
| AFW   | Administration des douanes   | 14-23 novembre 2012         |
| Département des finances publiques                | Dépenses publiques   | 1 – 21 décembre 2012        |
| AFW   | Administration fiscale   | 12 – 23 décembre 2012       |
| Département des finances publiques                | Gestion des finances publiques (conseiller résident)   | 2012-2013                   |
| <b>Juridique</b>                                  |  |                             |
| Département juridique                             | Aide juridique à la rédaction des textes sur la fiscalité minière  | 30 août - 11 septembre 2012 |
| <b>Marchés monétaires et de capitaux (MCM)</b>    |  |                             |
| AFW   | Contrôle et réglementation bancaires   | Janvier 2012                |
| Département des marchés monétaires et de capitaux | Banque centrale (conseiller résident)  | Février 2012-février 2013   |
| AFW   | Contrôle et réglementation bancaires   | Février 2012                |
| AFW   | Contrôle et réglementation bancaires   | Mars 2012                   |
| AFW   | Contrôle et réglementation bancaires   | Septembre 2012              |
| AFW   | Contrôle bancaire  | Oct.-nov. 2012              |
| <b>Statistiques</b>                               |  |                             |
| AFW   | Statistiques du secteur réel, comptes nationaux  | Février-mars 2012           |
| Département des statistiques                      | Balance des paiements  | Mars-avr. 2012              |
| AFW   | Comptes nationaux  | Septembre 2012              |
| Département des statistiques                      | Passage au MSFP 2001   | Septembre 2012              |
| AFW   | Comptes nationaux  | Novembre 2012               |

Source : services du FMI.

**Année civile 2013**

| <b>Provider</b>                                   | <b>Main Topic</b>                                    | <b>Dates</b>                 |
|---|--|------------------------------|
| <b>Finances publiques</b>                         |  |                              |
| Département des finances publiques                | Manuel sur l'exécution du budget (1/2)               | 28 janvier -15 février 2013  |
| Département des finances publiques                | Cadre de preparation du budget (1/2)                 | 29 janvier -1er février 2013 |
| Département des finances publiques                | Mise en oeuvre du CUT (suivi)                        | 6-15 février 2013            |
| Département des finances publiques                | Cadre de preparation du budget (2/2)                 | 4-8 mars 2013                |
| Département des finances publiques                | Évaluation PEFA                                      | 20 mars-3 avril 2013         |
| Département des finances publiques                | Cadrage des entités extrabudgétaires                 | 29 avril-3 mai 2013          |
| Département des finances publiques                | Manuel sur l'exécution du budget (2/2)               | 15-26 avril 2013             |
| Département des finances publiques                | Gestion des finances publiques                       | 8-19 avril 2013              |
| Département des finances publiques                | Validation de l'évaluation PEFA                      | 15-22 mai 2013               |
| Département des finances publiques                | Budgétisation des ressources naturelles              | 17-28 juin 2013              |
| Département des finances publiques                | Gestion des finances publiques                       | 2-13 septembre 2013          |
| Département des finances publiques                | Prévision des recettes minières                      | 18-22 novembre 2013          |
| Département des finances publiques                | Administration fiscale                               | 9-13 décembre 2013           |
| Département des finances publiques                | Gestion des finances publiques                       | 9-20 décembre 2014           |
| Département des finances publiques                | Gestion des finances publiques (conseiller résident) | 2013                         |
| <b>Marchés monétaires et de capitaux</b>          |  |                              |
| AFW   | Contrôle et réglementation bancaires en Guinée       | 4-22 février 2013            |
| AFW   | Analyse du portefeuille de la dette                  | 8-19 avril 2013              |
| AFW   | Contrôle bancaire                                    | 13-24 mai 2013               |
| AFW   | Contrôle bancaire                                    | 1-13 décembre 2013           |
| AFW   | Contrôle bancaire et réglementation                  | 2-13 décembre 2013           |
| Département des marchés monétaires et de capitaux | Banque centrale (conseiller résident)                | 2013                         |
| <b>Juridique</b>                                  |  |                              |
| Département juridique                             | Législation de la banque centrale                    | Mars 2013                    |
| <b>Statistiques</b>                               |  |                              |
| AFW   | Passage au MSFP 2001                                 | 8-19 avril 2013              |
| AFW   | Comptabilité nationale                               | 13-24 mai 2013               |
| AFW   | Statistiques des finances publiques                  | 22-31 mai 2013               |

Source: services du FMI.

**Année civile 2014**

| <b>Fournisseur</b>                       | <b>Thème principal</b>   | <b>Dates</b>                      |
|--|--|-----------------------------------|
| <b>Finances publiques</b>                |  |                                   |
| FAD                                      | Prévision budgétaire et budgétisation  | 10-24 février 2014                |
| FAD                                      | Mécanismes de remboursement de la TVA pour le secteur minier et gouvernance de GFP | 29 janvier – 6 février 2014       |
| FAD                                      | Classification budgétaire  | 2-13 juin 2014                    |
| AFW                                      | Gestion des finances publiques   | 9-20 juin 2014 <sup>1</sup>       |
| FAD                                      | Ressources naturelles  | 1-10 septembre 2014 <sup>1</sup>  |
| AFW                                      | Administration fiscale   | 15-19 septembre 2014 <sup>1</sup> |
| FAD                                      | Stratégie de gestion des finances publiques et cadre à moyen terme                 | 15-29 septembre 2014 <sup>1</sup> |
| FAD                                      | Gestion des finances publiques (Conseiller résident)                               | 2014-2015 <sup>1</sup>            |
| <b>Marchés monétaires et de capitaux</b> |  |                                   |
| MCM                                      | Gestion des réserves   | 30 janvier-7 février 2014         |
| AFW                                      | Contrôle bancaire  | 3-14 mars 2014                    |
| MCM                                      | Opérations et politiques monétaires et de change                                   | 1-12 septembre 2014 <sup>1</sup>  |
| AFW                                      | Gestion de la dette publique   | 1-12 septembre 2014 <sup>1</sup>  |
| MCM                                      | Stratégie d'endettement à moyen terme  | 8-12 septembre 2014 <sup>1</sup>  |
| MCM                                      | Banque centrale (Conseiller résident)  | 2013-2014                         |
| <b>Statistiques</b>                      |  |                                   |
| AFW                                      | Comptabilité nationale   | 6-17 janvier 2014                 |
| STA                                      | Indicateurs de solidité financière   | 14-18 avril 2014                  |
| STA                                      | Statistiques de finances publiques   | 1-10 octobre 2014 <sup>1</sup>    |

Source : services du FMI.

<sup>1</sup> Programmé.

# MATRICE CONJOINTE BANQUE MONDIALE-FMI

(En septembre 2014)

| TITRE   | Produits   | Date de prestations envisagées |
|---|--|--------------------------------|
| Programme de travail de la Banque mondiale durant les 12 mois à venir | <b>Frais relatifs au fonctionnement des services:</b>  |                                |
|   | Projet du corridor de croissance et de développement   | T2 2016                        |
|   | Projet relatif à la gouvernance dans le secteur minier   | En cours                       |
|   | Prêt axé sur les résultats (DPO)   | T2 2015                        |
|   | <b>Travaux économiques et sectoriels:</b>  |                                |
|   | Examen des dépenses publiques (agriculture, éducation et santé)  | T4 2013                        |
|   | Examen des dépenses publiques (exécution du budget d'équipement, entreprises publiques et établissements publics, dette intérieure, marchés publics) | T4 2015                        |
|   | <b>Assistance technique/autres travaux analytiques:</b>  |                                |
|   | Soutien au Ministère pour le Questionnaire sur les principaux Indicateurs de la santé (CWIQ) et SRP III  | En cours                       |
|   | Stratégie de protection sociale  | T4 2013                        |
|   | Projet de partenariat public-privé   | T4 2013                        |
|   | Dialogue de politique pour le réseau national (Télécom)  | T4 2013                        |
|   | Surveillance de l'économie et de la pauvreté   | En cours                       |
|   | Soutien à la mise en œuvre de l'ITIE   | En cours                       |
| Programme de travail du FMI pour les 12 prochains mois                | <b>Programme :</b>   |                                |
|   | Demande de programme au titre de la FRC  | Octobre 2014                   |
|   | Cinquième revue de l'accord FEC  | Novembre 2014                  |
|   | Sixième revue de l'accord FEC  | Mai 2015                       |
|   | <b>Assistance technique :</b>  |                                |
|   | Politique fiscale minière et générale  | En cours                       |
|   | Gestion des finances publiques   | En cours                       |
|   | Politiques monétaire et de change  | En cours                       |
|   | Supervision bancaire   | En cours                       |
| Comptes nationaux, de la balance des paiements et budgétaires         | En cours   |                                |
|   | Appui conjoint de la Banque et du FMI à la stratégie d'endettement à moyen terme   | T4 2014                        |
| Demandes du FMI à la Banque mondiale                                  | Évaluation des projets d'investissement financés par les ressources minières exceptionnelles   | En cours                       |
|   | Évaluation du plan de réforme de l'électricité et des implications budgétaires   | En cours                       |
|   | Évaluation des réformes agricoles et implications budgétaires  | En cours                       |
|   | Évaluation des étapes suivantes du nouveau code minier et de la renégociation des contrats miniers   | En cours                       |
|   | Partage des informations sur le financement de l'important projet de minerai de fer  | En cours                       |
|   | Partage des informations sur le DSRP III   | En cours                       |
| Demande de la Banque mondiale au FMI                                  | Mises à jour régulières des projections macroéconomiques et budgétaires  | En cours                       |
|   | Consultations sur les repères structurels des programmes   | En cours                       |
|   | Surveillance de l'impact budgétaire des réformes minières  | En cours                       |
| Produits conjoints Banque mondiale- FMI                               | Note d'évaluation conjointe sur le DSRP III  | Mai 2013                       |

## RELATIONS AVEC LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT, 2011–14

(En janvier 2014)

- 1. Le document de stratégie-pays 2012-16 de la Banque africaine de développement, approuvé par le Conseil le 1er mars 2012, s'appuie sur deux piliers :** (i) la gouvernance économique et financière et (ii) l'infrastructure pour le développement. Dans le cadre du premier pilier, la Banque prêtera son concours au renforcement des capacités de gestion des finances publiques, à l'amélioration de la gouvernance dans le secteur des industries extractives et au renforcement du budget de l'administration centrale. Dans le cadre du second pilier, la Banque contribuera à réduire le déficit de production énergétique et à développer davantage les infrastructures de transport. L'examen à mi-parcours du document de stratégie sera effectué pendant le deuxième semestre de 2014. Cela permettra d'engager un dialogue concernant l'aide apportée par la Banque à la Guinée à l'aide de l'exécution du DSRP et les résultats de la conférence d'Abu Dhabi pour la période 2014-16. La revue de la stratégie à mi-parcours prévue pour 2014 sera très vraisemblablement reportée en raison de la crise de l'Ébola.
- 2. Opérations de prêt :** Pendant la conférence des donateurs et investisseurs à Abu Dhabi, la BAfD a annoncé 163 millions d'UC (250 millions de dollars EU) de ressources supplémentaires d'aide ciblée en faveur du programme de développement du pays pour la période 2014–16, grâce à la mobilisation de tous ses instruments/supports d'appui financier et d'assistance technique.
- 3. En matière de gouvernance,** la Banque a déjà approuvé un soutien budgétaire de 20 millions d'UC en 2011 ainsi qu'un soutien de 2,5 millions d'UC de la FEF. La Banque a restructuré certains projets non productifs et réalloué 7,5 millions d'UC à un projet de gouvernance économique en 2011. Cela devait permettre d'améliorer la gestion des finances publiques du pays tout en appuyant les réformes destinées à optimiser la gouvernance, notamment dans le secteur des industries extractives. Le soutien ciblé couvrira également le renforcement des capacités des administrations publiques, notamment en matière de statistiques et de planification stratégique. Fin 2013, la Banque a approuvé un Projet d'appui institutionnel de 11,4 millions d'UC pour améliorer la gestion des contrats miniers et promouvoir les investissements publics ainsi que la gestion des projets. Un appui budgétaire visant l'environnement du secteur privé et les dispositifs PPP, ainsi que la gouvernance (mines, gestion des finances publiques et gestion de l'investissement public) a été approuvé à la fin juin 2014.
- 4. Dans le sous-secteur de l'énergie,** deux projets ont été signés fin 2013 et leur exécution débutera en 2014. Le premier est le second Projet de réhabilitation et d'extension des réseaux électriques de Conakry (PREREC) pour 11 millions d'UC. Le second projet est le projet d'interconnexion régional énergétique Côte d'Ivoire-Libéria-Sierra Leone-Guinée, pour 40,2 millions UA, qui prévoit la construction de 1360 km de lignes de transport d'électricité de 225 Kv et de 12 postes. En 2014, la Banque contribuera au financement du projet d'interconnexion de

l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG) qui fait intervenir la construction d'un barrage et d'une centrale hydro-électrique de 240 MW à Kaleta, qui sont déjà financés par l'État grâce à un prêt de la Chine. En 2015, la Banque entend approuver un projet destiné à renforcer la capacité des autorités (Ministère et EDG) à gérer le secteur électrique et à combler le déficit de distribution d'énergie à Conakry. La mise en œuvre de ces trois projets aboutira aux résultats suivants : (i) augmentation du taux moyen d'accès à l'électricité ; (ii) réduction du coût de production de kWh ; (iii) réduction du nombre de délestages ; (iv) création d'emplois temporaires et permanents et (v) réduction des émissions de gaz à effet de serre.

**5. Dans le sous-secteur des transports,** la Banque entend financer la route Danané (Côte d'Ivoire)-frontière de la Guinée et de la frontière à N'zoo-Lola (Guinée). Cette route fait partie d'un projet régional qui inclut les routes suivantes : Zantiébougou-Kolondiéba-Kadiana-Frontière de la Côte d'Ivoire (140 km) qui relie Bamako à Abidjan et à San-Pédro via l'axe Tengréla-Boundiali-Séguéla-Daloa; et Duekoué-Guiglo-Bloléquin-Toulepleu-Frontière du Libéria. Ces routes font partie de la route transafricaine Dakar-Abidjan-Lagos. La Banque entend financer aussi la route Boké (Guinée)-Quebo (Guinée-Bissau), qui fait partie du Programme de transport régional de la CEDEAO. En raison du rôle qu'elle joue dans l'intégration, la construction de ces routes va dans le droit fil du Plan d'action à court terme du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), dont l'un des principaux objectifs est la mise en place de routes transfrontalières sans obstacles au libre mouvement des biens et des personnes. La Banque a entamé les entretiens en vue de la restructuration et de l'expansion des activités du port de Conakry.

**6. Appui aux opérations du secteur privé.** Durant la période 2014-2016, la Banque apportera son soutien à des opérations spécifiques liées au secteur privé présentant un impact profond et structurant. À la demande du gouvernement, la BAfD envisage de diriger des efforts visant à mobiliser des ressources pour financer la partie infrastructurelle du projet minier de Simandou. Elle entend ainsi accorder un prêt A d'environ 200 millions d'UC, soit l'équivalent de 300 millions de dollars, qui permettra de mobiliser au moins 900 million de dollars de prêt B. Le fonds Africa50 contribuera également au financement de ce projet à un stade ultérieur. La BAfD apportera en outre son appui au renforcement des capacités et fournira une assistance technique pour permettre au gouvernement de s'acquitter de ses engagements au regard de la mise en œuvre du projet de Simandou.

**7. Opérations hors prêts :** Pour mieux analyser et comprendre les principaux enjeux du pays et encourager une réflexion stratégique, la Banque achèvera en 2014, en collaboration avec le PNUD, au titre du premier programme de la FEF les travaux économiques et sectoriels ci-après : i) étude sur les réformes du secteur financier; ii) profil du secteur privé ; iii) étude sur la gestion du Port de Conakry. La Banque renforcera son dialogue sur les PPP et fournira une assistance technique spécifique en la matière (législation sur les PPP et dispositifs de PPP) ainsi que sur la gouvernance du secteur minier. Elle continuera de soutenir l'exécution du DSRP (appui direct à la CTSP et au SP-SRP chargé de la coordination du suivi de l'exécution des programmes de réforme économique et du DSRP), l'application des engagements post-Abu Dhabi et le lien entre les politiques macroéconomiques/budgétaires et le programme d'investissement public. La Banque

continuera d'apporter son soutien au moyen du programme au titre de la FEF à la Stratégie de développement des statistiques nationales ainsi qu'à la réalisation du Troisième recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-III).

**8. Fonds fiduciaires** : Outre les allocations du FAD et de la FEF, la Banque pourrait mobiliser des ressources supplémentaires auprès du guichet du secteur privé du FAD (y compris des opérations enclavées dans l'infrastructure du secteur minier) de même que les ressources du Fonds fiduciaire en vue de financer des opérations complémentaires dans les secteurs couverts par le Document de stratégie du pays 2012-16 qui sont importantes pour le développement du pays. Par exemple, on pourrait préparer une stratégie dans ce domaine par le biais de l'Initiative pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural. D'autres instruments sont aussi disponibles : l'Instrument de garanties partielles des risques ; le Fonds mondial pour l'environnement ainsi que la Facilité de carbone Afrique et le Fonds vert.

**9. Riposte à la crise de l'Ébola.** La BAfD a adopté une démarche régionale pour faire front à la crise de l'Ébola. En avril 2014, elle a fourni un soutien d'urgence de 2 millions d'UC, soit l'équivalent de 3 millions dollars, à l'appui des pays de l'Union du fleuve Mano (UFM) touchés par le virus, à savoir la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone. En juillet 2014, elle a approuvé un don de 40 millions d'UC, soit l'équivalent de 60 millions dollars, en faveur des pays luttant contre le virus de l'Ébola, et en particulier pour appuyer le travail du Centre de coordination régional qui vient d'être créé en Guinée. La BAfD apporte la dernière main à un programme combiné d'appui budgétaire et d'assistance technique au renforcement des capacités, qui devrait être approuvé sous peu. L'appui de la Banque vise à aider le gouvernement à renforcer la riposte immédiate, mais aussi à structurer un plan à moyen et long terme.

**10. Collaboration entre les services de la Banque africaine de développement et du FMI :** Partage d'informations sur le programme appuyé par la FEC, la situation macroéconomique, le budget, les progrès de la réforme structurelle, les missions prévues et les rapports de mission.

Tableau 1 - Programmation des opérations du FAD 13 (2011-16) et de la FEF

(En millions d'UC)

| Opérations de prêt  |             |              |                  |                 |              |              |
|---|-------------|--------------|------------------|-----------------|--------------|--------------|
|   | Année       | FAD 12/13    | FEF (Pilier III) | Fonds régionaux | BAD          | Total        |
| <b>Pilier I – Aide à la gouvernance économique et financière</b>      |             |              |                  |                 |              |              |
| Appui budgétaire  | 2011        | 20,0         |                  |                 |              | 20,0         |
| Aide ciblée   | 2011        |              | 2,5              |                 |              | 2,5          |
| Appui budgétaire  | 2014/15     | 12,0         |                  |                 |              | 12,0         |
| Appui budgétaire sectoriel  | 2014        | À déterminer | À déterminer     |                 |              |              |
| Appui ciblé au renforcement des capacités                             | 2015        |              | À déterminer     |                 |              |              |
| <b>Total partiel</b>  |             | <b>32,0</b>  | <b>2,5</b>       |                 |              | <b>34,5</b>  |
| <b>Pilier II – Aide aux infrastructures (énergie, transport, ...)</b> |             |              |                  |                 |              |              |
| Interconnexion CLSG (électricité)                                     | 2013        | 16,0         |                  | 24,2            |              | 40,2         |
| Remise en état des réseaux électriques                                | 2013        | 11,0         |                  |                 |              | 11,0         |
| Projet d'appui institutionnel Investissement public Gestion et mines  | 2013        | 11,4         |                  |                 |              | 11,4         |
| Route de l'Union du fleuve Mano (CI-Libéria, relié au Mali)           | 2014        |              |                  |                 |              |              |
| OMVG  | 2015        | 20,0         |                  | 30,0            |              | 50,0         |
| Composante infrastructure Simandou                                    | 2015        |              |                  |                 | 200,0        | 200,0        |
| Infrastructure pour l'approvisionnement en eau en zone rurale         | 2016        |              |                  |                 |              |              |
| Route Boké-Quebo (reporté)  | 2016        |              |                  |                 |              |              |
| <b>Total partiel</b>  |             | <b>58,4</b>  |                  | <b>54,2</b>     |              | <b>112,6</b> |
| <b>Total</b>  |             | <b>90,4</b>  | <b>2,5</b>       | <b>54,2</b>     | <b>200,0</b> | <b>347,1</b> |
| <b>Travaux économiques et sectoriels</b>                              |             |              |                  |                 |              |              |
| Étude sur les réformes du secteur financier                           | <b>2013</b> |              | <b>x</b>         |                 |              |              |
| Profil du secteur privé   | <b>2014</b> |              | <b>x</b>         |                 |              |              |
| Vision Guinée 2035  | <b>2014</b> |              | <b>x</b>         |                 |              |              |

# OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT<sup>1</sup>

|  | 1990 | 1995 | 2000 | 2005 | 2012<br>Afrique<br>subsaha-<br>rienne | 2012 | 2015 | Cible de l'OMD         |
|--|------|------|------|------|---------------------------------------|------|------|------------------------|
| <b>Objectif 1 : Éradiquer la pauvreté extrême et la faim</b>                                 |      |      |      |      |                                       |      |      | réduire de moitié      |
| Ratio emploi-population, 15+, total (%)  | 69   | 69   | 69   | 69   | 65                                    | 70   |      |                        |
| Ratipo emploi-population, 15-24 ans, total (%)   | 51   | 51   | 51   | 51   | 47                                    | 52   |      |                        |
| PIB par personne employée (PPA 1990, dollars constants)                                      | ...  | ...  | ...  | ...  | 4035                                  | ...  |      |                        |
| Revenus détenus par la tranche inférieure de 20%   | 3    | 5    | ...  | 6    | ...                                   | ...  |      |                        |
| Prévalence de la malnutrition, poids pour l'âge (% enfants de moins de 5 ans)                | ...  | ...  | 29   | 23   | ...                                   | 16   |      | 13                     |
| Écart de pauvreté à 1,25 dollar/jour (PPA) (%)   | 63   | 30   | ...  | 15   | 21                                    | ...  |      | ...                    |
| Taux de pauvreté à 1,25 dollar par jour (PPA) (% population)                                 | 93   | 64   | ...  | 43   | 48                                    | ...  |      | ...                    |
| Emploi vulnérable (% de l'emploi total)  | ...  | ...  | ...  | ...  | ...                                   | ...  |      | ...                    |
| <b>Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous</b>                                   |      |      |      |      |                                       |      |      | 100                    |
| Taux d'alphabétisation, filles (% des filles 15-24 ans)                                      | ...  | ...  | ...  | ...  | 60                                    | 22   |      | 100                    |
| Taux d'alphabétisation, garçons (% des garçons 15-24 ans)                                    | ...  | ...  | ...  | ...  | 76                                    | 38   |      | ...                    |
| Persistance jusqu'à dernière année primaire (% cohorte)                                      | 32   | ...  | ...  | 70   | 58                                    | 54   |      | 100                    |
| Taux d'achèvement du primaire (% du groupe d'âge concerné)                                   | 20   | 19   | 31   | 55   | 69                                    | 61   |      | 100                    |
| Scolarisation totale, primaire (% net)   | 26   | ...  | 45   | 65   | ...                                   | 76   |      | 100                    |
| <b>Objectif 3 : Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes</b>                      |      |      |      |      |                                       |      |      | 100                    |
| Proportion des sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (%)               | ...  | ...  | 9    | 19   | 69                                    | 19   |      | 100                    |
| Taux d'inscription des filles en enseignement primaire par rapport aux garçons (%)           | 45   | 51   | 67   | 80   | 93                                    | 84   |      | 100                    |
| Taux d'inscription des filles à l'école secondaire par rapport aux garçons (%)               | 32   | ...  | ...  | 50   | 83                                    | 63   |      | ...                    |
| Taux d'inscription des filles à l'université par rapport aux garçons (%)                     | 9    | ...  | ...  | 23   | 61                                    | 37   |      | ...                    |
| Part de femmes employées en dehors de l'agriculture (% de l'emploi non agricole)             | ...  | ...  | ...  | ...  | ...                                   | ...  |      | ...                    |
| <b>Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile</b>   |      |      |      |      |                                       |      |      | réduire de plus de 75% |
| Vaccinations contre la rougeole (% des 12-23 mois)   | 35   | 61   | 42   | 51   | 72                                    | 58   |      | ...                    |
| Taux de mortalité infantile (pour 1000 naissances vivantes)                                  | 142  | 124  | 104  | 84   | 59                                    | 65   |      | ...                    |
| Taux de mortalité des moins de cinq ans (pour 1000)  | 241  | 209  | 171  | 135  | 64                                    | 101  |      | 78                     |
| <b>Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle</b>  |      |      |      |      |                                       |      |      | réduire de plus de 75% |
| Accouchements pratiqués par un personnel soignant qualifié (% du total)                      | ...  | ...  | ...  | 38   | 50                                    | 45   |      | ...                    |
| Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances vivantes)        | 1100 | 1000 | 950  | 800  | 560                                   | 690  |      | réduire de plus de 75% |
| Prévalence de la contraception (% des femmes de 15-49 ans)                                   | ...  | ...  | ...  | 9    | 24                                    | 6    |      | ...                    |
| <b>Objectif 6 : Combattre le VIH sida, le paludisme et d'autres maladies</b>                 |      |      |      |      |                                       |      |      | juguler/inverser       |
| Incidence de la tuberculose (pour 100 000 personnes)   | 248  | 249  | 234  | 211  | 255                                   | 178  |      | juguler/inverser       |
| Prévalence du VIH, femmes (% des 15-24 ans)  | ...  | ...  | ...  | ...  | 3                                     | 1    |      | juguler/inverser       |
| Prévalence du VIH, hommes (% des 15-24 ans)  | ...  | ...  | ...  | ...  | 1                                     | 0    |      | juguler/inverser       |
| Prévalence du VIH, total (% 15-24 ans)   | 0    | 1    | 1    | 2    | 1                                     | 2    |      | juguler/inverser       |
| Taux de détection des cas de tuberculose (% toutes formes)                                   | 13   | 18   | 27   | 34   | 58                                    | 56   |      | juguler/inverser       |
| <b>Objectif 7 : Assurer un environnement durable</b>   |      |      |      |      |                                       |      |      | 57                     |
| Émissions de CO2 (kg par dollar PPA de PIB)  | 0    | 0    | 0    | 0    | 0                                     | 0    |      | ...                    |
| Émissions de CO2 (tonnes métriques par habitant)   | 0    | 0    | 0    | 0    | 1                                     | 0    |      | ...                    |
| Zones forestières (% de la superficie)   | 30   | 29   | 28   | 27   | 5                                     | 27   |      | ...                    |
| Accès à des équipements sanitaires améliorés (% de la population ayant accès)                | 8    | 11   | 13   | 15   | 30                                    | 19   |      | 57                     |
| Accès à des sources d'eau améliorées (% de la population ayant accès)                        | 52   | 58   | 63   | 68   | 64                                    | 75   |      | 72                     |
| Régions marines protégées (% de la superficie)   | 3    | ...  | 46   | 46   | 12                                    | 46   |      | ...                    |
| APD nette reçue par habitant (dollars courants)  | 48   | 53   | 17   | 21   | 51                                    | 30   |      | ...                    |
| <b>Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement</b>             |      |      |      |      |                                       |      |      | ...                    |
| Service de la dette (GCE et FMI uniquement, % des export., envois fonds travailleurs exclus) | 20   | 24   | 15   | 13   | 3                                     | 9    |      | ...                    |
| Utilisateurs d'Internet (pour 100 personnes)   | 0    | 0    | 0    | 1    | 15                                    | 1    |      | ...                    |
| Lignes de téléphone (pour 100 personnes)   | 0    | 0    | 0    | 0    | 1                                     | 0    |      | ...                    |
| Taux de fécondité, total (naissances par femme)  | 7    | 6    | 6    | 6    | 5                                     | 5    |      | ...                    |
| <b>Autres objectifs et indicateurs</b>   |      |      |      |      |                                       |      |      | ...                    |
| RNB par habitant, méthode Atlas (dollars courants)   | 430  | 470  | 380  | 340  | 1557                                  | 440  |      | ...                    |
| RNB, méthode Atlas (milliards de dollars courants)   | 3    | 4    | 3    | 3    | 1557                                  | 5    |      | ...                    |
| Formation brute de capital (% du PIB)  | 25   | 21   | 20   | 20   | 21                                    | 18   |      | ...                    |
| Espérance de vie à la naissance, total (années)  | 50   | 52   | 51   | 53   | 56                                    | 56   |      | ...                    |
| Taux d'alphabétisation, total adultes (% des habitants d'au moins 15 ans)                    | ...  | ...  | ...  | ...  | 60                                    | 25   |      | ...                    |
| Population, total (millions)   | 6    | 8    | 9    | 10   | 912                                   | 11   |      | ...                    |
| Commerce (% du PIB)  | 65   | 46   | 53   | 70   | 65                                    | 92   |      | ...                    |

Sources: Indicateurs du développement dans le monde, juin 2014 et autorités guinéennes (troisième document de stratégie de réduction de la pauvreté, mars 2013).

<sup>1/</sup> Les chiffres en italique renvoient aux périodes autres que celles qui sont spécifiées.

## QUESTIONS D'ORDRE STATISTIQUE

### I. ÉVALUATION DE L'ADÉQUATION DES DONNÉES AUX FINS DE LA SURVEILLANCE

**Généralités** : Les données fournies par la Guinée présentent quelques lacunes, mais sont, de manière générale, adéquates aux fins de la surveillance. La fourniture officielle des données a été suspendue en 2009-10 lorsque les organes de l'État responsables des statistiques ont eu de grosses difficultés à recueillir les données sur les opérations de l'État et les activités du secteur privé. Après le retour au fonctionnement normal de l'administration guinéenne, le mécanisme d'établissement des données a été progressivement rétabli et les autorités déploient des efforts pour reprendre la fourniture des données afin de permettre aux services du FMI de redémarrer la surveillance.

**Comptabilité nationale.** Les statistiques du secteur réel sont incomplètes et publiées dans des délais qui ne permettent pas de prendre des décisions économiques. Les statistiques sur les activités économiques sont publiées moins fréquemment et moins régulièrement ; le bulletin mensuel de l'économie guinéenne tente d'inclure les variables macroéconomiques disponibles mais qui sont limitées. Les enquêtes mensuelles sur la production minière, industrielle et agricole sont réalisées avec des retards. Les statistiques sur l'emploi et la population ne sont publiées qu'une fois par an. Un programme appuyé par les partenaires internationaux, qui devait se traduire par la production de matrices annuelles intrants- production, a été interrompu en 2009. Le centre régional d'assistance technique (AFRITAC Ouest) a envoyé plusieurs missions à Conakry pour travailler avec les autorités sur les comptes nationaux révisés pour 2003-08 et les estimations provisoires pour 2009-10, avec 2006 comme nouvelle année de base ; le travail est terminé, mais il reste à valider les données avant leur publication.

**Statistiques de prix** : L'indice mensuel des prix à la consommation (IPC) est régulièrement publié.

**Statistiques de finances publiques.** Le Ministère de l'économie et des finances établit des données mensuelles budgétaires exhaustives sur l'administration centrale en base caisse pour les recettes et en base engagements et caisse pour les dépenses. En 2009-10, nombre d'opérations exécutées au nom de l'État n'ont pas été enregistrées dans le TOFE. Le nouveau gouvernement a pris des mesures correctrices pour assurer une présentation exacte de la situation. La fourniture de données mensuelles au Département Afrique a repris et, pendant une courte période ces derniers mois, le Département Afrique a aussi reçu des plans de trésorerie. Le budget inclut l'ensemble des opérations de l'État, même s'il exclut un certain nombre de comptes «satellites» qui ne sont pas directement incorporés dans le budget. Suite à l'adoption de la loi sur le compte unique de trésor en 2011, des efforts sont déployés actuellement pour intégrer ces comptes, notamment ceux des organes autonomes de l'État, dans le budget et les statistiques de finances publiques.

**Statistiques monétaires.** En 2009-10, de nombreux comptes publics ont été créés à la banque centrale et dans les banques commerciales, échappant au contrôle du Trésor, ce qui a créé d'importantes incohérences entre les statistiques de finances publiques et les statistiques des comptes monétaires. Le nouveau gouvernement est en train de fermer ces comptes et de comptabiliser toutes les opérations de l'État dans la position nette du Trésor (PNT). La liste des comptes à la banque centrale et dans les banques créatrices de monnaie ainsi que la situation monétaire sont établies et communiquées au Département Afrique tous les mois. Des retards ont été enregistrés en ce qui concerne les données des banques commerciales et doivent être comblés. La coordination entre la banque centrale et le Ministère des finances s'améliore, réduisant les écarts entre les données monétaires et budgétaires. Toutefois, l'adoption en cours d'un nouveau système comptable à la banque centrale a entraîné des modifications fréquentes des données et des retards dans la communication des statistiques monétaires. Les données monétaires servant à évaluer la performance du programme sont certifiées régulièrement par un auditeur externe indépendant. En janvier 2014, le Département des statistiques (STA) a fourni une assistance technique à la BCRG pour lui permettre de commencer à communiquer les données monétaires à partir des formulaires de déclaration standard (SRF). Une autre mission d'assistance technique est prévue pour l'exercice 2015.

**Balance des paiements.** Une mission d'assistance technique du Département des statistiques du FMI s'est rendue à Conakry en avril 2012 pour aider à améliorer les statistiques de la balance des paiements. Le Comité national sur l'harmonisation des statistiques de balance des paiements a été rétabli en 2008 et l'enquête sur les données de balance des paiements a été réalisée avec un taux de réponse de plus de 75 %. Les taux de change sont publiés tous les jours. La Banque centrale établit les statistiques de balance des paiements et de position extérieure globale conformément à la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements. La section de la balance des paiements n'a pas tiré profit de toutes les sources de données au sein de la banque centrale pour compiler les statistiques de balance des paiements et de position extérieure globale.

### II. Normes et qualité des données

La Guinée participe au Système général de diffusion des données depuis 2003, mais les métadonnées n'ont pas été actualisées depuis.

Aucun RONC données n'est disponible.



INTERNATIONAL MONETARY FUND



Communiqué de presse N° 14/441  
POUR DIFFUSION IMMEDIATE  
26 Septembre 2014

Fonds monétaire international  
Washington D.C. 20431, USA

**Le Conseil d'administration du FMI approuve une assistance immédiate  
de 130 millions de dollars à la Guinée, au Libéria et à la Sierra Leone  
en riposte à la flambée d'Ébola**

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé aujourd'hui — en vertu d'une décision accélérée appuyée par une déclaration conjointe de tous les administrateurs — une assistance financière d'urgence de 130 millions de dollars au total pour la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, afin d'aider ces pays à faire face à la flambée d'Ébola. Ce financement du FMI sera immédiatement mis à la disposition des trois pays, selon les montants suivants : 41 millions de dollars en faveur de la Guinée, 49 millions de dollars en faveur du Libéria, et 40 millions de dollars en faveur de la Sierra Leone. Ce financement d'urgence s'ajoute à l'aide apportée dans le cadre des accords actuellement en vigueur en faveur de ces pays. Il contribuera à couvrir une partie des besoins immédiats de financement de la balance des paiements et du budget, actuellement estimés à près de 100 millions de dollars pour chacun des pays.

«La flambée d'Ébola en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone a déjà eu un trop lourd tribut en vies humaines» a déclaré la Directrice générale du FMI, Christine Lagarde. « Cette crise humanitaire pourrait également avoir de profondes conséquences économiques. Les gouvernements de Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone ont sollicité un appui auprès du FMI pour pouvoir renforcer leur lutte contre cette épidémie sans précédent qui touche de façon disproportionnée les groupes les plus vulnérables de leurs populations. Le FMI a engagé un travail intense avec les autorités des pays touchés et leurs partenaires au développement pour s'assurer que la flambée soit rapidement maîtrisée et pour accompagner l'effort de reconstruction économique qui doit suivre».

La flambée d'Ébola qui touche ces trois pays a créé une grave crise sociale et humanitaire et s'est avérée jusqu'à présent difficile à contenir malgré les mesures prises par les gouvernements respectifs et leurs partenaires au développement. Elle a aussi un grave impact macro-économique et social sur ces trois pays déjà fragiles. La crise qui se développe devrait, d'après les estimations préliminaires du FMI, faire reculer la croissance d'au moins 3 à 3½% au Libéria et en Sierra Leone et d'environ 1½% en Guinée en 2014. Les tensions

inflationnistes se sont intensifiées dans ces pays et des besoins considérables de financement du budget sont apparus après les chutes brutales de recettes fiscales causées par le virus et les importantes hausses de dépenses liées à la maladie. Un appui supplémentaire substantiel de la part des partenaires bilatéraux et multilatéraux est nécessaire de toute urgence pour éviter des mesures d'ajustement intérieur douloureuses et pour contribuer à éradiquer la maladie.

Le Conseil d'administration du FMI a aujourd'hui approuvé une hausse du plafond d'accès de 25 % de la quote-part au titre des accords de la Facilité élargie de crédit<sup>1</sup> (FEC) en cours pour le Libéria et la Sierra Leone, ce qui correspond à une augmentation de près de 50 % du financement au titre de ces accords; il a aussi approuvé pour la Guinée un financement de 25 % de sa quote-part au titre de l'accord de Facilité de crédit rapide<sup>2</sup> (FCR).

À l'issue de la réunion du Conseil d'administration, M<sup>me</sup> Christine Lagarde, Directrice générale et Présidente du Conseil, a fait la déclaration suivante:

« La flambée d'Ébola inflige un très lourd tribut humain à la Guinée, au Libéria et à la Sierra Leone. Si elle n'est pas rapidement maîtrisée, l'épidémie annulera les progrès réalisés ces dernières années par ces pays dans le cadre de programmes appuyés par le FMI en vue d'améliorer leurs économies toujours fragiles. Il est impérieux que la communauté internationale mobilise d'urgence une assistance coordonnée à grande échelle pour aider les autorités nationales à contenir l'impact dévastateur de la maladie. Dans ce contexte, le Conseil d'administration du FMI a appuyé avec vigueur et rapidité la demande d'assistance financière des autorités.

La flambée touche la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone de façons différentes, mais dans tous les cas, elle devrait entraîner un recul considérable de la croissance économique et alimenter les tensions inflationnistes. Les couches les plus pauvres et les plus vulnérables de la population sont touchées de façon disproportionnée par les perturbations qui entravent les échanges commerciaux et par la hausse des prix des produits alimentaires et de première nécessité. Les déficits budgétaires devraient se creuser en raison de la baisse des recettes liée au ralentissement de l'activité économique ainsi qu'à la hausse de dépenses supplémentaires pour les programmes d'urgence. Selon les projections, les soldes des comptes de transactions courantes devraient aussi se détériorer du fait de la baisse des exportations et de l'augmentation des importations de produits alimentaires et autres produits essentiels. Les estimations provisoires des services du FMI évaluent le déficit de financement total pour les trois pays à environ 300 millions de dollars, à condition que la contagion soit arrêtée dès le début de l'an prochain.

---

<sup>1</sup> Les accords au titre de la FEC sont des accords de prêt qui apportent un accompagnement soutenu à un programme à moyen ou à long terme dans les cas de problèmes prolongés de balance des paiements.

<sup>2</sup> Les accords au titre de la FCR sont des accords de prêt qui apportent un appui financier rapide sous forme d'un décaissement unique immédiat aux pays à faible revenu confrontés à des besoins urgents de financement.

Les ressources mises à disposition aujourd'hui par le FMI couvriront pratiquement la moitié de ces besoins de financement. Un appui supplémentaire à la balance des paiements et au budget de la part des bailleurs bilatéraux et multilatéraux est nécessaire pour éviter de douloureuses mesures d'ajustement et pour sauvegarder la stabilité macroéconomique. Cet appui est d'autant plus urgent que la situation sanitaire est en train de rapidement se détériorer.

Le FMI suit étroitement l'évolution de la situation et se tient prêt à apporter une assistance supplémentaire pour traverser cette période éprouvante ».

**Contexte:**

Libéria: L'accord FEC en faveur du Libéria d'environ 79,9 millions de dollars a été approuvé par le Conseil d'administration du FMI le 19 novembre 2012 (voir [Communiqué de presse N°12/449](#)). Le financement supplémentaire et immédiat de 49 millions de dollars porte le total des fonds disponibles au titre de la FEC à 130 millions de dollars.

Sierra Leone: L'accord FEC en faveur de la Sierra Leone d'environ 95,84 millions de dollars a été approuvé par le Conseil d'administration du FMI le 21 octobre 2013 (voir [Communiqué de presse N°13/410](#)). Le financement supplémentaire et immédiat de 40 millions de dollars porte le total des fonds disponibles au titre de la FEC à 136 millions de dollars.

Guinée: L'accord FEC en faveur de la Guinée d'environ 198,9 millions de dollars a été approuvé par le Conseil d'administration du FMI le 24 février 2012 (voir [Communiqué de presse N°12/57](#)). La Guinée enregistre des progrès satisfaisants dans le cadre de l'accord FEC existant mais va bénéficier d'un financement d'urgence de 41 millions de dollars au titre de la FCR en raison d'une revue FEC en instance.

**Déclaration de Kossi Assimaidou, Administrateur pour la Guinée,  
et de Siradiou Bah, Conseiller principal de l'Administrateur  
29 septembre 2014**

**INTRODUCTION**

Au nom des autorités guinéennes, nous tenons à remercier les services, la Direction et le Conseil d'administration du FMI de leur appui, à l'heure où la Guinée se heurte à de redoutables difficultés en raison de la propagation du virus de la maladie d'Ébola (VME). Le soutien du FMI aidera les autorités à faire face à l'impact de cette épidémie sans précédent sur la balance des paiements et sur l'économie, tout en poursuivant la mise en œuvre du programme appuyé par la FEC.

Les autorités guinéennes souhaitent saisir cette occasion pour dire leur reconnaissance à la France et aux États-Unis pour leur soutien et leur assistance solides dans la lutte contre cette épidémie. Elles souhaitent également exprimer leur gratitude à l'Organisation mondiale de la santé, à la Croix-Rouge internationale et à Médecins sans frontières pour leur riposte rapide sous la forme d'une assistance financière et technique et de conseils de politique générale.

Le VME a fait son apparition dans la partie sud-est du pays en mars 2014 et s'est étendu aux pays voisins que sont le Libéria et la Sierra Leone, compte tenu des liens socio-économiques très étroits qui existent entre les populations des régions frontalières. Dans un contexte de capacité institutionnelle et humaine limitée, notamment dans le secteur de la santé, les autorités guinéennes ont mis en place un plan de santé et de sécurité pour contenir l'expansion de l'épidémie, prendre en charge des personnes infectées et mettre au point une vaste campagne de sensibilisation et de prévention. Ce plan de riposte, qui comprend une intervention d'urgence de l'État sur le plan sanitaire, est mis en œuvre en coordination avec les partenaires extérieurs impliqués dans la lutte contre le virus. Son coût initial est estimé à 85 millions de dollars, soit 1,3 % du PIB.

Le financement de ce plan exige toutefois des ressources budgétaires supplémentaires et les autorités guinéennes sollicitent l'appui du FMI dans le cadre de la facilité de crédit rapide (FCR) pour les aider à atténuer le grave impact économique et financier de l'épidémie d'Ébola. Le décaissement du concours du FMI dans le cadre de la FCR sera effectué sur le compte du Trésor à la banque centrale, afin de fournir un appui budgétaire immédiat. Les autorités espèrent que le soutien du FMI permettra de mobiliser une assistance plus soutenue de la part de bailleur de fonds car cette épidémie représente une menace mondiale, par-delà ses effets désastreux sur la population et l'économie des pays directement touchés.

## IMPACT DU VME

La poussée du virus mortel de l'Ébola impose un lourd tribut humain, économique et budgétaire à la Guinée. Durant ces derniers mois, des milliers de personnes ont été infectées et plus de 500 sont mortes, dont des dizaines d'agents de santé. La propagation de l'épidémie perturbe les activités économiques et pèse lourdement sur l'agriculture, l'artisanat, l'extraction de diamants et d'or, le commerce et les transports. Avec le départ des travailleurs étrangers, les chantiers miniers ont été interrompus. En outre, la fermeture des frontières avec cinq des six pays voisins nuit aux échanges et aux transports transfrontaliers. À l'heure actuelle, seules trois compagnies aériennes internationales desservent le pays, principalement pour le transport de l'aide internationale.

Compte tenu des lourdes conséquences pour l'agriculture, le commerce, les transports, l'artisanat et l'extraction de diamants et d'or, le taux de croissance du PIB réel pour 2014 est désormais estimé à 2,4 %, contre une prévision de 4,5 % au début de l'année. Les indicateurs de pauvreté devraient se détériorer car l'épidémie d'Ébola touche principalement les zones rurales et les groupes vulnérables. En outre, l'inflation devrait dépasser les niveaux projetés dans le cadre du programme appuyé par la FEC en raison des perturbations dans l'agriculture et les transports.

Sur le plan budgétaire, les conséquences du VME se traduisent par une réduction de la mobilisation de recettes de 0,7 % du PIB et une augmentation des dépenses imprévues pour maîtriser l'épidémie dans le cadre du plan de riposte d'urgence. Le déficit budgétaire devrait donc se creuser à 5,5 % du PIB, contre un objectif de 4 % du PIB dans le cadre du programme appuyé par la FEC. La loi de finances de 2014 a été révisée en conséquence et déposée au Parlement pour adoption avec un écart de financement de 1,9 % du PIB. La Banque mondiale, la Banque africaine de développement et l'Union européenne ont indiqué qu'elles contribueraient à couvrir l'écart de financement.

La politique monétaire et le taux de change ont également subi les effets de la flambée d'Ébola. L'écart entre le taux de change officiel et celui du marché s'est creusé pour dépasser 3 %. Les projections mettent en évidence une augmentation du déficit courant en raison d'importantes sorties de capitaux privés, d'une diminution des recettes d'exportation et de l'augmentation des importations, notamment de produits alimentaires. Au vu de cela, les réserves officielles brutes accuseront vraisemblablement un repli, de 3,7 mois d'importations, conformément à l'objectif du programme, à 3,2 mois s'il n'y a pas d'ajustement ou de financement extérieur. Pour faire face à cette situation, les autorités sont déterminées à maintenir le durcissement de la politique monétaire et de la gestion des liquidités afin de

réduire les sorties de capitaux et les besoins de financement extérieur. Dans le même ordre d'idées, elles augmenteront les offres lors des adjudications hebdomadaires de devises afin d'atténuer les tensions sur le taux de change de même que les tensions inflationnistes.

Outre son effet pernicieux sur les activités économiques, l'épidémie d'Ébola aura également de lourdes conséquences sociales. Les perturbations dont ont souffert le commerce et les transports ont considérablement limité la mobilité de la main-d'œuvre et les mouvements de biens et de services. La rentrée scolaire a dû être reportée et la propagation rapide de l'épidémie dans un contexte de capacités limitées aboutit à une demande exorbitante de services de santé.

### **MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME APPUYÉ PAR LA FEC**

En dépit de la situation difficile imputable à la crise de l'Ébola, les autorités guinéennes demeurent fermement résolues à mener leur programme de réformes et à atteindre les objectifs du programme appuyé par la FEC. Les critères de réalisation à fin juin 2014 au titre du programme ont été tenus et les progrès ont été bons au regard des réformes structurelles et de la coordination des politiques. En août, le gouvernement a organisé une retraite pour suivre la mise en œuvre du programme et réévaluer les priorités de politique économique. Au début septembre, un projet de loi de finance rectificative tenant compte de l'impact de la crise de l'Ébola a été déposé à l'Assemblée nationale pour examen et adoption.

Compte tenu des conséquences budgétaires et monétaires de la crise de l'Ébola, et au vu de la bonne mise en œuvre du programme appuyé par la FEC, les autorités guinéennes sollicitent une modification des objectifs indicatifs à fin septembre et des critères de réalisation à fin décembre 2014. Ces modifications concernent également les facteurs d'ajustement prévus au programme FEC, pour permettre d'utiliser un financement intérieur à l'appui du plan d'urgence des autorités en cas de déficit de financements extérieurs.

### **CONCLUSION**

Les autorités guinéennes sont déterminées à maintenir le cap pour atteindre les objectifs du programme appuyé par la FEC en dépit de la situation difficile créée par le VME. La demande d'un soutien financier supplémentaire du FMI au titre de la FCR les aidera à atténuer les retombées pernicieuses de la maladie. Aussi, serions-nous profondément reconnaissants aux administrateurs de bien vouloir donner leur appui à la demande de la Guinée au titre de la FEC.